

17



LOUIS XVI

PAR

Alexandre Dumas.

TOME QUATRIÈME.



BRUXELLES.

MELINE, CANS ET C^{ie}, LIBRAIRES-ÉDITEURS.

LIVOURNE.
MÊME MAISON.

LEIPZIG.
J. P. MELINE.

1851

I

Ouverture des états généraux. — Procession. — Sentiment qui agita les masses. — Ordre de marche. — Mirabeau. — La noblesse de Provence. — Mirabeau, *marchand de drap*. — Vive le roi ! — Vive le duc d'Orléans ! — Bailly. — Le tiers se couvre. — Les trois discours. — Les curés. — Vérification des pouvoirs. — Le comte d'Artois. — MONSIEUR. — La noblesse. — Famine. — Robespierre. — Les motions. — *Assemblée nationale*. — La salle du tiers. — Bailly. — Le jeu de paume. — Le clergé. — Discours du roi. — Le tiers ne veut pas se séparer. — M. de Breux-Brézé. — L'inviolabilité des députés. — *Mort du Dauphin*. — Ses funérailles.

L'ouverture des états était fixée au 4 mai.

Le 3, le roi, la reine, et les onze cent

quatre-vingt-six députés, entendirent à Versailles la messe du Saint-Esprit.

De l'église de Notre-Dame, où se disait la messe, on devait se rendre à l'église Saint-Louis. C'était toute la ville à traverser.

Versailles semble une ville faite pour les cérémonies de ce genre. Le jour de ces fêtes, elle s'éveille, se met à la fenêtre, regarde passer ce qui passe, referme sa fenêtre et se rendort.

Ce jour-là, ses immenses rues étaient garnies, sur toute la route que devait suivre le cortège, de gardes françaises et de gardes suisses ; derrière cette haie de gardes françaises et de gardes suisses, pendaient, comme au jour de la Fête-Dieu, et les tapisseries de la couronne, et les plus belles tapisseries particulières que l'on avait pu trouver. A toutes les fenêtres se tenaient les femmes de la cour ; entre les tapisseries et les gardes françaises, le peuple de Paris.

Tout cela était agité, tumultueux, bouillant, et pourtant plein de respect.

On sentait que quelque chose d'inconnu, d'inouï, d'étrange, quelque chose venant du passé et allant vers l'avenir, s'approchait : c'était la révolution.

Et cependant, il faut le dire : pour tous les cœurs elle s'approchait douce, fraternelle et sainte. Tous rêvaient un embrassement universel ; aucun, excepté Sieyès, le dernier nommé des députés de Paris, ne songeait peut-être à une guerre générale.

Trois ordres, avait-il dit, *non trois nations !*

Le cortège s'ouvrait par le tiers, nombreux à lui seul comme les deux autres ordres ; placé en avant des deux autres ordres par la pensée et par les désirs comme il l'était par le fait.

Puis venait la noblesse, contrastant avec le nuage sombre qui la précédait, la noblesse,

avec ses parements d'or, ses culottes de soie, ses chapeaux tout chatoyants de plumes.

Enfin , s'avavançait le clergé , ses prélats en tête avec leurs rochets, leurs robes violettes, leurs figures sercines ; puis, séparés en deux par des musiciens, les deux cent cinq curés en robes noires, qui eussent semblé bien mieux placés avec l'humble tiers état qu'avec les princes de l'Église.

Il est vrai qu'ils marchaient derrière ces derniers.

Ce tiers état était tout entier inconnu, à l'exception d'un seul homme.

Cet homme, nous l'avons déjà nommé, nous nous sommes déjà arrêté à lui : cet homme, c'est Mirabeau.

Nous l'avons vu se retirer en Angleterre pour y publier ses Mémoires ; à son retour, il demande de l'emploi, et M. de Calonne l'envoie à Berlin : il y prépare son ouvrage *de la Monarchie prussienne*; puis , à son re-

tour, il fait paraître ses *Conseils à un jeune prince qui veut refaire son éducation*; sa *Dénonciation sur l'Agiotage*; ses *Observations sur Bicêtre*; son *Avis aux Bataves*, et son *Histoire secrète de la cour de Berlin*.

Enfin, en 1788, il se présente à l'assemblée de la noblesse de Provence, pour y délibérer avec ses pairs. Il est repoussé, passe à Marseille, loue un magasin et écrit sur sa porte :

MIRABEAU, MARCHAND DE DRAP.

Alors, Aix et Marseille se le disputent, et le nomment en même temps.

Voilà pourquoi Mirabeau, qu'on n'appelle plus que le comte plébéen, est avec le tiers. Voilà pourquoi tous les regards se portent sur sa tête de lion à l'épaisse crinière et sur sa figure marquée d'une si puissante laideur. On sent qu'il y a tout un avenir de paroles

tonnantes dans cet homme, dont la vie n'a été qu'un éternel orage.

Cet homme, en effet, ce n'est point un individu : c'est une assemblée tout entière, c'est une armée, c'est un chiffre.

La constituante se résumera en lui, et il remplira l'année 1791, comme Danton l'année 1792, comme Robespierre l'année 1793.

Voilà pourquoi, un instant, nous avons arrêté cette procession des trois ordres, pour faire encore une fois le tour du colosse.

Au moment venu, nous examinerons de la même façon Danton et Robespierre.

Le cortège se rendait à Saint-Louis pour y entendre la messe d'ouverture. Quand on aperçut le roi, on cria : *Vive le roi !* Quand on vit la reine, on cria : *Vive le duc d'Orléans !*

On savait que c'était la frapper au cœur ; elle chancela et pensa s'évanouir.

C'est qu'on imputait à la reine le maintien

de toutes ces distinctions de costumes qui rendaient les états de 1788 pareils à ceux de 1614 ; c'est qu'on l'accusait d'avoir exhumé le détail humiliant du cérémonial gothique auquel on avait essayé de soumettre les députés, la veille.

En effet, quand, la veille, les députés s'étaient présentés chez le roi, au lieu de les recevoir par provinces, il les avait fait entrer par ordres : le clergé d'abord, puis la noblesse, puis enfin, à trois heures de distance, le tiers.

Autrefois, dans le vieux cérémonial, le président haranguait à genoux : on parla de faire revivre cette coutume. Bailly s'éleva contre cette prétention.

— Mais cependant si le roi le veut ? dit le maître des cérémonies.

— Que m'importe que le roi le veuille, dit Bailly, si cinq millions d'hommes ne le veulent pas !

On trancha la difficulté en décidant que le président du tiers ne ferait point de harangue.

La séance du 5 devait avoir lieu, non pas au château, mais aux Menus. C'était un immense bâtiment qui pouvait contenir les douze cents députés, plus quatre mille auditeurs.

Au moment de l'ouverture de la séance, le roi se couvrit, le clergé et la noblesse se couvrirent : c'était leur droit.

Ce n'était pas celui du tiers, mais il le prit.

Ce que voyant le roi, il ôta son chapeau ; de sorte que tout le monde fut obligé de se découvrir.

C'était, dans un si grand moment, une bien petite, bien pauvre, bien misérable lutte ; d'autant plus triste pour la royauté, que la royauté y succombait sans cesse.

On attendit alors les paroles du roi.

Trois discours furent prononcés, qui ne satisfirent personne, pas même celui de M. Necker.

Les trois discours prononcés, on se sépara.

L'attitude du tiers, son refus de parler à genoux, son unanimité à se couvrir devant le roi quand les deux autres corps s'étaient couverts, avaient étonné tout le monde. On commençait de comprendre que là serait la force.

Aussi la caricature de l'œuf reparaît, mais modifiée. L'œuf est sur un coquetier : clergé, noblesse et tiers y trempent leurs mouillettes en frères : seulement, la mouillette du tiers est bien plus grosse que celle des deux autres ordres.

Le 6 mai chacun des trois ordres prend possession du local qui lui est destiné : le tiers, de son immense salle ; la noblesse et le clergé, de leurs deux chambres.

Aussitôt noblesse et clergé prennent les

devants pour résoudre une question capitale. Tous deux décident que les pouvoirs de chaque ordre seront vérifiés par l'ordre lui-même.

La noblesse se dessine par une majorité imposante. Le clergé n'a qu'une majorité faible et incertaine. Les curés penchent pour le tiers. On sent qu'à la première occasion ils se détacheront des prélats et iront selon leurs sympathies.

Or, fils du peuple, leurs sympathies sont toutes populaires.

Le tiers, au contraire, en opposition avec les deux autres ordres, dès la première question qui se présente, le tiers déclare que la vérification des pouvoirs doit se faire en commun, et qu'il attend les deux autres ordres pour procéder à cette vérification.

Sans cette vérification préalable, les représentants de la nation n'auront aucun caractère reconnu.

L'intelligence publique comprend à l'instant même que la question de l'avenir est là. Triomphe pour le tiers, c'est-à-dire pour le peuple, s'il y a réunion; triomphe pour la noblesse, c'est-à-dire pour la cour, s'il y a séparation.

Puis, comme si ce n'était point assez de la raison, le tiers s'appuie sur des exemples.

Depuis la première convocation des états généraux, qui avait eu lieu en 1302, à propos des prétentions temporelles de Boniface VIII sur la France, et dans laquelle le tiers état parut pour la première fois, jusqu'aux états tenus à Orléans, en octobre 1560, et qui rendirent l'ordonnance servant de base jusqu'à la révolution de 1789 à la jurisprudence commerciale, les trois ordres avaient toujours voté réunis, avaient toujours présenté un seul cahier, avaient toujours nommé un seul président, avaient toujours parlé par la voix d'un seul orateur.

En 1560 seulement, les ordres avaient voté séparément, et cela, sur la demande du tiers. Alors le clergé avait fortement réclamé; mais un grand intérêt avait prévalu : 1560 était l'époque des guerres de religion, l'époque du fanatisme, l'époque de l'intolérance ; il pouvait y avoir séparation entre les mandataires de la France, puisqu'il y avait séparation entre les Français.

Le tiers décide donc qu'il attendra patiemment la réunion à lui de la noblesse et du clergé.

En attendant, ses salles sont ouvertes, aucune barrière ne le sépare du peuple de la campagne, de Versailles et de Paris. Mirabeau explique comment la cour a suspendu son journal des états généraux, mais comment il n'en a pas tenu compte, et y supplée avec les lettres à ses commettants. A chaque instant on fraternise, à chaque instant on encourage le tiers à tenir bon; il a contre

lui le roi, la reine, la noblesse et une partie du clergé, mais il a derrière lui toute la France.

Le 15 mai, le comte d'Artois fait prévenir la noblesse que les ordres du roi lui interdisent de siéger sur les bancs de la noblesse, sans doute parce qu'il doit y rencontrer le duc d'Orléans et la Fayette, les deux seuls hommes populaires de cet ordre privilégié; mais il donne la pleine et entière assurance que le sang de son aïeul Henri IV lui a été transmis dans toute sa pureté, et que tant qu'il lui en restera une goutte dans les veines, il saura prouver à l'univers entier qu'il est digne d'être gentilhomme français.

M. le comte de Provence reste muet. On se rappelle que seul, à la cour, il a émis le vœu que le tiers ait des représentants en nombre égal à celui des deux autres ordres. M. de Provence commence à jouer ce jeu de bascule qui l'illustrera.

Pendant ce temps, un événement, qui semble sans importance au milieu des grands événements dont le bruit retentit de tout côté, prend modestement sa date au 7 mai.

L'assemblée des électeurs de Paris apprend qu'un arrêt du conseil a supprimé le journal de Mirabeau. Elle s'arrête au milieu de la rédaction de ses cahiers pour protester unanimement contre l'arrêt du conseil.

La cour s'effraye, et permet la continuation du journal.

La grande question de la liberté de la presse est jugée en faveur du peuple. A partir du 7 mai, le peuple aura l'arme de la pensée à opposer aux canons, l'arme du roi.

Trois tentatives de rapprochement avaient été faites par le tiers.

Le 7 mai, sur la proposition de Malouet et de Mounier, le tiers avait fait inviter les deux autres ordres à venir à lui.

Le 12, Rabaut Saint-Étienne propose une conférence entre le tiers et les autres ordres. Le désir du tiers est transmis à la noblesse et au clergé. Le tiers propose la tenue de ces conférences sur un terrain neutre. Les conférences ont lieu, mais ne font qu'envenimer les choses.

Le 27 mai, Mirabeau propose une dernière adjuration au nom du *Dieu de paix*. C'était un appel aux curés, et, on le sait, les curés avaient l'oreille ouverte.

L'adjuration fut puissante ; elle ébranla toute la partie populaire du clergé : il fallut l'influence des prélats pour arrêter une défection qui paraissait instante le jour même.

Le soir, la nouvelle en est portée au comité Polignac. Necker propose un avis. L'avis de Necker va peut-être tout concilier. Chaque ordre s'en remettra aux autres ordres pour vérifier ses pouvoirs. Le peuple et le clergé vérifieront les pouvoirs de la

noblesse ; la noblesse et le tiers vérifieront les pouvoirs du clergé ; enfin la noblesse et le clergé vérifieront les pouvoirs du tiers.

En cas de discussion, le roi jugera.

Le tiers frissonna de crainte ; si les deux autres ordres acceptaient, son refus était de la rébellion.

La noblesse, folle et insensée, la noblesse, qui subissait Dieu, refusa.

Ce refus eut lieu le 6 juin.

Il y avait un mois tout entier perdu à ces débats, depuis l'ouverture des états généraux ; un mois perdu, en pleine famine, en plein discrédit ! un mois pendant lequel les travailleurs, de qui le travail se retire, n'ont d'autres ressources que la mendicité ou le vol !

On parlait de bandes, de gens armés courant les campagnes, tuant, pillant, brûlant.

Les uns accusaient l'Angleterre, les autres

le duc d'Orléans de pousser ces bandes.

Celle qui les poussait, en réalité, c'était la pâle, la mauvaise conseillère du peuple : la faim !

Pendant ce temps les élections de Paris se sont achevées, et les députés de la capitale sont venus rejoindre leurs frères.

C'est un renfort qui leur arrive dans la lutte, car la position du tiers est terrible. Cette ouverture des états tant attendue, c'est lui qui la retarde par son implacable patience ; pour faire la France heureuse dans l'avenir, il faut qu'il prolonge sa misère dans le présent ; il faut qu'il ferme ses yeux aux angoisses, ses oreilles aux cris.

Du côté de la noblesse et du clergé, les discussions sont orageuses.

Un jour, un prélat tira de sa robe violette un morceau de pain noir.

— Voilà, dit-il, le pain du paysan.

A l'instant même le clergé s'émeut et propose de former une commission pour venir en aide au peuple.

On rapporte au tiers l'effet produit par la vue de ce pain noir et la décision qui a clos la séance. Les membres du tiers se regardent les uns les autres ; ils commencent à chanceler dans leur foi. Ils se demandent s'ils n'auront pas un jour à rendre compte de ce retard affamant.

Alors, du milieu de l'assemblée une voix aigre s'éleva :

— Les anciens canons, dit-elle, autorisent pour soulager le pauvre à vendre jusqu'aux vases sacrés.

On cherche qui a prononcé ces paroles, qui sont à la fois pour le clergé un conseil et une menace.

C'est un homme de trente ans, petit, grêle, pâle, aux yeux couverts, au front fuyant, poudré avec recherche ; il se

nommé Maximilien Robespierre , et est député d'Arras.

L'assemblée est raffermie par cette voix, elle attendra.

Le 10, Sieyès entre.

Sieyès a une grande influence sur l'assemblée; il a tout calculé, tout prévu ; c'est un de ces hommes à qui Dieu a donné l'opportunité.

— Coupons le câble, dit-il, il est temps.

On lui demande de s'expliquer.

— Je propose, dit-il, de sommer une dernière fois la noblesse et le clergé. Je propose de les avertir que l'appel se fera dans une heure. Je propose de donner *défaut* contre les non-comparants.

Cela avait été proposé, à peu de chose près, le 12 mai, par le Breton Chapelier, mais refusé : le 12 mai, il n'était pas temps encore.

Le 10 juin, la notification était terrible, parce qu'elle venait juste à son heure.

Déjà, Sieyès avait dit dans sa brochure :

« Le tiers seul, dira-t-on, ne peut pas former les états généraux : tant mieux ! Il composera une assemblée nationale. »

Invitation fut faite, en conséquence, à la noblesse et au clergé de se rendre dans la salle des états, pour y assister à la vérification qui aurait lieu tant en leur absence qu'en leur présence.

A partir de ce moment, comme l'a dit Sieyès, le câble est coupé, et le vaisseau de la révolution est à flot.

Ce mathématicien révolutionnaire inquiète Mirabeau.

Mirabeau est l'homme du premier mouvement ; c'est le sang qui fait faire les grandes actions et les grandes fautes.

Il court chez Necker, son ennemi. Necker ne comprend pas la force du tiers, il croit

qu'on arrêtera le flot qui monte. Mirabeau veut lui tremper les pieds dans la marée.

Le comte plébéien s'est fait marchand de drap, mais il n'a pu se défaire d'être gentilhomme.

Cette royauté qui trois fois lui a ôté sa liberté est encore quelque chose qui lui semble inviolable.

Si l'on veut, il se fera son défenseur.

Malheureusement la royauté ne connaît pas encore Mirabeau.

Necker le remercie, mais refuse.

Après la persécution, le mépris.

Le 15, trois curés du Poitou quittent la chambre du clergé, et viennent se joindre aux députés des communes.

Des cris de joie les accueillirent, tous les bras leur furent ouverts. Les habitants de l'arche, perdus sur l'océan du doute, voyaient enfin apparaître la colombe au rameau d'olivier.

Le 15, Sieyès propose une seconde motion, il demande que le tiers s'intitule Assemblée des représentants *connus et vérifiés* de la nation française.

En effet, les cinq jours qui viennent de s'écouler ont été employés à reconnaître et à vérifier publiquement les pouvoirs, et comme la noblesse et le clergé n'ont rien fait qu'à huis clos, le tiers se trouve le seul pouvoir *connu et vérifié*.

Cette fois, Mirabeau s'effraye; il court à Sieyès et lui reproche de pousser l'assemblée en avant, sans lui montrer le but où il veut la conduire.

Sieyès sourit : ce but que ne voit pas Mirabeau, il le voit, lui; c'est une énigme dont il tient le mot, un problème dont il a la solution.

A partir de ce jour, Mirabeau ne perdra point de vue Sieyès. Il faut qu'il sache où va le meneur qui a changé sa robe violette pour

l'habit noir du tiers, et qui sape à la fois noblesse et royauté.

Deux autres motions sont présentées à la suite de celle de Sieyès.

Mounier propose de s'intituler représentants de la *majeure* partie de la nation.

Mais cela suppose une mineure partie, cela suppose un schisme dans la nation, cela crée une chambre basse et une chambre haute.

Mirabeau propose de s'intituler représentants du *peuple* français.

— *Plebis aut populi?* lui crient à la fois les légistes Target de Paris et Thouret de Rouen.

Il est évident, en effet, que le roi, la noblesse et le clergé prendront le mot *plebs* dans son acception inférieure.

Mirabeau soutient son opinion : Il ne faut pas lutter ainsi de front contre la royauté,

il ne faut pas forcer le roi de lancer son *veto* sur une décision du tiers.

— Qu'importe le *veto* du roi ! répond le janséniste Camus. Le *veto* du roi peut-il nous empêcher d'être ce que nous sommes ? Le *veto* du roi peut-il empêcher la vérité d'être une et immuable ? Pas plus que la sanction royale ne peut altérer l'ordre des choses et changer leur nature.

Ce langage froid irrite Mirabeau ; il croit que l'on va dépouiller cette royauté, à laquelle il est religieux dans le cœur, de son dernier droit, de sa suprême défense.

— Le *veto*, s'écrie-t-il, vous ne vous inquiétez pas du *veto* ! vous méprisez le *veto* ! Mais je le crois tellement nécessaire, que j'aimerais mieux vivre à Constantinople qu'en France si le roi n'avait pas le *veto*.

— Pourquoi cela ? crie-t-on de toutes parts.

— Parce que je ne connais rien de plus terrible que l'aristocratie souveraine de six cents

personnes, qui demain peut se faire inamovible , après-demain héréditaire , et qui , comme toutes les aristocraties du monde, finira par tout envahir.

Cette réponse souleva une tempête. Mirabeau débuta par l'impopularité.

Les trois questions furent posées à l'assemblée.

Le tiers, comme le proposait Mounier, prendrait-il le titre de *représentant la majeure partie de la nation* ?

Le tiers deviendrait-il, comme insistait Sieyès, la représentation *connue et vérifiée* de la nation française ?

La proposition de Sieyès l'emporta.

Le 17 arriva. La séance se prolongea dans la nuit, sombre et solennelle. Une nouvelle motion de Sieyès occupait encore les esprits.

Il proposait de décréter que le tiers prendrait le titre d'*Assemblée nationale*, et que cette assemblée était la seule réunion légi-

time, attendu qu'il ne pouvait exister entre le trône et elle aucun pouvoir négatif.

La motion passa à la majorité de quatre cent quatre-vingts voix contre soixante et dix-neuf.

C'était un homme d'une logique terrible que ce Sieyès. Le 10, il propose de *donner défaut* à la noblesse; le 15, il propose de prendre le titre de *députés vérifiés*; le 17, il propose de se constituer en *Assemblée nationale*.

Chaque pas qu'il fait est un degré qu'il monte. Le premier acte de l'assemblée nationale fut de déclarer, séance tenante, que les contributions, telles qu'elles se percevaient dans le royaume, étaient illégalement perçues et établies, n'ayant point été consenties par la nation. Néanmoins, on les autorise provisoirement, mais seulement jusqu'au jour de la séparation de l'assemblée, de quelque cause que cette séparation puisse provenir.

Ainsi, que le roi y prenne garde ! S'il dis-

sout l'assemblée, le peuple est relevé de ses impôts.

Le décret fit grand bruit; il se répandit par toute la France, aux applaudissements de la nation.

La cour était furieuse : le roi et la reine ne pouvaient pas revenir de l'audace de ce tiers, qui non-seulement faisait des lois, mais qui encore employait la formule royale :
ENTEND ET DÉCRÈTE.

Necker était furieux; il avait en quelque sorte garanti l'assemblée; il avait répondu qu'elle serait bonne fille : et voilà l'assemblée qui, tout à coup, brisait les lisières par lesquelles il croyait la tenir. C'était à renverser tous les calculs, à dérouter toutes les probabilités. L'assemblée, qu'on avait crue une simple machine à faire des lois, avait pris âme, exprimait sa pensée, imposait sa volonté.

Le cardinal de la Rochefoucauld et l'archevêque de Paris apprirent la décision au mo-

ment même où elle venait d'être prise. Ils n'attendirent pas au lendemain, ils coururent sur l'heure même à Marly.

Un décret royal pouvait encore paraître le lendemain en même temps que le décret national ; ce décret casserait celui de l'assemblée, lui enlèverait son nom d'*Assemblée nationale* et proclamerait le roi législateur provisoire de la France.

La journée se passa en fluctuations, le roi ne pouvant se décider à prendre un parti.

Le 19, le duc d'Orléans propose à la noblesse de se réunir au tiers ; M. de Montesquiou propose de se réunir au clergé.

Les deux motions sont repoussées.

Le soir, le cardinal de la Rochefoucauld et l'archevêque de Paris retournèrent au roi, se jetèrent à ses pieds et, pour la seconde fois, le supplièrent de dissoudre les états.

Même hésitation : le roi s'arrête à un demi-moyen. Il ordonne que la salle du tiers sera

fermée sous prétexte de préparatifs à faire pour la séance royale qui doit avoir lieu le 23.

L'arrêté pris dans la nuit est affiché dans la nuit. En outre, le matin à sept heures un quart, c'est-à-dire trois quarts d'heure avant l'ouverture de la séance, un billet de M. de Brézé prévient Bailly de l'accident qui prive les membres du tiers de leur salle.

Bailly lit et relit le billet. Ce n'est pas même au président du tiers qu'il est adressé, c'est à M. Bailly.

Rien d'officiel par conséquent. A l'heure marquée, Bailly, qui possède au plus haut degré le courage civil, qu'on peut appeler le courage du devoir, Bailly se rend à la salle des états comme s'il n'avait reçu aucun avis. Beaucoup de députés attendent déjà à la porte.

La salle est envahie par la force armée.

Bailly, en face de la sentinelle qui croise la baïonnette, déclare que la séance tient.

Le local seul manque ; à défaut de la salle des états, toute autre salle assez grande pour contenir douze cents députés sera bonne.

Les uns crient : « A la salle d'armes ! »
Les autres : « A Marly sous les yeux du roi ! » Les autres : « A Paris sous la protection du peuple ! »

Le docteur Guillotin propose le jeu de paume : sa proposition est adoptée à l'unanimité.

Là, entre quatre murailles, ayant pour tous meubles une table, des bancs et quelques chaises, l'assemblée nationale, que le peuple a suivie, que quelques soldats ont escortée, l'assemblée nationale, les yeux au ciel, la main sur le cœur, avec cette voix frémissante qui est l'harmonie de toutes les fibres du corps, l'assemblée nationale jure qu'elle ne se séparera pas sans avoir achevé la constitution.

Le lendemain était un dimanche. Les fêtes

du dimanche étaient encore fort respectées à cette époque : il n'y eut donc pas assemblée.

Les princes, profitant de ce jour de relâche, annoncèrent une partie de paume, et firent fermer le jeu pour le lendemain 22.

L'assemblée se rendit à l'église Saint-Louis.

A peine y était-elle, que cent quarante-huit membres du clergé se détachent de leur ordre et viennent se réunir au tiers.

Paris apprend la nouvelle en frémissant de joie ; la noblesse reste seule comme dernier rempart de la cour. On bat des mains aux prêtres que l'on voit paraître dans les rues, on illumine les fenêtres, et l'on chante sur l'air de Calpigi :

Vive le tiers état de France !
Il aura la prépondérance
Sur le prince et sur le prélat,
Ahi! povera nobiltà !
Je vois s'agiter sa bannière,
J'entends partout son cri de guerre :

Vive l'ordre du tiers état !

Ahi ! povera nobiltà !

Ce n'est pas le tout, on frappe des médailles en l'honneur du tiers.

Dans quels ateliers monétaires frappe-t-on ces médailles ? On l'ignore. Qui les frappe ? C'est un mystère.

L'une d'elles, en plomb, trahit son origine, encore plus par la défectuosité de l'orthographe, que par l'humilité de la matière.

Elle représente d'un côté le portrait du roi, jeune, et beau même, plus beau que ne l'était Louis XVI, avec cet exergue :

LES ÉTATS ON COMMENCÉ LE 3 MAY.

De l'autre, c'est un bras qui soutient une couronne avec cette légende :

LE TIR ETA LA SOUTIENDRA. — VIVE LE ROI
POUR LE BONHEUR DE PEUPLE, 1789.

Il y a ceci de remarquable, c'est qu'à cette époque encore, 17 juin 1789, tout est royaliste en France, noblesse, clergé et peuple.

Quelques représentants obscurs et inconnus, élèves de Rousseau, sectateurs de Weishaupt, disciples de Swedenborg, affiliés aux sociétés secrètes d'Allemagne ou de France, rêvent peut-être autre chose ; mais aucun signe ne trahit leur espérance.

En attendant, l'assemblée nationale chassée de la salle du tiers, chassée du jeu de paume, est réunie dans l'église Saint-Louis, où viennent de se joindre à elle cent quarante-huit membres du clergé... Voici comment la chose s'accomplit :

C'est l'évêque de Chartres qui porte la parole.

« Messieurs, dit-il, la majorité de l'ordre du clergé ayant pris la délibération de se réunir pour la vérification des pouvoirs, nous

venons vous en prévenir et vous demander sa place dans l'assemblée. »

Cette majorité se composait de cent trente-cinq eures, cinq évêques ou archevêques, deux grands vicaires, six chanoines, et un abbé commendataire.

Derrière l'évêque de Chartres, annonçant sa venue, s'avancait cette majorité du clergé.

L'évêque de Vienne la précède, et prononce le discours suivant :

« Messieurs, nous venons avec joie exécuter l'arrêté pris par la majorité de l'ordre du clergé aux états généraux. Cette réunion, qui n'a aujourd'hui pour objet que la vérification des pouvoirs, est le signal, et, je puis le dire, le prélude de l'union constante qu'il désire avec tous les ordres et particulièrement avec celui des communes. »

On vérifia les pouvoirs de seize députés du clergé, et la séance fut levée.

La séance royale était fixée au 23 juin. Le soir de cette réunion du clergé au tiers, qui avait eu lieu le 22, les députés convinrent que l'assemblée n'ayant rien à dire au roi dans la séance du lendemain, le président ne ferait aucun discours.

A peine cette résolution fut-elle prise, que Bailly recevait un message du garde des sceaux, lui annonçant que le roi désirait que l'assemblée ne fit aucune réponse au discours royal.

Cela, comme on le voit, tombait à merveille.

La séance du 23 était le va-tout de la royauté. Louis XVI espérait que l'appareil de la majesté et de la puissance monarchiques mettrait fin à toute discussion, arrêterait les empiétements du tiers état et amènerait la clôture de la session des états généraux.

Jusqu'au dernier moment , au reste , des distinctions avaient été établies : la noblessé et le clergé devaient entrer par la porte de l'avenue ; le tiers devait entrer par la porte de la rue du Chantier.

La cour se fit attendre ; c'était le seul moyen qui lui restait de faire sentir au tiers son infériorité. Il était entassé dans une étroite galerie, communiquant par une porte à la salle des séances royales, dans laquelle on entendait bourdonner la noblesse et la prélature ; seulement, cette porte était fermée, et la galerie trop exiguë ne pouvait contenir que les trois cinquièmes des députés ; les autres étaient obligés de se tenir dehors, exposés à une pluie d'orage.

Bailly impatienté frappe à la porte ; les gardes du corps entre-bâillèrent cette porte.

— Prenez patience , dirent-ils , vous allez bientôt entrer.

La réponse fut communiquée par Bailly

à ses voisins, et de proche en proche elle alla jusqu'à la rue. La majeure partie des députés la trouva peu polie, quelques murmures s'élevèrent ; on parlait même de se retirer.

Bailly frappa de nouveau. On ouvrit une seconde fois. Il demanda le maître des cérémonies. On répondit qu'on ignorait où il était.

Alors, la manifestation hostile devint plus grande ; ce ne furent plus quelques députés seulement qui parlèrent de se retirer, ce furent presque tous les députés.

Aux cris qui s'élevaient de tous côtés, Bailly frappa de nouveau, et cette fois demanda l'officier commandant.

M. le duc de Guiche parut.

On le sait, c'était un duc de nouvelle création.

— Monsieur, lui dit Bailly, vous avez la faculté de circuler dans l'intérieur ; joignez M. de Brézé, je vous prie, et prévenez-le que les députés des communes ne peuvent rester

plus longtemps où ils sont, et vont se retirer si l'on n'entre à l'instant même.

C'était plus qu'un avis, c'était une menace.

M. de Guiche se retira, promettant de prévenir M. de Brézé.

Sur cette promesse, le tiers prit patience.

Cinq minutes après, la porte s'ouvrit. Le tiers entra.

Bailly passa le premier, marchant entre le grand maître et le maître des cérémonies. Il était suivi de tous les membres de l'assemblée, rangés deux par deux, sombres et silencieux, mais grondant intérieurement, comme cet orage dont les éclairs illuminaient les vitraux de la salle des séances.

Bailly se plaignit, tout en marchant, à M. de Brézé, de cet inconvenant retard. Mais M. de Brézé donna une raison : M. Paporet, l'un des secrétaires du roi, venait de mourir subitement, et dans la confusion qu'avait occasionnée cette mort, on avait

un peu oublié messieurs du tiers. Bailly voulut transmettre cette raison à ceux qui le suivaient, mais ils lui firent observer qu'on avait bien eu le temps de faire entrer la noblesse et le haut clergé. On eût donc fait entrer le tiers si l'on n'eût craint qu'entrant le premier, il ne prit la première place.

L'aigreur demeura donc dans les esprits et la menace sur les visages.

Bientôt le roi entra à son tour, prit place, ôta son chapeau, et dit :

« Messieurs, je croyais avoir assez fait tout ce qui était en mon pouvoir pour le bien de mes peuples, lorsque j'avais pris la résolution de vous rassembler, lorsque j'avais surmonté toutes les difficultés dont votre convocation était entourée, lorsque j'étais allé pour ainsi dire au-devant des vœux de la nation, en manifestant à l'avance ce que je voulais faire pour son bonheur.

« Il semblait que vous n'aviez qu'à finir mon ouvrage, et la nation attendait avec impatience le moment où, par le concours des vues bienfaisantes de son souverain et du zèle éclairé de ses représentants, elle allait jouir des prospérités que cette réunion devait lui procurer.

« Les états généraux sont ouverts depuis près de deux mois, et ils n'ont point encore pu s'entendre sur les préliminaires de leurs opérations. Une parfaite intelligence aurait dû naître du seul amour de la patrie, et une funeste division jette l'alarme dans tous les esprits ! Je veux le croire, et j'aime à le penser, les Français ne sont point changés. Mais pour éviter de faire à aucun de vous des reproches, je considère que le renouvellement des états généraux, après un si long terme, l'agitation qui l'a précédé, le but de cette convocation, si différent de celui qui rassemblait vos ancêtres, les restrictions dans

les pouvoirs, et plusieurs autres circonstances, ont dû nécessairement amener des oppositions, des débats et des prétentions exagérées.

« Je dois au bien commun de mon royaume, je me dois à moi-même de faire cesser ces funestes divisions. C'est dans cette résolution, messieurs, que je vous rassemble de nouveau autour de moi; c'est comme le père commun de tous mes sujets, c'est comme le défenseur des lois de mon royaume, que je viens en retracer le véritable esprit et réprimer les atteintes qui ont pu y être portées.

« Mais, messieurs, après avoir établi clairement les droits respectifs des différents ordres, j'attends du zèle pour la patrie des deux premiers ordres, j'attends de leur attachement pour ma personne, j'attends de la connaissance qu'ils ont des maux urgents de l'État, que, dans les affaires qui regardent

le bien général, ils seront les premiers à proposer une réunion d'avis et de sentiments, que je regarde comme nécessaire dans la crise actuelle, qui doit opérer le salut de l'État. »

Ce discours prononcé, le roi fit lire une première déclaration, trop longue pour que nous la reproduisions ici. Mais avant de faire lire cette déclaration, le garde des sceaux étant monté sur les marches du trône, et ayant, selon l'usage, parlé au roi à genoux, se retourna vers les députés et dit :

— Le roi ordonne qu'on se couvre.

Aussitôt Bailly mit son chapeau, ainsi qu'un grand nombre de membres des communes ; mais la noblesse et le clergé voyant le tiers couvert, pour établir une distinction entre eux et les gens des communes, ne se couvrirent pas.

En mettant son chapeau, Bailly avait

voulu consacrer un droit dénié jusqu'alors au tiers.

Voyant la majorité découverte, il se découvrit à son tour.

Cette déclaration, que venait de faire lire le roi, cassait les arrêtés de cette prétendue assemblée nationale comme illégaux et inconstitutionnels. Elle cassait les mandats impératifs, elle exhortait les ordres à se réunir dans cette tenue d'états seulement pour délibérer en commun, réglait les cas où cela devait être ainsi et les cas qui devaient être exceptés. Elle déterminait, en outre, plusieurs autres formes à observer dans cette même tenue des états.

Puis le roi reprit la parole.

« J'ai voulu aussi, messieurs, dit-il, vous faire remettre sous les yeux les différents bienfaits que j'accorde à mes peuples. Ce n'est pas pour circonscrire votre zèle dans

le cercle que je vais tracer ; car j'adopterai avec plaisir toute autre vue de bien public qui sera proposée par les états généraux. Je puis dire, sans me faire illusion, que jamais roi n'en a autant fait pour aucune nation. Mais quelle autre peut l'avoir mieux mérité que la nation française ? Je ne craindrai pas de l'exprimer : ceux qui par des prétentions exagérées, ou par des difficultés hors de propos , retarderaient encore l'effet de mes intentions paternelles, se rendraient indignes d'être regardés comme Français. »

Après ces mots, le roi fit lire une seconde déclaration, intitulée : *Déclaration des intentions du roi.*

Cette déclaration contenait la liste des *bienfaits qu'il accordait à ses peuples.*

Elle offrait un plan de réforme des abus ; enfin, un plan d'administration et l'*énumération des droits accordés à la nation.*

Deux choses firent bondir Mirabeau : les *bienfaits accordés par le roi à ses peuples*, et les *droits accordés à la nation*.

« Le roi, dit-il dans sa treizième lettre adressée à ses commettants, le roi a prononcé un discours dans lequel on a remarqué cette phrase singulière : « J'ai voulu aussi, messieurs, vous faire remettre sous les yeux les *différents bienfaits* que j'accorde à mes peuples... » Comme si les droits des peuples étaient des bienfaits des rois ! »

Cette déclaration des intentions du roi fut suivie d'un troisième discours, qui fut écouté avec plus d'impatience encore que les deux premiers.

Le voici :

« Vous venez, messieurs, d'entendre le résultat de mes dispositions et de mes vues ;

elles sont conformes au vif désir que j'ai d'opérer le bien public ; et si, par une fatalité loin de ma pensée, vous m'abandonniez dans une si belle entreprise, seul je ferais le bien de mes peuples ; seul, je me considérerais comme leur véritable représentant, et, connaissant vos cahiers, connaissant l'accord parfait qui existe entre le vœu le plus général de la nation et mes intentions bienfaisantes, j'aurais toute la confiance que doit inspirer une si rare harmonie ; je marcherais vers le but auquel je veux atteindre, avec tout le courage et la fermeté qu'il doit m'inspirer.

« Réfléchissez, messieurs, qu'aucun de vos projets, aucune de vos dispositions ne peut avoir force de loi sans mon approbation spéciale. Ainsi, je suis le garant naturel de vos droits respectifs, et tous les ordres de l'État peuvent se reposer sur mon équitable impartialité. Toute défiance de votre part

serait une grande injustice. C'est moi jusqu'à présent qui fais tout pour le bonheur de mes peuples, et il est rare peut-être que l'unique ambition d'un souverain soit d'obtenir de ses sujets qu'ils s'entendent enfin pour accepter ses bienfaits.

« Je vous ordonne, messieurs, de vous séparer tout de suite et de vous rendre demain matin dans la chambre affectée à votre ordre, pour y reprendre vos séances. J'ordonne en conséquence au grand maître des cérémonies de faire préparer les salles. »

Et le roi s'est retiré.

— Malheureux prince ! s'écrie Bailly, où vous engage-t-on ? Et combien on vous a trompé !

« Ainsi, dit Mirabeau après avoir entendu ce troisième discours ; ainsi, le roi, non content de prescrire les lois aux états généraux

et même leur police, soit intérieure, soit extérieure, le roi ne parle que par cette formule : *Je veux ! je défends ! j'ordonne !* De sorte qu'un monarque ne s'est jamais plus formellement arrogé tous les pouvoirs sans limites et sans partage. »

Ainsi, on le voit, l'impression produite par les discours du roi était la même sur le calme Bailly et sur l'impétueux Mirabeau.

Aussi, quand sur l'ordre du roi la noblesse et une partie du clergé se furent retirées, s'aperçut-on avec étonnement que les communes demeuraient à leurs places, mornes et silencieuses.

Alors le grand maître des cérémonies, voyant cette immobilité, s'approcha de Bailly.

— Monsieur, dit-il, vous avez entendu l'ordre du roi ?

— Oui, monsieur, répondit Bailly. Mais

l'assemblée s'est ajournée après la séance royale, et je ne puis la séparer sans qu'elle en ait délibéré.

— Est-ce là votre réponse ? continua M. de Brézé, et dois-je en faire part au roi ?

— Oui, monsieur.

Puis, se retournant vers les députés ses collègues :

— N'est-ce pas, messieurs, dit Bailly, que votre avis, comme le mien, est que la nation assemblée ne peut pas recevoir d'ordre ?

Alors Mirabeau sortit des rangs, et faisant trois pas vers M. de Brézé :

— Allez dire à ceux qui vous envoient, s'écria-t-il, que la force des baïonnettes ne peut rien contre la volonté de la nation !

Nous en sommes fâché pour les rhéteurs qui ont arrangé cette phrase et qui l'ont arrondie par une antithèse ; mais nous la rapportons telle qu'elle sortit de la bouche de Mirabeau.

Telle qu'elle était, la réponse ébouriffa le maître des cérémonies, peu habitué à entendre de pareilles. Il sortit à reculons, comme il fût sorti devant le roi.

C'était la première fois que le peuple était traité à l'égal de la royauté par un grand maître des cérémonies.

Derrière M. de Brézé entrèrent trente ou quarante ouvriers, qui, armés de leurs outils, se mirent en devoir de démeubler la salle. Les députés se regardaient; on voyait qu'ils étaient eux-mêmes étonnés de leur audace. C'était la première fois que le peuple jouait avec ce lion, tant de fois muselé depuis, qu'on appelait la royauté.

Cependant tous les yeux se tournaient vers le président. Mirabeau pérorait au milieu d'un groupe, Sieyès se faisait remarquer au milieu d'un autre; la démolition des estrades allait son train.

— Citoyens, dit Bailly aux ouvriers, je

vous prie, et, au besoin, je vous ordonne de vous arrêter.

Les ouvriers relevèrent la tête à cette voix douce et ferme à la fois ; ils regardèrent Bailly, qui leur fit un signe impératif de la main. Ils obéirent.

Alors un député proposa de remettre au lendemain de discuter sur les délibérations du roi.

Il y eut un instant d'hésitation.

Une voix s'éleva, c'était celle de Camus.

— Renvoyons la séance à demain, soit, dit-il ; mais avant tout, déclarons que l'assemblée persiste dans ses précédents arrêtés.

On hésitait encore.

— Messieurs, dit Sieyès, n'êtes-vous donc pas aujourd'hui ce que vous étiez hier ?

— Messieurs, s'écria un jeune député encore inconnu, les arrêtés de l'assemblée ne dépendent que d'elle : le premier de nos

arrêtés a déclaré ce que nous sommes ; le second statue sur les impôts, que vous seuls pouvez consentir ; le troisième est un serment qui dicte votre devoir. Ce n'est point là le cas de la sanction, le roi ne peut anéantir ce qu'il ne peut sanctionner.

Ce jeune député, c'était Barnave.

Alors toute discussion fut terminée.

L'assemblée, dans un ordre admirable, en présence de ces mêmes ouvriers qui étaient venus pour interrompre la délibération et qui écoutaient saisis de respect, l'assemblée, adoptant la motion du député Camus, déclara à l'unanimité qu'elle persistait dans ses précédents arrêtés.

La nation venait véritablement de faire son premier acte de souveraineté.

Aussi Mirabeau s'effraya lui-même de ce qui venait d'arriver.

Il fit la motion de déclarer l'inviolabilité des députés.

— Gardons-nous-en bien ! s'écria Bailly.

— Et pourquoi cela ?

— Parce qu'en nous déclarant inviolables, nous aurions l'air d'avoir mis aux voix si nous l'étions.

— Vous ne savez pas ce que vous faites, dit Mirabeau ; vous ne vous doutez pas du péril auquel vous vous exposez. Si vous ne rendez pas ce décret, soixante députés, et vous tout le premier, serez arrêtés cette nuit.

En effet, pendant que Mirabeau prononçait ces paroles, les gardes du corps avaient reçu l'ordre de marcher et de se former dans l'avenue de la salle.

Cette nouvelle fut-elle connue, ne le fut-elle pas ? En tous cas, les députés adoptèrent la motion de Mirabeau et prirent l'arrêté suivant :

« L'assemblée nationale déclare que la personne de chacun de ses députés est invio-

lable ; que tous particuliers, toutes corporations, tribunal, cour ou commission qui oseraient, pendant ou après la présente session, poursuivre, rechercher ou faire arrêter, détenir ou faire détenir un député pour raison d'aucunes propositions, avis, opinions ou discours par lui faits aux états généraux ; de même que toutes personnes qui prêteraient leur ministère à aucun desdits attentats, de quelque part qu'ils fussent donnés, sont infâmes et traîtres envers la nation et coupables de crime capital ; l'assemblée nationale arrête que dans les cas susdits elle prendra toutes les mesures nécessaires pour faire rechercher, poursuivre et punir ceux qui en seront les auteurs, instigateurs ou exécuteurs. »

Puis, cette décision prise, l'assemblée s'ajourna au lendemain, et le président leva la séance.

Pendant les graves événements que nous venons de raconter, la reine a perdu son premier-né ; ce pauvre enfant royal, dont la naissance a été une calomnie pour sa mère ; ce Dauphin tant désiré, et auquel le duc d'Orléans refuse son obéissance, sous prétexte qu'il ne veut pas reconnaître pour maître l'enfant de Coigny.

Hélas ! sa vie a été assez oubliée pour que nous donnions quelques détails sur sa mort !

Le jeudi 29 mai, jour de la Fête-Dieu, à l'une des portes ouvrant sur l'esplanade, on voyait un enfant de huit ans assis, dont la tête affaissée retombait sur sa poitrine ; une robe de chambre de basin enveloppait ses membres endoloris ; cet enfant, prêt à remonter vers Dieu, dont son agonie venait célébrer la fête, attendait la procession qui sortait de l'église paroissiale de Meudon et qui venait faire sa station à un magnifique reposoir élevé sous le vestibule du Château-Neuf.

Lorsque la procession passa devant lui, deux valets de pied à la livrée du roi soulevèrent l'enfant, qui reçut debout la bénédiction du prêtre ; après quoi, on le reporta dans ses appartements, où, six heures après, la mort venait le chercher.

Cet enfant, c'était Louis-Joseph-Xavier de France, depuis trois ans miné par une maladie de langueur qui en avait fait un squelette.

Le surlendemain, son cadavre fut exposé en chapelle ardente ; mais à peine si quelques serviteurs vinrent remplir près de lui ces devoirs qu'on rend aux dépouilles mortelles des enfants de France.

Après trois jours d'exposition, c'est-à-dire le 9 juin, les obsèques eurent lieu ; le tiers envoya une députation à Meudon, pour jeter de l'eau bénite sur le corps du jeune prince.

Sieyès et Mirabeau étaient de cette députation.

On en conviendra, l'héritier de la couronne ne pouvait mourir plus à propos qu'il ne venait de le faire.

Ce fut le soir que les funérailles eurent lieu, vers huit heures et demie : le corps fut placé dans un corbillard aux armes de France, mais très-simple d'ailleurs. Il était accompagné de dix ou douze hommes à cheval, gardes du corps, piqueurs, valets de pied, voilà tout.

A neuf heures moins un quart, on partit au grand galop ; le clergé se dirigea vers la porte Dauphine afin d'éviter Bellevue, où Mesdames étaient venues se fixer depuis l'ouverture des états généraux pour veiller de plus près sur le roi et sur la reine. Toujours au grand galop, comme si l'on craignait de n'avoir pas le temps d'arriver à Saint-Denis, on traversa le village de Sèvres, le bois de Boulogne, le chemin de la Révolte, et trois quarts d'heure après, les portes de

la vieille basilique s'ouvraient pour recevoir le nouveau dépôt que lui confiait la mort.

Ainsi fut enterré le Dauphin de France, la nuit, sans pompe, presque en cachette ; on eût dit un simple courrier annonçant aux rois ses ancêtres la mort prochaine de la monarchie ; seulement, une chose étrange arriva : quand le cadavre de l'enfant royal fut couché à la place qui lui avait été préparée, on s'aperçut que cette place était la dernière qui fût vide. Comme s'il eût fermé la série des rois de France, le Dauphin s'emparait du sépulcre qui restait encore à prendre, de même que le dernier empereur élu avait rempli de son buste la dernière niche vide de la salle des empereurs à Aix-la-Chapelle ; de même que Grégoire XVI devait remplir le dernier tombeau de pape vacant dans l'église de Saint-Pierre de Rome.

Quand cette observation fut faite à la cour, le roi et la reine se regardèrent en frisson-

nant ; ils étaient cependant loin de deviner encore, en perdant le premier Dauphin, mort au moins sous les voûtes d'un château royal, que le second mourrait sous la voûte d'une prison.



II

M. Necker. — Les visites de la noblesse. — Craintes de la reine. — Les gardes à l'assemblée. — La lettre du roi. — **M. de Luxembourg.** — La cause de la couronne. — La foule au château. — Chez Necker et chez Bailly. — Les troupes étrangères. — Le maréchal de Broglio. — Un mot du roi. — Les gardes françaises. — Le Palais-Royal. — *Vive le tiers état!* — Les gardes à l'abbaye. — La députation à l'assemblée. — La réponse. — Conduite du roi. — Paris est calme.

Au milieu des graves événements qui s'étaient passés dans la journée du 23 juin, on avait remarqué une chose : c'est que **M. Necker** n'avait point assisté à la séance.

On présuma que, sachant ce qui allait s'y passer, il n'avait pas voulu que sa présence consacraît les empiétements que la royauté se proposait de faire sur les droits du peuple. On parlait même de disgrâce arrêtée, de départ prochain; la moitié de Versailles assiégeait déjà sa porte en criant : *Vive Necker!* quand les députés du tiers vinrent en corps chez lui. Il recevait ces félicitations populaires, quand on vint lui dire que le roi le demandait. Il se rendit aussitôt au château, accompagné de plus de deux mille personnes, qui s'arrêtèrent aux grilles.

La noblesse avait précédé M. Necker au château; elle avait trois visites à faire : d'abord une visite à M. de Provence, qui, toujours prudent, ne se trouva pas chez lui; puis à M. le comte d'Artois, qui, toujours chevalier, mit la main à son épée, et déclara que la noblesse pouvait compter sur lui; puis à la reine, qui, cachant à la fois sa douleur et

son inquiétude, présenta son second Dauphin à la noblesse en lui disant :

— Messieurs, c'est à vous que je le confie.

Le premier, nous l'avons dit, venait d'être confié au tombeau.

Mais une première nouvelle vint troubler cet enthousiasme, c'est que le tiers était resté dans la salle et délibérait.

On vint annoncer la chose au roi, qui regarda le messenger d'un air étonné.

Puis apparut Brézé, qui confirma la nouvelle.

— Quels ordres donne Votre Majesté? demanda le maître des cérémonies.

Le roi se promena quelque temps sans répondre.

— Ma foi! dit-il, qu'on les laisse.

Et il envoya chercher M. Necker.

Tout à coup on entendit un grand bruit, pareil à celui d'une inondation qui serait venue battre les murs du château de Ver-

sailles. La reine se mit à la fenêtre et vit tout ce peuple qui montait, flot menaçant qui, cette fois encore, voulut bien s'arrêter aux grilles, qu'il devait bientôt franchir.

Alors elle courut chez le roi.

— Sire, lui dit-elle, au nom du ciel ! rappelez M. Necker ; il n'y a que lui qui puisse arrêter tout cela.

— Cela tombe à merveille, répondit le roi, je viens de l'envoyer chercher.

Le roi lui annonça que c'était à tort qu'il avait pu croire que l'opposition qu'il avait faite était une cause de défaveur ; que, tout au contraire, il venait de le faire appeler pour le prier de vive voix de demeurer au ministère.

Necker était trop content pour faire le difficile vis-à-vis du roi ; son triomphe l'avait tant soit peu enivré ; il ne demanda donc au roi aucune garantie, ne fit aucune condition.

— Oui, oui, mes enfants ! cria-t-il en sortant du château, oui, tranquillisez-vous, je reste.

Et il alla se jeter en fondant en larmes dans les bras de sa femme et de sa fille.

Il y avait un fonds de sentimentalisme étrange, presque allemand, dans le cœur de ce banquier genevois.

La situation était étrange.

L'assemblée n'avait pas obéi, mais le roi n'avait rien cédé. Seulement il s'était raccommodé avec M. Necker : c'était une concession.

Le lendemain, 24 juin, l'assemblée rentra dans la salle des séances ; l'intérieur était rétabli dans son premier état ; seulement une véritable armée campait à l'extérieur de la salle.

Bailly demanda à M. de Rennecourt, officier des gardes de la prévôté de l'hôtel, ce que signifiait ce déploiement de forces.

M. de Rennecourt répondit que c'était pour empêcher les étrangers d'entrer dans la salle des séances.

L'assemblée ne se contenta point de cette réponse : elle envoya trois de ses membres, MM. de Rostaing, de Gercy et Pison du Galand, pour lui faire un rapport exact des faits. Ils parlèrent à M. de Bellay, officier aux gardes, qui leur fit la même réponse que M. de Rennecourt; il ajouta, en outre, que les gardes placés aux différentes avenues n'étaient là que pour indiquer les divers accès des salles particulières.

Bailly se contenta de cette réponse, quoiqu'il fût convaincu que ces soldats au contraire étaient placés là de peur que les étrangers ne pénétrassent dans la salle des délibérations, et qu'il ne s'établît une trop facile communication entre le peuple et les députés.

Ce fut ce jour-là, 24, que les cent quarante-huit membres du clergé, auxquels s'étaient joints trois ecclésiastiques, qui portaient le nombre à cent cinquante et un, se joignirent définitivement à l'assemblée nationale.

Bailly les reçut, et compara leur réunion à la jonction de deux grands fleuves qui mêlent leurs eaux pour aller ensemble fertiliser les campagnes.

Le soir, la minorité du clergé, faisant dissidence avec l'assemblée, fut huée à la sortie de la salle de ses séances, et la voiture de l'archevêque de Paris fut assaillie à coups de pierre.

Le jeudi 25 juin, l'assemblée nationale s'était encore accrue de huit ecclésiastiques, et le bruit d'un renfort bien autrement important commençait à se répandre dans la salle, lorsque ce renfort parut. Il se composait de quarante-sept membres de la no-

blesse, parmi lesquels se trouvait M. le duc d'Orléans.

Le surlendemain, 27, le roi, vaincu, écrivit aux députés non réunis.

Bailly nous conserve la lettre adressée au clergé.

Elle fut remise à M. le cardinal de la Rochefoucauld. En voici copie.

« Mon cousin,

« Uniquement occupé de faire le bien général de mon royaume, désirant par-dessus tout que l'assemblée des états généraux s'occupe des objets qui intéressent la nation, d'après l'acceptation volontaire de ma déclaration du 23 de ce mois, j'engage mon fidèle clergé à se réunir sans délai aux deux autres ordres, pour hâter l'accomplissement de mes vues paternelles. Ceux qui sont liés par leurs pouvoirs peuvent y aller sans donner de voix jusqu'à ce qu'ils en aient de

nouveaux. Ce sera une nouvelle marque que mon clergé me donnera.

« Sur ce, je prie Dieu, mon cousin, qu'il vous ait en sa sainte garde. »

Quant à la noblesse, ce fut non pas à la suite d'une lettre du roi, mais d'une conversation entre Louis XVI et M. de Luxembourg, que sa réunion eut lieu à l'assemblée nationale.

Ce fut le vendredi 26 juin que cette conversation eut lieu, dès sept heures du matin. Monsieur et le comte d'Artois avaient été mandés par le roi; peu après, M. de Luxembourg arriva, et le roi le fit entrer dans son cabinet.

Nous rapporterons toute la conversation, qui peint admirablement les bonnes intentions de Louis XVI, bonnes intentions avec lesquelles ceux qui l'entouraient le conduisirent à l'échafaud.

— M. de Luxembourg, dit le roi à peine entré, j'attends de la fidélité et de l'affection de ma noblesse que vous présidiez sa réunion aux deux autres ordres.

— Sire, répondit M. de Luxembourg, l'ordre de la noblesse sera toujours empressé de donner à Votre Majesté des preuves de son dévouement pour elle ; mais j'ose dire que, si elle obéit, elle ne lui en aura jamais donné de plus éclatantes qu'à cette occasion ; car ce n'est point sa cause, mais celle de la couronne qu'elle défend aujourd'hui.

— La cause de la couronne ? s'écria le roi.

— Oui, sire ! la cause de la couronne. La noblesse n'a rien à perdre, elle, à la réunion que Votre Majesté désire : une considération établie par des siècles de gloire et transmise de génération en génération, d'immenses richesses et aussi les talents et les vertus de plusieurs de ses membres, lui assurent dans l'assemblée nationale toute l'influence dont

elle peut être jalouse, et je suis certain qu'elle y sera reçue avec transport. Mais a-t-on fait observer à Votre Majesté les suites que cette réunion peut avoir pour elle? La noblesse obéira, sire, si vous l'ordonnez; mais comme son président, comme fidèle serviteur de Votre Majesté, j'ose la supplier de me permettre de lui présenter encore quelques réflexions sur une démarche aussi décisive.

Le roi lui ayant témoigné qu'il l'écouterait avec plaisir, il continua ainsi :

— Votre Majesté n'ignore pas quel degré de puissance l'opinion publique et les droits de la nation décernent à ses représentants; elle est telle, cette puissance, que l'autorité souveraine elle-même dont vous êtes revêtu demeure comme muette en sa présence. Ce pouvoir sans bornes existe avec toute sa plénitude dans les états généraux, de quelque manière qu'ils soient composés; mais

leur division en trois chambres enchaîne leur action et conserve la vôtre. Réunis, ils ne connaissent point de maître ; divisés, ils sont vos sujets. Le *déficit* de vos finances et l'esprit d'insubordination qui a infecté l'armée arrêtent, je le sais, les délibérations de vos conseils ; mais il vous reste, sire, votre fidèle noblesse. Elle a, dans ce moment, le choix d'aller, comme Votre Majesté l'y invite, partager avec ses codéputés l'exercice de la puissance législative, ou de mourir pour défendre la prérogative du trône. Son choix n'est pas douteux, elle mourra ; et elle n'en demande aucune reconnaissance, c'est son devoir. Mais, en mourant, elle sauvera l'indépendance de la couronne et frappera de nullité les opérations de l'assemblée nationale, qui certainement ne pourra être réputée complète lorsqu'un tiers de ses membres aura été livré à la fureur de la populace et au fer des assassins. Je conjure Votre

Majesté de daigner réfléchir sur les considérations que j'ai l'honneur de lui présenter.

— M. de Luxembourg, reprit le roi avec fermeté, mes réflexions sont faites; je suis déterminé à tous les sacrifices, je ne veux pas qu'il périsse un seul homme pour ma querelle. Dites donc à l'ordre de la noblesse que je le prie de se réunir aux deux autres. Si ce n'est pas assez, je le lui ordonne comme son roi : *Je le veux!* Que s'il est un seul de ses membres qui se croie lié par son mandat, son serment et son honneur à rester dans la chambre, qu'on vienne me le dire, j'irai m'asseoir à ses côtés, et je mourrai avec lui s'il le faut!

Ainsi, tout se faisait, mais ne se faisait pas à son heure, mais se faisait mal. Le roi gardait Necker, parce qu'il ne pouvait faire autrement; le roi permettait la réunion à l'assemblée, quand deux cents membres, tant

du clergé que de la noblesse, étaient déjà réunis.

Tout le peuple, au reste, à cette nouvelle, se porta en force au château, et demanda à grands cris le roi et la reine. Tout était confondu dans les cours : femmes, prélats, officiers, soldats, députés, peuple. Le roi et la reine parurent ; mais ce n'était point assez : on demanda le Dauphin, pauvre enfant de quatre ans, qu'épouvanta fort tout ce tumulte et qui se prit à pleurer. Puis la foule se porta chez M. Neckcr et chez Bailly.

De tous ceux que la foule demande ce soir-là et applaudit, un seul échappe à la foule, et encore parce qu'il se sauve.

Qui dira jamais le caprice du flux et du reflux de ces flots qu'on appelle une révolution ? Qui décrira les tempêtes de cet océan qu'on appelle le peuple ?

Tout paraissait donc calmé à Versailles, quand Paris se sentit remué par une nou-

velle secousse. Dans les circonstances où l'on se trouvait, et au milieu de la fermentation qui allumait tous les esprits, les moindres événements faisaient sensation, comme cette parcelle de neige, détachée du sommet d'un mont par l'aile d'un aigle, fait une avalanche.

Voici cet événement qui causa l'orage qui éclatait à Paris et qui retentit jusqu'à Versailles.

Tout en autorisant la réunion des trois ordres, le roi, sans cesse tiraillé par la camarilla de Marie-Antoinette, toujours flottant entre son amour pour son peuple et sa faiblesse pour les courtisans, le roi avait donné ou laissé donner l'ordre à un certain nombre de régiments de se concentrer sur Versailles. Soit hasard, soit calcul, on remarqua que ces régiments étaient, pour la plupart, suisses, allemands ou irlandais. Il résulta que cette concentration, préparée dès les premiers troubles que nous avons racontés, amena trente mille

hommes et des trains d'artillerie considérables entre Paris et Versailles.

Vingt autres mille hommes, disait-on encore, étaient attendus ; de plus, le maréchal de Broglie avait été mandé de la Lorraine, et l'on racontait qu'à son arrivée à Versailles, le roi s'était jeté tout en pleurs dans ses bras en s'écriant :

— Oh ! maréchal, que je suis malheureux ! J'ai tout perdu. Je n'ai plus le cœur de mes sujets, et je suis à la fois sans finances et sans armée.

Le pauvre roi disait la vérité : il était sans finances ; le cœur de ses sujets n'était pas perdu, mais il s'éloignait peu à peu de lui ; et quant aux soldats, le contact de Paris devait faire un renfort au peuple de la plupart de ceux que la royauté avait appelés pour la défendre.

Le régiment des gardes françaises, tenant de plus près que les autres, sinon au peuple,

du moins à la bourgeoisie parisienne, le régiment des gardes françaises fut le premier à donner des preuves de son patriotisme. Dès le 25 juin, deux compagnies de grenadiers, à qui l'ordre avait, assure-t-on, été donné de tirer sur leurs concitoyens, refusaient d'obéir à cet ordre, et depuis ce jour, un de leurs officiers, nommé Valadi, allait de caserne en caserne pour éclairer les soldats et sur les intentions réelles de la cour, et sur l'intérêt qu'ils avaient, étant sortis du peuple, de se réunir au peuple.

Les chefs s'aperçurent de cette propagande et en prévirent le gouvernement. Ils en reçurent l'ordre de consigner les troupes dans les casernes, dès le samedi 20 juin ; mais les 25 et 26 du même mois, les soldats consignés s'échappèrent des casernes et accoururent au Palais-Royal en criant : *Vive le tiers état !*

Le Palais-Royal était le centre, comme nous.

l'avons dit, de l'opposition parisienne : c'était le palais du duc d'Orléans. On venait d'y ouvrir le Cirque ; le Cercle social y tenait ses séances et s'y occupait de *l'avenir du genre humain* ; la *Bouche de Fer* y était rédigée par les *francs frères* ; enfin le jardin était toujours plein de *motionnaires* prêts à amener le public à la moindre occasion.

On juge donc que les gardes françaises furent bien reçus en se présentant au Palais-Royal aux cris de : *Vive le tiers état !*

L'exemple était contagieux : les *motionnaires* du Palais-Royal avaient, dans leur enthousiasme, fouillé jusqu'au plus profond de leur gousset, et le vin et les rafraîchissements de toute espèce avaient été, aux cris de : *Vive la nation !* cris encore bien nouveaux et bien inaccoutumés en France, distribués aux soldats patriotes. Il en résulta que des dragons, que des Suisses, que des hussards, que des compagnies d'artillerie tout entières, attirés

par ces largesses, prirent part à l'enthousiasme public, et présentèrent bientôt un mélange d'uniformes et un assortiment de couleurs on ne peut plus agréable à la vue.

Cette matinée de joie et cette soirée de délire s'écoulèrent sans que rien vînt troubler l'épanchement fraternel qui se faisait du peuple à l'armée et de l'armée au peuple.

Mais le 30 juin, vers les sept heures du soir, un commissionnaire entra tout courant par la grille du Palais-Royal, traversa le jardin, et, entrant au café de Foy, remit collectivement à tous ceux qui se trouvaient dans ce café une lettre dans laquelle on donnait avis aux *zélateurs de la liberté* que onze soldats aux gardes françaises, détenus à l'abbaye de Saint-Germain pour avoir refusé de tirer sur le peuple, allaient, à la faveur de la nuit, être transférés à Bicêtre, *lieu*, ajoutait la correspondance anonyme, *destiné à de vils scélérats et non à de braves gens comme eux.*

Aussitôt, celui qui a pris la lettre des mains du commissionnaire sort du café, monte sur une chaise et relit à haute voix dans le jardin la lettre déjà lue au café; aussitôt quelques jeunes gens élèvent leurs chapeaux au bout de leurs cannes, en criant : *A l'Abbaye! à l'Abbaye!* Un cri unanime répond à ces cris isolés : un groupe, composé de plus de six cents personnes, se dirige vers les ponts, se grossit en chemin, s'arrête chez un ferrailleur des quais, dont on pille la boutique, et se présente aux portes de la prison.

Arrivé là, le groupe s'était fait armée : six mille personnes criaient : *Liberté!* en agitant des fusils, des hallebardes et des épées.

A sept heures et demie, la première porte était enfoncée. De la rue, ceux qui ne pouvaient entrer et agir entendaient le bruit des leviers et des marteaux, et répondaient à ce bruit par des cris d'encouragement. A huit heures, neuf soldats aux gardes, six soldats

de la garde de Paris et deux ou trois officiers enfermés pour divers motifs, étaient mis en liberté. A huit heures et demie, l'expédition était achevée ; mais une compagnie de dragons, suivie d'un détachement de hussards, se présentait le sabre à la main. Aussitôt que le peuple aperçoit les premiers cavaliers, au lieu de fuir il va droit à eux, saisit les chevaux à la bride, en appelle à la fraternité qui doit unir le peuple et les soldats. Les gardes françaises s'élancent, appellent les dragons et les hussards leurs camarades ; ceux ci ne peuvent résister aux interpellations qui leur sont faites : ils remettent leurs sabres aux fourreaux ; quelques-uns ôtent leur casque en signe de paix ; les embrassements et les poignées de main s'échangent ; on apporte du vin , et chacun boit à la santé du roi et de la nation.

Presque jusqu'au dernier moment , nous verrons ces deux mots accolés l'un à l'autre.

Alors les prisonniers délivrés sont con-

duits en triomphe par les bourgeois, leurs libérateurs, dans le Palais-Royal. Des tables sont dressées dans le jardin; on soupe à la lueur des flambeaux, et tandis que, fatigués de tant d'émotions, ils vont dormir dans la salle des Variétés, les citoyens veilleront sur leur repos.

En même temps on reconduisait à la prison un soldat prévenu de vol, le peuple n'ayant pas voulu que la même part fût faite au crime honteux qu'à la désobéissance patriotique.

Le lendemain, les prisonniers furent conduits à l'hôtel de Genève, et des paniers suspendus aux fenêtres à l'aide de rubans sollicitaient les offrandes des patriotes.

Le lendemain de ce lendemain, une députation fut envoyée à l'assemblée; elle avait pour mission de solliciter sa recommandation près du roi, en faveur des prisonniers délivrés.

L'assemblée nationale rendit l'arrêté suivant :

« Il sera répondu aux personnes venues de Paris qu'elles doivent rapporter dans cette ville le vœu de la paix et de l'union, seul capable de seconder les intentions de l'assemblée nationale, et les travaux auxquels elle se consacre pour la félicité publique.

« L'assemblée nationale gémit des troubles qui agitent en ce moment la ville de Paris ; et ses membres, en invoquant la clémence du roi pour les personnes qui pourraient être coupables, donneront toujours l'exemple du plus profond respect pour l'autorité royale, de laquelle dépend la sécurité de l'empire. Elle conjure donc les habitants de la capitale de rentrer sur-le-champ dans l'ordre, et de se pénétrer de sentiments de paix qui peuvent seuls assurer les biens infinis que la

France est près de recueillir de la réunion volontaire de tous les représentants de la nation.

« Il sera fait au roi une députation, pour l'instruire du parti pris par l'assemblée nationale, et pour le supplier de vouloir bien employer pour le rétablissement de l'ordre les moyens infailibles de la clémence et de la bonté qui sont si naturelles à son cœur, et de la confiance que son bon peuple méritera toujours. »

Le soir même, le roi admit à son audience cette députation, à la tête de laquelle était M. l'archevêque de Paris.

Le roi promit aux députés que la grâce des soldats suivrait immédiatement le rétablissement de l'ordre.

En conséquence, les soldats rentrèrent en prison dans la nuit du 4 au 5 juillet.

Le jour suivant ils reçurent leur grâce.

Paris, en tumulte toute une semaine, entra aussitôt ou plutôt parut rentrer dans le repos. Mais sous cette apparence de calme, battait dans les artères de l'immense capitale la fièvre brûlante qui allait éclater à la première occasion.

III

Les troupes autour de Paris. — Inquiétudes qu'elles donnent. — Leurs sujets de mécontentement. — Kieber. — Jourdan. — Victor. — Joubert. — Augereau. — Moche. — Soult. — Marceau. — Alex. Dumas. — La dissolution des états projetée. — Mirabeau. — Le duc d'Orléans. — Adresse de l'assemblée. — Réponse du roi. — Foulon. — MM. de Broghe et de Bezenval. — Déclaration des droits de l'homme. — La Fayette. — Le docteur Guillotin. — M. Necker. — Marat. — Camille Desmoulins. — *Aux armes!* — M. de Lambesc. — Les Tuileries. — Le vieillard. — Les gardes françaises. — Les dragons. — Retraite de Royal-Allemand. — Aux Invalides. — Le duc d'Aumont. — M. de Flesselles. — M. de Crosne. — Les électeurs. — L'abbé d'Ormesson et les barils de poudre. — Les deux députations de l'assemblée. — Réponse du roi. — Les Suisses au pont de Sèvres. — La cocarde verte. — Encore

M. de Flesselles et les caisses d'armes. — MM. de Corny et de Sombreuil. — Récit de Humbert, horloger. — *A la Bastille!*

Restaient les soldats campés aux environs de la capitale ; et quoiqu'on ait vu que la cour ne pouvait guère compter sur ces soldats, ces soldats inquiétaient.

Pourquoi la cour ne pouvait-elle pas compter sur eux ? C'est qu'outre cette fraternité qui commençait à s'établir entre eux et le peuple, et dont l'affaire de l'Abbaye venait de donner une preuve, il existait un grand mécontentement produit par la déclaration faite par le roi, le 25, et dans laquelle il affirmait de la façon la plus positive qu'il *ne changerait jamais l'institution de l'armée.*

Or, que signifiait cette affirmation ? Que la noblesse continuerait d'avoir tous les grades, et que le soldat mourrait soldat ; que quarante-six millions continueraient à être

répartis parmi les officiers , tandis que toute l'armée ne coûterait , comme par le passé , que quarante-quatre millions au gouvernement.

Aussi , voyez quels noms avaient quitté la carrière militaire , qui ne leur offrait aucun avancement :

Kléber, Jourdan, Victor, Joubert.

Augereau était sous-officier ; Hoche et Soult, sergents ; Marceau et mon père, soldats.

Mais quelques-uns ne se rebutaient pas : Hoche, pour acheter des livres, brodait des gilets d'officier, et les faisait vendre dans un café.

Ils se trompaient donc, ceux-là qui , ainsi que nous l'avons dit , croyaient l'ordre rétabli, qui à tous ces mouvements ne voyaient que leurs petites causes , et qui , ces petites causes détruites, s'endormaient dans la sécurité de l'ignorance.

Tous ces mouvements, c'était l'aspiration d'une nation vers la liberté ; c'étaient les mouvements partiels de cet océan immense qu'on appelle le peuple, calme ici, là tempétueux : les troubles du Dauphiné, les troubles de Rennes, les troubles de Paris, les troubles de Versailles, les troubles de la place Dauphine, les troubles de l'Abbaye ; c'était toujours le même vent qui soufflait, faisant un orage partout où il rencontrait la résistance.

Or, la résistance en ce moment-là, la cause ou plutôt le prétexte de l'orage qui allait éclater, c'était cette agglomération de troupes que la cour avait faite entre Versailles et Paris.

Trente régiments marchaient sur Paris, dit le marquis de Ferrières dans ses *Mémoires*. Le prétexte était la tranquillité publique ; l'objet réel, la dissolution des états généraux.

L'assemblée nationale sentait instinctivement que tout ce grand déploiement de forces se faisait contre elle. Le 27 juin, Mirabeau avait lu, au milieu du tumulte et sans être écouté, une adresse en faveur de la paix ; le 9 juillet, il en lut une pour l'éloignement des troupes. Cette adresse, admirablement faite, fut fort goûtée de l'assemblée, qui, néanmoins, ne la vota qu'après en avoir effacé la demande d'une garde bourgeoise qu'elle contenait.

Qui avait poussé Mirabeau à parler ? Le duc d'Orléans, dit-on ; selon M. Droz, du commencement de juillet 1789 daterait le premier argent que Mirabeau aurait reçu de Lacroix, l'homme du prince.

C'est que le prince voyait avec effroi le peu qu'il était devenu depuis quelque temps ; le prince était à peine un homme, un chiffre, une unité au milieu de cette assemblée où commençaient à s'inscrire les génies

révolutionnaires de 1791, 1792 et 1793.

Le duc d'Orléans était avare. « Je donnerais l'opinion publique pour un écu, » avait-il dit; « pour un écu de six livres bien entendu, » ajouta-t-il. On sait qu'il y en avait de trois; aussi pour faire face à tout l'or qu'il devait dépenser, des charlatans essayaient-ils de lui faire de l'or dans ses greniers; on a déjà vu qu'aucun moyen d'arriver à son but ne répugnait au prince, même la magie. Eh bien, pour faire de l'or, il lui fallait un squelette humain; non-seulement un squelette humain, mais nominativement celui de Pascal. Les gardiens de Saint-Étienne du Mont avaient été gagnés, et les os calcinés de l'auteur des *Provinciales* servaient de poudre magique pour convertir le vif-argent en or.

Le jour où les communes avaient pris le titre d'*Assemblée nationale*, les partisans du prince l'avaient poussé à faire un discours

qui provoquât la réunion de la noblesse au tiers; le duc d'Orléans avait fait ce discours; mais à la quatrième ligne, il s'était trouvé mal : alors on déboutonna son habit, on ouvrit sa chemise, et sous sa chemise on trouva cinq ou six gilets cousus en plastron.

Si vous doutez, lisez Ferrières.

Le duc d'Orléans avait donc compris que ce n'était pas le moment de lésiner, et il achetait Mirabeau, en attendant qu'il achetât Danton.

Revenons à l'adresse de l'assemblée, qui demandait l'éloignement des troupes.

Elle fut présentée au roi le 10 juillet, et lue par M. de Clermont-Tonnerre.

Mais le roi était trop puissamment circonvenu pour céder; il répondit :

« Personne n'ignore les désordres et les scènes scandaleuses qui se sont passées et renouvelées à Paris et à Versailles, sous mes

yeux et sous ceux des états généraux. Il est nécessaire que je fasse usage des moyens qui sont en ma puissance pour remettre et maintenir l'ordre dans la capitale et les environs ; c'est un de mes devoirs principaux de veiller à la sûreté publique. Ce sont ces motifs qui m'ont engagé à faire un rassemblement de troupes autour de Paris. Vous pouvez assurer à l'assemblée des états généraux qu'elles ne sont destinées qu'à réprimer ou plutôt à prévenir de nouveaux désordres, à maintenir le bon ordre et l'exercice des lois, à assurer et à protéger même la liberté qui doit régner dans vos délibérations ; toute espèce de contrainte doit en être bannie, de même que toute appréhension de tumulte et de violence doit en être écartée. Ce ne pourraient être que des gens mal intentionnés qui pourraient égarer mes peuples sur les vrais motifs des mesures de précaution que je prends ; j'ai constamment cherché à faire

tout ce qui pourrait tendre à leur bonheur, et j'ai toujours eu lieu d'être assuré de leur amour et de leur fidélité.

« Si pourtant la présence nécessaire des troupes dans les environs de Paris causait encore de l'ombrage, je me porterais, sur la demande de l'assemblée, à transférer les états généraux à Noyon ou à Soissons, et alors je me rendrais à Compiègne, pour maintenir la communication qui doit avoir lieu entre l'assemblée et moi. »

C'était une triste réponse pour l'assemblée. La proposition faite par le roi de la transporter à Noyon ou à Soissons rappelait les anciens exils des parlements. Où voulait-on en venir? Jusqu'où se proposait-on d'aller?

Écoutez M. Neckar, alors ministre. Il n'en savait rien lui-même, et peut-être le roi n'en savait-il pas plus que lui.

« Je n'ai jamais connu d'une manière certaine, dit-il dans son ouvrage sur la révolution, le but où l'on voulait aller : il y eut des secrets et des arrière-secrets, et je crois que le roi lui-même n'était pas de tous. On se proposait peut-être, selon les circonstances, d'entraîner le monarque à des mesures dont on n'osait lui parler. »

Foulon, dont le nom allait bientôt recevoir la consécration d'une sanglante célébrité, Foulon proposait deux plans au roi : le premier était de diriger la révolution en la secondant ; le roi se faisait le premier révolutionnaire de son époque ; il prenait communication des cahiers afin de connaître les vœux du peuple, et sacrifiait tout pour y satisfaire.

L'autre moyen, au contraire, donnait tout à la violence : on arrêtait le duc d'Orléans, à qui l'on faisait faire son procès ; on chas-

sait Necker, on renversait l'assemblée, on envoyait à la Bastille les quarante-sept députés de la noblesse qui avaient passé dans le camp ennemi; on leur adjoignait Mirabeau, Target, une centaine de députés du tiers, les plus entreprenants, bien entendu, et l'on faisait entrer dans Paris le maréchal de Broglie avec trente mille hommes.

Plusieurs députés connaissaient le complot, ils le disaient tout haut; mais l'assemblée semblait s'être épuisée dans ses délibérations précédentes.

Cependant les préparatifs étaient patents. Il y avait même plus, on savait qu'il y avait dissidence entre les deux chefs : Broglie et Bezenval. Broglie feignait de ne pas savoir contre qui il était appelé.

— Je vois bien mon armée, disait-il, mais je ne vois pas mes ennemis.

Bezenval est plus franc, lui; ouvrez ses *Mémoires* et lisez :

« Mes arrangements tendaient à garnir le pont de Neuilly, Saint-Cloud, les Moulins, d'infanterie et canon, et à porter le régiment des chasseurs de Lorraine sur les hauteurs de Clamart, afin de barrer la plaine d'en haut. »

M. de Broglie prit un système différent, en accumulant les troupes autour de Versailles et à Versailles même, conduite bien mal calculée.

Que faisait l'assemblée pendant ce temps-là? Elle discutait la déclaration des droits de l'homme que lui présentait la Fayette, ce grand endosseur de révolutions.

Ce n'est pas le tout. Elle était si tranquille qu'elle s'occupait à tranquilliser les autres. Le docteur Guillotin, le même qui avait proposé le jeu de paume, le docteur Guillotin venait exprès à Paris pour assurer aux électeurs que tout allait bien, et que M. Necker,

ce palladium de la liberté, était plus solide que jamais.

Ce jour-là même, et tandis que le docteur Guillotin faisait sur M. Necker un discours fort applaudi, M. Necker venait de recevoir son congé et était déjà à vingt lieues sur le chemin de Bruxelles.

Tout cela se faisait contre l'avis des véritables amis de la monarchie, contre l'avis du maréchal de Broglie, qui ne voulait point qu'on renvoyât Necker; contre l'avis de M. de Breteuil, qui voulait bien qu'on le renvoyât, mais qui demandait alors cent mille hommes et cent millions.

— Eh bien ! soit, avait répondu la reine, qui ne doutait de rien : vous les aurez.

Et comme la cour n'avait point, comme M. le duc d'Orléans, la prétention de faire de l'or, elle se mit à faire du papier.

« Plusieurs de mes collègues m'ont affirmé avoir vu de ce papier imprimé, » dit Bailly.

Pauvre M. Necker! on avait de lui une idée terrible, et qu'il était bien loin de mériter; on craignait qu'il ne se jetât dans Paris, et ne renouvelât les scènes du coadjuteur. Il était à table quand on lui signifia l'ordre du roi; il se contraignit devant ses convives, mais, tout pleurant son ministère, il partit après le dîner, tout seul avec sa femme, et sans même avertir sa fille.

Au reste, qu'avait-on à craindre? N'était-ce pas une espèce d'invasion autrichienne, et Marie-Antoinette n'était-elle point parfaitement tranquille quand elle savait que Royal-Cravate était à Charenton, Reinach et Diesbach à Sèvres, Nassau à Versailles, Salis-Chamade à Issy, les hussards de Berchiny à l'École-Militaire, Esterhazy et Rochmer aux environs?

Ce n'était pas le tout : la Bastille, cette reine de Paris, venait de recevoir un renfort de Suisses; elle avait de la poudre à faire

sauter la moitié de la ville, et depuis le 30 juin les canons allongeaient le cou entre les créneaux pour regarder ce qui se passait sur les boulevards et dans le faubourg.

Le 12 juillet au matin, tout le monde ignorait encore à Paris le renvoi de Necker; seulement on eût dit que le temps était à l'orage : on respirait un air lourd et tout chargé d'électricité. Des cris d'alarme retentissaient tout à coup. Aujourd'hui, c'était Bonneville qui criait : *Aux armes !* Demain, c'était un jeune médecin philanthrope, nommé Marat, qui écrivait : *Prenez garde !*

Aux armes... contre qui? Prenez garde... à quoi?

Aux armes, contre une armée!... Prenez garde à la cour!

Dès le matin on avait affiché au coin de chaque rue de grands placards avec ces mots : *De par le roi*, en grosses lettres, pour exhor-

ter les citoyens à rester chez eux et à ne point se rassembler.

Ces placards avaient produit l'effet ordinaire à ces sortes de défenses. Tout le monde était dans les rues.

Vers midi, un homme entre tout effaré dans le jardin du Palais-Royal et annonce le renvoi de Necker. C'était une nouvelle si inattendue, si insensée, qu'on le traite d'*émissaire des ennemis de la chose publique*, — il n'y avait pas loin de la chose publique à la république, — et qu'on veut le jeter dans les bassins du Cirque. Mais bientôt arrivent un second, un troisième messages. Il n'y a plus de doute, le roi fait un coup d'État, et la première explosion de ce coup d'État est le renvoi de Necker.

Alors, du Palais-Royal, comme d'un centre révolutionnaire organisé, partent à l'instant même des ordres qui vont sillonner tout Paris. Qui donnait ces ordres auxquels cha-

cun s'empressait d'obéir? Nul ne le savait, cet être de raison qu'on appelle l'*opinion publique*... A ces ordres, les spectacles se ferment, les jeux sont suspendus, les citoyens s'ameutent et accourent, le Palais-Royal s'encombre. Tout à coup au milieu des cris et des menaces, un jeune homme s'élance du café de Foy, monte sur une table, tire son épée d'une main, montre un pistolet de l'autre et crie : *Aux armes!*

— Aux armes! aux armes! répètent vingt mille voix.

Mais comment se reconnaître tous? Comment distinguera-t-on les amis des ennemis? A une cocarde verte. Le vert est la couleur de l'espérance; seulement, où se procurer vingt mille, trente mille, cinquante mille cocardes? Les arbres du Palais-Royal les fourniront. Le jeune homme arrache une feuille et la met à son chapeau. Chacun en fait autant, les arbres sont dépouillés au

bruit du tocsin qui sonne. On se demande quel est ce jeune homme qui s'est fait tout à coup chef d'insurrection, et un nom inconnu circule de bouche en bouche.

Ce jeune homme, c'est Camille Desmoulins.

Le cri qu'il a poussé : *Aux armes !* chacun le répète.

Mais en le poussant, on se demande :

— Pourquoi aux armes ?

— Parce que les Allemands entreront ce soir dans Paris ! s'écrie Camille Desmoulins en s'élançant hors du Palais-Royal pour suivre lui-même dans les quartiers de Paris la traînée de poudre qu'il a allumée.

Alors une idée passe dans l'esprit de la foule et l'illumine.

Un groupe de citoyens se précipite chez le sculpteur Curtius, et de son consentement y prend les bustes de Necker et du duc d'Orléans.

On couvre ces bustes d'un crêpe, on les

porte à travers Paris. Dix mille, puis quinze mille, puis vingt mille hommes suivent les bustes en criant : *Vive d'Orléans ! vive Necker !*

La nuit vient ; on allume des torches, et le cortège prend un aspect plus terrible et surtout plus fantastique.

A la lueur des torches, on voit reluire aux mains des hommes du cortège la lame des épées, les canons des pistolets, les fers des haches.

Le cortège prend la rue de Richelieu, puis remonte les boulevards, puis descend la rue Saint-Martin, puis enfile la rue Saint-Honoré, et arrive enfin à la place Vendôme.

C'est là que devait s'arrêter le triomphe et commencer la déroute.

Là , devant l'hôtel du fermier général Stahosment, on trouve un détachement de Royal-Allemand et un piquet de dragons de Noailles.

Royal-Allemand est en tête ; les dragons, auxquels on se fie un peu moins depuis qu'ils ont fraternisé avec le peuple à l'Abbaye, les dragons sont en arrière.

L'ordre de la charge est donné, et tandis que les gardes suisses accourent du jardin des Tuileries, traînant leurs lourds canons, les cavaliers chargent le sabre haut sur toute cette foule.

Au milieu de la bagarre, le buste de Necker tombe et est mis en morceaux. Un garde-française sans armes est tué ; plusieurs citoyens sont blessés par les sabres des dragons ou foulés aux pieds de leurs chevaux.

Dans ce moment même, les Champs-Élysées et les Tuileries s'encombraient de promeneurs, qui avaient profité d'une magnifique journée pour aller soit au bois, soit à la guinguette.

En passant, chacun s'informe : on apprend

le coup d'État, le renvoi de Necker, les charges de la place Vendôme.

M. de Lambesc et les restes de Royal-Allemand stationnent sur la place Louis XV.

On se montre du doigt ces soldats étrangers qui viennent de rougir leurs sabres du sang de ceux qui les payent.

Les murmures commencent, les insultes suivent, les menaces éclatent.

Les officiers de la fin du XVIII^e siècle n'étaient pas habitués, comme ceux du XIX^e, à la guerre des rues; ils étaient, par conséquent, bien autrement susceptibles.

D'ailleurs, M. de Lambesc était prince.

Il perdit patience, se mit à la tête du régiment et chargea.

Emporté par la colère, le prince entre dans les Tuileries avec quelques cavaliers.

Un homme qui ne peut fuir à cause de son âge, M. Chauvel, maître de pension, âgé

de soixante-quatre ans, se trouve sur son chemin.

Il le blesse d'un coup de sabre et le renverse avec le poitrail de son cheval.

Au même moment quelques coups de fusil petillent ; puis, dominant tout ce tumulte, un coup de canon retentit.

Alors, hommes, femmes, enfants, se précipitent par toutes les issues du jardin : ceux qui ne peuvent pas sortir par les portes escaladent les grilles.

Les uns crient : *Aux armes !* les autres : *Au meurtre !* Tous crient : *Vengeance !*

La ville, déjà chaude, bouillonne ; le tocsin éparpille ses plaintes du haut de tous les clochers de Paris. Ces cris de bronze sont ceux qui émeuvent le plus violemment le peuple.

Les gardes françaises, commandés par M. le duc du Châtelet, mais de la fidélité desquels leur colonel ne pouvait pas répondre, sont

consignés ; mais ils s'échappent de leurs casernes et commencent à se mêler aux citoyens.

Leur uniforme populaire est salué d'acclamations partout où il paraît.

Tout en courant, les soldats, habitués à la discipline, se donnent à eux-mêmes un point de ralliement.

Ce point de ralliement, c'est le Dépôt, sur le vieux boulevard.

Armés de fusils pris chez les armuriers, les gardes françaises se reconnaissent, s'assurent, se rangent et marchent au pas de charge sur Royal-Allemand.

A la première décharge, trois cavaliers tombent.

Cette fois, les soldats de M. de Lambesc gardent tout leur sang-froid. Ils reculent pas à pas, sans riposter, bravement, comme reculent des hommes de cœur qui ne veulent pas combattre, et vont se rallier, sur

le boulevard, au reste de leur régiment.

Les gardes françaises vainqueurs accourent de leur côté au Palais-Royal.

1 C'est là, nous l'avons dit, le centre de l'opposition.

Le Palais-Royal, ardemment illuminé, jette la lumière par toutes ses fenêtres.

Les gardes françaises sont reçus avec enthousiasme.

Sur les onze heures du soir, on vient leur dire qu'Allemands et dragons s'entassent sur la place Louis XV.

Les gardes françaises se comptent : ils sont douze cents à peu près.

— Aux dragons ! aux Allemands ! crient deux ou trois voix.

— Aux dragons ! aux Allemands ! crient toutes les voix.

Et, sans officiers, sans artillerie, par la rue Saint-Honoré, les gardes françaises s'élancent vers la place Louis XV.

Bon nombre de citoyens, armés à la hâte, les accompagnent ou les suivent.

L'esprit de tout un peuple est en eux. C'est la révolution qui se réveille, qui se lève, qui marche armée et le front haut dans les rues de Paris.

M. de Lambesc apprend que deux mille hommes marchent sur lui. Il fait sa retraite par le Cours-la-Reine.

Citoyens et soldats arrivent à la place Louis XV, qu'ils trouvent vide.

Là, on salue les gardes françaises du cri de *soldats de la patrie*.

Minuit sonne à l'horloge des Tuileries. Le dimanche 12 juillet a accompli son œuvre.

Chaque jour désormais va faire la sienne.

Dans la nuit, on apprend que ce n'est point le prince de Lambesc qui s'est retiré, mais bien ses soldats qui se sont soulevés contre lui et qui ont refusé d'obéir.

Désespéré, le prince est parti au point du jour pour Versailles.

La nuit se passe pleine de trouble et d'agitation à Paris. A chaque instant, des coups de fusil isolés éclatent et s'éteignent, après avoir fait croire à quelque engagement.

Le jour arrive.

« Dans cette nuit, disent les *deux amis de la liberté*, auteurs anonymes de la *Révolution française*, dans cette nuit désastreuse, le sommeil ne descendit que sur les yeux des enfants : seuls ils reposèrent en paix, tandis que leurs pères pleins d'alarmes et leurs mères éplorées veillaient auprès de leurs berceaux. »

De son côté, Versailles n'était que trouble d'un côté, que colères de l'autre. Necker, disparu, semblait l'âme enlevée de ce grand corps. MM. de Breteuil, de Broglie, de La-

porte et Foulon étaient bien là, pauvres et mauvais conseillers qu'on avait trop écoutés la veille et qu'on n'écoutait pas assez le lendemain. Le bruit leur arriva de la charge des dragons et de Royal-Allemand sur la place Vendôme ; puis ils apprirent que M. de Lambesc était entré, avec ses cavaliers tout ensellés, aux Tuileries, et que tout avait fui devant eux. C'était un triomphe : aussi se réjouit-on. Cette joie fut doublée par la présence du duc d'Orléans au château. Il venait faire amende honorable pour son buste. On l'invita à coucher à Versailles ; ce n'était pas un honneur, c'était une précaution : à Versailles on l'avait sous la main.

Pour donner du courage aux cœurs affaiblis, on ordonna aux musiques des régiments allemands de jouer sous les fenêtres du château ; on fit distribuer du vin aux musiciens. La reine et les dames de sa suite descendirent, parlèrent aux officiers, même aux sol-

ats : on comprenait que le moment de faire sa cour, même aux plus petits, était venu.

Une seule chose troubla un peu cette joie générale et momentanée : M. le comte d'Artois fit la plaisanterie d'enlever le portrait de Louis XV et d'y substituer celui de Charles I^{er}.

Mais tout à coup des bruits sinistres se répandent à Versailles. On dit que les barrières de Paris sont brûlées depuis le faubourg Saint-Antoine jusqu'au faubourg Saint-Honoré.

On dit que M. de Bezenval a été obligé d'évacuer Paris et s'est retiré aux Invalides.

Bientôt ce bruit devient une certitude. Une lettre arrive de M. de Bezenval lui-même. Il demande des ordres, un plan de conduite, un fil qui le guide dans ce labyrinthe encore inconnu des révolutions.

Il annonce qu'une députation de deux districts est venue demander trente mille

fusils qu'on sait être en dépôt aux Invalides. Il a éludé, en disant qu'il allait en écrire à Versailles.

Les députés éloignés, il est descendu dans les caves et s'est fait montrer ce dépôt. Alors le gouverneur, M. de Sombreuil, lui dit qu'effrayé dès la veille de l'usage qu'on pouvait faire des armes qui lui étaient confiées, il avait imaginé d'en faire dévisser les chiens et enlever les baguettes, mais qu'en six heures, vingt invalides qu'il a employés à cette besogne n'ont désarmé que vingt fusils.

C'est qu'un esprit d'insubordination inconnu a pénétré dans l'hôtel. Depuis six jours on sème l'argent devant les soldats. Un cul-de-jatte, agent déguisé sans doute de quelque comité révolutionnaire, a été surpris introduisant dans l'hôtel des paquets de chansons mutines ; enfin, quelques artilleurs auraient dit que plutôt que de faire feu sur le

peuple, ils tourneraient leurs canons contre le gouverneur.

Deux heures après l'arrivée du courrier de M. de Bezenval, on apprend que les communications sont interrompues entre Versailles et Paris ; que les voitures ne peuvent plus franchir les barrières ; que les gens de pied eux-mêmes n'en sortent qu'à grand-peine. Aussitôt le chemin de Versailles est couvert de troupes ; les gardes du corps passent la nuit en bataille ; le pont de Sèvres est gardé avec du canon, et l'ordre est donné de le rompre si l'on s'aperçoit qu'on ne peut le défendre.

A trois heures du matin, une fausse alerte se répand ; on dit le pont attaqué. A six heures, on assure que cent mille citoyens armés marchent sur Versailles.

Il n'était rien de tout cela. Paris, loin de songer à attaquer, ne s'occupait que de sa défense. Ce ne sont pas seulement ses ennemis,

dont la révolution qui se dresse doit repousser les coups, ce sont ses amis qu'il faut qu'elle désarme. Un tas d'hommes inconnus, sans aveu, sans but déterminé, sont apparus tout à coup. D'où sortent-ils? On n'en sait rien. D'où sort l'écume que la tempête pousse au rivage? Ils invoquent la Liberté et sont tout prêts à déshonorer la déesse qu'ils proclament. A la vue de ces hommes passant dans les rues avec les flambeaux dont ils ont incendié les barrières, avec les haches dont ils viennent d'enfoncer Saint-Lazare et la Force, à leurs cris mille fois répétés : *De la farine et du pain!* les citoyens répondirent par ce seul cri : *De la poudre et des armes!*

Vers onze heures du matin, le comité des électeurs décrète l'établissement d'une garde bourgeoise pour maintenir l'ordre dans la ville.

En effet, de minute en minute le péril

devient plus imminent. Non-seulement cette troupe de bandits qui s'intitule le peuple a enfoncé les portes des Lazaristes, accusés de cacher du blé, mais on a tout pillé ; on a jeté par les fenêtres meubles, livres, tableaux ; le vin a coulé des tonneaux défoncés à profusion dans les caves : une trentaine d'hommes et de femmes ont été noyés dans cette inondation souterraine.

Alors toutes les boutiques se ferment avec ce bruit et cette rapidité qui n'apparaissent qu'aux jours d'émeute. Ce vent, qui fait courir les populations effrayées comme des tourbillons de feuilles mortes, souffle dans les rues de Paris. Les tocsins sonnent dans tous les clochers de la capitale, comme si les cloches se balançaient d'elles-mêmes. On comprend qu'un danger immense plane sur l'existence commune. Tout le monde s'aborde, qu'on se connaisse ou qu'on ne se connaisse pas : on se devine, c'est tout ce

qu'il faut. Paris se divise en amis de l'ordre et en fauteurs de désordre, en honnêtes gens et en bandits. On apprend que le comité des électeurs a décrété la formation d'une milice bourgeoise, et l'on court se faire inscrire à l'hôtel de ville. Les citoyens de tout rang et de tout âge demandent à être reçus soldats de la patrie ; une femme, envoyée on ne sait par qui, distribue des milliers de cocardes vertes, souvenir de la feuille de tilleul arborée au chapeau de Camille Desmoulins. D'où vient cette femme ? Qui lui a donné un millier de cocardes vertes, ou l'argent pour les acheter ? On l'ignore. Les clercs du Palais, les clercs de la basoche, les clercs du Châtelet et les élèves en chirurgie viennent offrir leurs services ; ces services sont acceptés, et ces volontaires sont inscrits, classés, organisés à l'instant même.

Il ne manque plus qu'un chef et des armes : on a une armée ; ce chef, c'est le principal ;

c'est de ce chef que viendra l'impulsion. On offre le commandement au duc d'Aumont, qui demande vingt-quatre heures pour se décider, ou plutôt pour prendre les ordres de la cour. L'Américain Moreau de Saint-Méry, président des électeurs, montre alors un buste de la Fayette : le buste est fort applaudi, mais la multitude n'en flotte pas moins entre lui et le duc d'Aumont.

En attendant qu'il y ait un commandant en premier, on nomme un commandant en second : c'est le marquis de la Salle, écrivain patriote.

Ainsi on le voit, la noblesse jouit encore du privilège de commander, même quand le commandement découle de l'élection. On parle de trois chefs pour la milice parisienne ; ces trois chefs sont le duc d'Aumont, le marquis de la Fayette, le marquis de la Salle.

Pendant ce temps les bandits, comme on

les appelait, enlevaient les armes du garde-meuble.

C'était M. de Flesselles qui était prévôt des marchands ; il reçut à la fois, du roi, l'ordre de se rendre à Versailles ; du peuple, l'ordre de se rendre à l'hôtel de ville.

Il obéit au peuple, vint à l'hôtel de ville, et fut fort applaudi, en traversant la Grève, surtout lorsqu'il eut dit qu'il ne voulait présider que par élection du peuple.

Cependant les vivres et les armes manquaient.

M. de Crosne, lieutenant de police, vint à l'hôtel de ville pour offrir aux électeurs tous les renseignements que sa position lui permettait de leur donner.

Un instant après l'arrivée de M. de Crosne, le commandant du guet, M. de Rulhières, vint se mettre, lui et sa troupe, sous les ordres de l'assemblée.

D'abord les électeurs, qui ne savent où

trouver des armes, décident et votent que chacun des soixante districts élira deux cents hommes : ces deux cents hommes seront armés.

Le reste de la milice bourgeoise sera désarmé.

C'est une armée de notables, une armée de douze mille hommes, voilà tout.

On sent qu'une pareille force ne répond pas aux besoins du moment ; aussi le même jour, dans l'après-midi, l'effectif de la milice parisienne est porté à quarante-huit mille hommes, et sur l'observation d'un citoyen, que la livrée de M. le comte d'Artois est verte, la cocarde verte est abolie et la cocarde rouge et bleue, qui, plus tard, sur la proposition de la Fayette, sera changée en cocarde tricolore, est adoptée.

Alors, le prévôt hasarde une grave question.

— A qui prêtera-t-on serment ? demande-t-il.

— A l'assemblée des citoyens, répond un électeur.

Dans ce moment on annonce à l'hôtel de ville que deux citoyens viennent de découvrir, sur le port Saint-Nicolas, un bateau chargé de cinq mille livres de poudre. Le bateau renferme, en outre, cinq mille livres de salpêtre et cinq mille cinq cents livres de potasse.

Derrière ce messenger de bonne nouvelle, monte l'abbé Lefèvre d'Ormesson, un électeur.

Il annonce que la foudroyante capture vient d'être déposée dans la cour de l'hôtel de ville, et que le peuple veut défoncez les tonneaux.

En ce moment, un coup de fusil est tiré, on ne sait par qui, dans la cour de l'hôtel de ville; par miracle l'hôtel de ville ne saute pas.

L'abbé d'Ormesson se précipite par les degrés, il trouve la foule épouvantée et fuyant. Ce coup de fusil a fait plus que tous les discours ; les gardes de la ville seuls sont restés et gardent les barils avec leurs épées nues.

Alors on roule les barils dans un magasin voûté, et l'on charge l'abbé de faire la distribution ; cette distribution avait lieu dans la salle même des électeurs.

A la nuit, l'abbé voulut interrompre cet effrayant débit, et comme il fermait la porte, un homme passa sa main par l'ouverture et tira un coup de pistolet.

La balle n'atteignit point l'abbé ; le feu n'atteignit pas les poudres.

C'était un homme héroïque que cet abbé d'Ormesson : il ne voulut pas quitter son magasin, et coucha sur les barils défoncés. A onze heures du soir, une troupe d'hommes à moitié ivres frappe à la porte et vient de-

mander qu'on lui ouvre. L'abbé refuse : deux de ces hommes ont des haches et frappent à coups redoublés ; chaque fois que le fer de la hache porte sur une tête de clou , une gerbe d'étincelles jaillit ; enfin, la porte est enfoncée malgré les efforts de l'abbé : une vingtaine d'hommes se précipitent ; celui qui est à leur tête est ivre et tient à sa bouche une pipe allumée ; l'abbé veut lui arracher cette pipe, mais lui ne veut pas la rendre ; alors l'abbé a l'idée de lui offrir un petit écu : pour ce petit écu offert, l'abbé devient acquéreur de la pipe et la jette dans la cour.

La nuit s'écoule pour lui, dans des angoisses du genre de celle-là.

Pendant ce temps , voici ce qui se passait.

Sur les cinq heures et demie de l'après-midi, le comité de la ville nomma une députation pour aller rendre compte à l'assemblée nationale de ce qui se passait à Paris.

Alors l'assemblée arrête deux députations :

l'une qui se rendra chez le roi, l'autre à Paris.

La députation destinée au roi part la première; elle rapportera à l'assemblée les paroles du souverain; la députation destinée à Paris l'entendra de sa bouche et la rendra fidèlement à la capitale.

Pendant que l'archevêque de Vienne et les députés nommés pour l'accompagner se rendent chez le roi, on s'occupe de choisir les députés à envoyer à Paris. « Toutes les provinces, a dit M. de Custine, doivent partager l'honneur et le danger de la députation de la capitale. » Cette motion a été approuvée, et il est décidé que chaque députation provinciale fournira son député.

Sur ces entrefaites, la députation revient du château.

Voici la réponse qu'elle a reçue du roi.

« Messieurs, je vous ai déjà fait connaître

mes intentions sur les mesures que les désordres de Paris m'ont déjà forcé de prendre ; c'est à moi seul de juger de leur nécessité, et je ne puis à cet égard apporter aucun changement : quelques villes se gardent elles-mêmes, mais l'étendue de la capitale ne permet point une pareille surveillance ; je ne doute pas de la pureté des motifs qui vous portent à m'offrir vos soins dans cette affligeante circonstance, mais votre présence à Paris ne ferait aucun bien ; elle est nécessaire ici pour l'accélération des importants travaux dont je ne cesserai de vous recommander la suite. »

M. de Bezenval avait raison ; on s'obstinait à regarder trois cents hommes mutins comme un attroupement, et la révolution comme une émeute.

A peine l'archevêque de Vienne a-t-il reproduit cette réponse du roi, que M. de la

Fayette demande que la responsabilité du nouveau ministère sur les événements présents et sur leur suite soit décrétée.

La motion est appuyée par Target et Gleizen, et l'assemblée prend à l'unanimité l'arrêté suivant :

« Il a été rendu compte, par les députés envoyés au roi, de la réponse faite par Sa Majesté ; sur quoi l'assemblée nationale, interprète des sentiments de la nation, déclare que M. Necker ainsi que les autres ministres qui viennent d'être éloignés emportent avec eux son estime et ses regrets ; déclare qu'effrayée des suites funestes que peut entraîner la réponse du roi, elle ne cessera d'insister sur l'éloignement des troupes extraordinairement assemblées près de Paris et de Versailles et sur l'établissement des gardes bourgeoises ; déclare de nouveau qu'il ne peut exister d'intermédiaire entre le roi et

l'assemblée nationale; déclare que les ministres et les agents civils et militaires de l'autorité sont responsables de toute entreprise contraire aux droits de la nation et aux décrets de l'assemblée; déclare que les ministres actuels et les conseils de Sa Majesté, quelque état, quelque rang qu'ils puissent avoir, sont personnellement responsables des malheurs présents et de tous ceux qui pourront suivre; déclare que la dette publique ayant été mise sous la garde de l'honneur et de la loyauté française, que la nation ne refusant pas d'en payer les intérêts, nul pouvoir n'a le droit de prononcer l'infâme mot de banqueroute, sous quelque forme et dénomination que ce puisse être. Enfin, l'assemblée nationale déclare qu'elle persiste dans ses précédents arrêtés, et notamment dans ceux des 17, 20 et 23 juin dernier.

« Et la présente délibération sera remise au roi par le président, publiée par la voie

de l'impression, et adressée par ordre de l'assemblée à M. Necker et aux ministres (MM. de Montmorin et de Puységur), que la nation vient de perdre. »

Après ce décret rendu, l'assemblée nationale se déclara en permanence. La lutte était dès lors ostensiblement ouverte entre le pouvoir royal, qui ne pouvait croire à sa faiblesse, et le pouvoir populaire, qui ne pouvait croire encore à sa force.

Les deux envoyés retournèrent alors à Paris ; ils allaient porter à l'hôtel de ville la réponse du roi et la décision de l'assemblée.

L'hôtel de ville reçut une nouvelle force de cette communication : ainsi l'assemblée nationale approuvait en tout la conduite des électeurs ; aussi électeurs et élus, animés d'un même esprit, n'avaient rien perdu de leur homogénéité.

Leur récit terminé, on leur demanda ce

qu'ils avaient vu sur la route de Versailles, car à Paris on était aussi inquiet de Versailles qu'à Versailles on était inquiet de Paris.

En allant à Versailles, c'est-à-dire vers midi, ils avaient rencontré des détachements considérables de hussards dans la plaine, entre le chemin et la rivière, en avant du pont de Sèvres; une partie de ces hussards était à cheval, une autre partie était descendue et tenait les chevaux par la bride; quelques piquets faisaient patrouille le long du chemin.

Le pont de Sèvres était gardé par les Suisses; ils n'avaient rien demandé et n'avaient mis aucun obstacle au passage des électeurs.

Ceux-ci avaient en outre rencontré des patrouilles de Suisses à revers jaunes dans le bourg de Sèvres.

Au bureau de Sèvres on avait appris que

tout le monde avait pris la cocarde verte : en effet, tous ceux que l'on rencontrait portaient cette cocarde.

Au retour, en effet, presque toutes les voitures qu'avaient rencontrées les électeurs avaient des cochers à cocardes ou à rubans verts.

Il faisait nuit lorsque les électeurs avaient repassé au Point-du-Jour ; mais les hussards y étaient encore et dans la même position.

Tout était donc à la guerre, à Versailles comme à Paris ; aussi fut-ce avec une grande joie qu'entre cinq et six heures du soir on vit arriver à l'hôtel de ville plusieurs caisses étiquetées *artillerie*. On ne douta point que ce ne fussent les fusils annoncés par M. de Flesselles. Aussitôt renseigné par ce qui se passait à propos de la poudre, on prit les plus grandes précautions pour que cette distribution d'armes se fit avec prudence et

sécurité. En conséquence, on envoya deux députations dans les diverses casernes occupées par les gardes françaises pour les inviter à protéger la distribution et le transport des fusils ; enfin, pour que tout se fit religieusement, en présence du colonel des gardes de la ville et de plusieurs autres personnes, on procéda à l'ouverture des premières caisses.

Les caisses, au lieu de fusils, contenaient des lambeaux de vieux linge, des bouts de chandelles.

D'où venait cette sanglante plaisanterie ou cette infâme trahison, que le prévôt devait payer si cher ? Nul ne le sait. A la vue des objets tirés des caisses fatales, il s'effraya le premier, battit la campagne, indiqua comme dépôts d'armes les couvents des Chartreux et des Célestins.

Pendant douze heures on pilla les deux couvents, comme on avait pillé Saint-La-

zare, mais sans y trouver ni un fusil ni un pistolet.

— Je me suis trompé, je me suis trompé, répondit Flesselles embarrassé.

Puis, pressé par les députés du district de Saint-André-des-Arcs, de donner un ordre pour faire cesser les recherches :

« Les chartreux, écrivit-il, ayant déclaré qu'ils n'avaient aucune arme, le comité révoque l'ordre qu'il a donné hier. »

En attendant les fusils toujours promis et n'arrivant jamais, les districts faisaient fabriquer cinquante mille piques. Des voitures, prises sur ce qu'on appelait déjà *l'ennemi*, étaient conduites sur la place de l'Hôtel de ville et brûlées ; à travers les soupiraux des caves où il gardait ses poudres, le brave abbé d'Ormesson voyait voler les flammèches. L'auto-da-fé dura une partie de la nuit ; la

voiture de M. de Lambesc fut une de celles qui alimentèrent le bûcher. La malle néanmoins fut sauvée, et l'on porta sur le bureau des électeurs les effets qu'elle contenait.

Paris présentait un merveilleux spectacle. C'était un immense cratère où bouillonnait la lave des révolutions. Sur la place de Grève, un bûcher gigantesque éclairait de ses lueurs tremblantes les sombres tours de Notre-Dame, qui semblaient vaciller sur leurs bases. Partout le bruit des marteaux, les fers rouges passant des forges aux enclumes, les étincelles jaillissant jusque sur les quais par les portes et par les fenêtres. Dans les rues, des promenades étranges, menaçantes, terribles, d'hommes armés de piques, de faux. De temps en temps de grandes clameurs s'élevant du Palais-Royal, ce centre révolutionnaire, et se répandant sur Paris comme des volées d'oiseaux de tempêtes; puis, dominant tout cela, la voix lugubre,

lamentable, incessante du tocsin, répondant avec son monotone tintement aux cris mille fois répétés : *Aux armes !*

A deux heures du matin, on vient donner l'alarme à l'hôtel de ville; quinze mille hommes, dit-on, descendent du faubourg Saint-Antoine et marchent sur l'hôtel de ville, qui ne peut manquer d'être forcé.

— Il ne le sera pas, répond aux messagers de mauvaises nouvelles M. Legrand de Saint-René.

— Et comment l'empêcherez-vous?

— En le faisant sauter à temps. Faites demander à l'abbé d'Ormesson cinq barils de poudre, et faites-les placer dans le cabinet contigu à la salle.

L'ordre est exécuté, les barils arrivent, et au premier baril qui paraît, les malintentionnés pâlissent et se retirent.

Le jour paraît, se levant sur ce désordre vivifiant, sur ce tumulte organisateur.

M. de Bezenval est toujours aux Invalides.

A cinq heures du matin, un homme entre chez lui, les yeux enflammés, la parole brève et rapide, la tête splendide d'audace.

— M. le baron, dit-il, il faut que vous soyez averti que toute résistance est inutile : les barrières de Paris sont brûlées à cette heure ou vont l'être ; je n'y puis rien ni vous non plus. N'essayez pas de l'empêcher : vous sacrifieriez des milliers d'hommes sans éteindre un seul flambeau.

« Je ne me rappelle point ce que je répondis à cet homme, ajoute M. de Bezenval ; mais il pâlit de rage et sortit précipitamment. J'aurais dû le faire arrêter, je n'en fis rien. »

Cependant, les compagnies se forment ; on dirait qu'il flotte dans l'air une puissance

d'agglomération qui presse les hommes les uns contre les autres. On a les volontaires de l'Artillerie, les volontaires de la Basoche, les volontaires de l'Arquebuse ; on a de la poudre, on a du salpêtre, on a même de l'artillerie, celle des gardes françaises ; mais on manque de fusils.

M. Éthis de Corny, procureur de la ville, est chargé par le comité de demander à M. de Sombreuil les fusils en dépôt aux Invalides.

Il part suivi de plus de trente mille citoyens.

Arrivé aux grilles, il est introduit ; les citoyens restent au dehors.

Il s'acquitte de sa mission ; mais M. de Sombreuil nie avoir des armes. M. de Corny n'insiste pas, se laisse reconduire ; mais au moment où on lui ouvre la porte et où le peuple devine ce qui vient de se passer, la porte est repoussée, trente ou quarante mille

hommes se précipitent, les fossés sont franchis, les sentinelles désarmées, et l'on procède à la recherche des armes.

Écoutez le récit de l'horloger Humbert, acteur et témoin de cette scène incroyable.

« J'appris dans la matinée qu'on délivrait aux Invalides des armes pour les districts. Je retournai aussitôt en avertir les bourgeois de Saint-André-des-Arcs, qui étaient assemblés vers midi et demi. M. Poirier, commandant, sentit la conséquence de cette nouvelle et se disposait à y conduire des citoyens. Je l'amenai comme de force avec cinq ou six bourgeois.

« Nous arrivâmes aux Invalides environ à deux heures, et nous y trouvâmes une grande foule qui nous obligea de nous séparer. Je ne sais ce que devint le commandant ni sa troupe. Je suivis la foule pour parvenir au dépôt où étaient les armes.

« Sur l'escalier du caveau, ayant trouvé

un homme muni de deux fusils, je lui en pris un et remontai. Mais au haut de l'escalier, la foule était si grande que tous ceux qui remontaient furent forcés de se laisser tomber à la renverse jusqu'au fond du caveau. Ne me sentant que froissé et non blessé par cette chute, je ramassai mon fusil qui était à mes pieds, et je le donnai à l'instant à une personne qui n'en avait point.

« Malgré cette horrible culbute, la foule s'obstinait à descendre. Comme personne ne pouvait remonter, on se pressait tant dans le caveau que chacun poussa les cris affreux de gens qu'on étouffe.

« Beaucoup de personnes étaient déjà sans connaissance. Alors, tous ceux qui, dans le caveau, étaient armés, profitèrent d'un avis donné, de forcer la foule non armée à faire volte-face, en lui présentant la baïonnette dans l'estomac. L'avis réussit : alors nous profitâmes d'un moment de terreur et de

reculée pour nous mettre en ligne et forcer la foule de remonter.

« La foule remonta, et l'on parvint à transporter les personnes étouffées sur un gazon , près du dôme et des fossés. Après avoir aidé et protégé le transport de ces personnes , voyant l'inutilité de ma présence, armé de mon fusil, je cherchai, mais vainement, mon commandant. Alors je pris le chemin de mon district. J'appris en route qu'on délivrait de la poudre à l'hôtel de ville ; j'y portai mes pas : on m'en donna en effet un quarteron , sans me donner de balles, n'y en ayant point, disait-on. »

A peine canons et fusils sont-ils aux mains du peuple, que l'on songe à les utiliser.

Vingt-six mille fusils sont répartis dans le peuple ; des canons sont trainés à chaque poste ; quatre sont conduits à la Bastille.

Au milieu de tout ce tumulte , les bruits

les plus étranges, annonçant les nouvelles les plus impossibles, continuent de circuler.

On dit que le régiment Royal-Allemand est rangé en bataille à la barrière du Trône.

On dit que les régiments placés à Saint-Denis se sont avancés jusqu'à la Chapelle et menacent le faubourg.

On dit que *l'ennemi* est dans le faubourg; qu'il y massacre tout, femmes et enfants, et que le sang coule à ruisseaux dans la rue de Charonne.

On dit enfin que le gouverneur de la Bastille, M. de Launay, vient de mettre ses canons en batterie, et que l'on voit leurs gueules béantes menacer à la fois le faubourg Saint-Antoine, le faubourg Saint-Marcel et les boulevards.

Alors un cri retentit, qui, pareil à une trainée de poudre, court d'une extrémité à l'autre de Paris :

— *A la Bastille ! à la Bastille !*

Qui donc , ô mon Dieu ! quand l'heure des révolutions a sonné, qui donc porte ces nouvelles insensées qui donnent le frissonnement à tout un peuple ?

Qui donc pousse le premier un de ces grands cris répétés par toute une nation ?

Vous seul le savez, mon Dieu !

Tout Paris d'une seule voix cria donc :

— *A la Bastille ! à la Bastille !*

IV

La Bastille. — Un mot de madame Duhaussset. — Les prisonniers. — Les prisons. — Châteauneuf. — Saint-Florentin. — Les lettres de cachet. — Le trafic des lettres. — Les jésuites. — Marchiali. — Lauzun. — Latude. — Haine populaire. — M. de Launay. — M. de Bezenval. — Le tocsin. — Les coups de fusil. — De Launay. — Les députés. — Thuriot de la Rozière. — *Le peuple le veut!* — Les canons retirés. — Le factionnaire. — L'erreur du peuple. — L'arrêt du comité. — M. Clouet. — Lettres de M. de Bezenval. — M. de Flesselles; sa mort. — Préparatifs du gouverneur. — L'attaque. — De Launay aux poudres; il capitule. — Les vainqueurs. — Les victimes. — Élie. — Les prisonniers.

Il y avait depuis plus de cinq siècles un monument qui pesait à la poitrine de la

France, comme le rocher infernal aux épaules de Sisyphe.

Seulement, moins confiante que le Titan, la France n'avait jamais essayé de le soulever.

Ce monument, cachet de la féodalité, imprimé sur le plan de Paris, c'était la Bastille.

Certes le roi était trop bon, comme disait madame Duhaussset, pour faire couper une tête; mais le roi faisait mettre à la Bastille.

Une fois qu'on était à la Bastille par ordre du roi, on était un homme oublié, séquestré, enterré, anéanti. On y restait jusqu'à ce que le roi se souvint de vous, et les rois ont toujours tant de choses nouvelles auxquelles il faut qu'ils pensent, qu'ils oublient souvent de penser aux vieilles choses.

D'ailleurs, il n'y avait pas en France qu'une seule Bastille; il y avait vingt bastil-

les, qu'on appelait le For-l'Évêque, Saint-Lazare, le Châtelet, la Conciergerie, Vincennes, le château de la Roche, le château d'If, les îles Sainte-Marguerite, Pignerol, etc., etc., etc.

Seulement, la forteresse de la porte Saint-Antoine s'appelait *la Bastille*, comme Rome s'appelait LA VILLE.

C'était la Bastille par excellence, elle valait à elle seule toutes les autres bastilles.

Pendant près d'un siècle, le gouvernement de la Bastille demeura dans une seule et même famille.

Cette famille régna presque aussi longtemps qu'une dynastie.

A Châteauneuf succéda son petit-fils Saint-Florentin.

La dynastie s'était éteinte en 1777.

Pendant ce triple règne, nul ne peut dire le nombre de lettres de cachet qui furent signées.

Saint-Florentin en signa, à lui seul, cinquante mille.

Ce fut un grand revenu aboli, que la suppression des lettres de cachet.

On en vendait aux pères qui voulaient se débarrasser de leurs fils; on en vendait aux femmes qui voulaient se débarrasser de leurs maris.

Plus les femmes étaient jolies, moins les lettres de cachet se vendaient cher.

Depuis la fin du règne de Louis XIV, toutes ces prisons d'État, et surtout la Bastille, étaient aux mains des jésuites.

En 1773, six de ces prisons seulement renfermaient trois cents prisonniers.

On se rappelle les principaux parmi ces prisonniers : le Masque de fer, Lauzun, Latude.

Les jésuites étaient confesseurs; ils confessaient les prisonniers pour plus grande sûreté.

Pour plus grande sûreté encore, une fois morts, on les enterrait sous de faux noms.

Le Masque de fer, on se le rappelle, fut enterré sous le nom de Marchiali. Il y était resté quarante-cinq ans.

Lauzun y resta quatorze ans, lui; Latude, trente-quatre.

Mais au moins, le Masque de fer et Lauzun avaient commis de grands crimes, eux.

Le Masque de fer, frère ou non du roi Louis XIV, ressemblait, assure-t-on, au roi Louis XIV de façon à s'y tromper.

C'est bien imprudent que d'oser ressembler à un roi!

Lauzun avait failli épouser ou peut-être même avait épousé la grande Mademoiselle.

C'est bien hardi d'épouser une princesse!

Mais Latude, pauvre diable, qu'avait-il fait?

Oh! ce n'était donc pas pour rien que la Bastille était haïe.

Le peuple en avait fait comme une chose vivante, comme une de ces tarasques gigantesques, comme une de ces bêtes du Gévaudan colossales, qui dévorent impitoyablement les hommes.

Aussi, à ce cri : *A la Bastille ! à la Bastille !* un frisson électrique courut-il par le corps de tout le monde.

On se précipita vers le géant de pierre.

C'était une chose insensée que d'avoir cette idée, de prendre la Bastille.

La Bastille avait des vivres, une garnison, de l'artillerie. La Bastille avait des murs de quinze pieds d'épaisseur à son faite, de quarante pieds d'épaisseur à sa base. La Bastille avait un gouverneur exécré pour ses exactions ; un gouverneur qui vendait au poids de l'or aux prisonniers le pain, l'eau, et jusqu'à l'air.

Ce gouverneur était prévenu qu'un jour ou l'autre il serait fait quelque tentative sur

la Bastille ; prévenu par M. de Bezenval, qui lui écrivait, le 3 juillet :

« Je vous envoie, monsieur, M. Berthier, officier de l'état-major, pour prendre des renseignements sur la Bastille, et voir avec vous les précautions qu'il y a à prendre tant pour le local que pour l'espèce de garnison dont vous pouvez avoir besoin. Ainsi, je vous prie de lui donner toutes les connaissances relatives à cet objet. J'ai été tranquille sur les premières inquiétudes que vous m'avez données, parce que j'étais sûr de mon fait, et vous voyez, en effet, qu'il ne vous est rien arrivé ; mais l'avenir est différent, et c'est pour cela que je cherche à être instruit du poste.

« BARON DE BEZENVAL. »

M. Berthier avait donc visité la Bastille avec le gouverneur, et toutes les précautions avaient été prises.

On a vu qu'à huit heures du matin, le bruit s'était répandu que les canons de la Bastille étaient braqués sur le faubourg Saint-Antoine, sur le faubourg Saint-Marcel et sur les boulevards.

En apprenant cette nouvelle, le comité, à qui n'était point venue et à qui ne vint jamais cette idée, que la Bastille pouvait être prise; le comité, disons-nous, envoya au gouverneur M. de Launay, M. Bellon, officier de l'arquebuse, Billefod, sergent-major d'artillerie, et Chaton, ancien sergent des gardes françaises, afin de l'engager à retirer ses canons et à ne commettre aucune hostilité.

Ainsi l'hôtel de ville ne pensait pas à prendre la Bastille.

Le Palais-Royal, ce grand centre d'initiative, n'y pensait pas non plus; il pensait à dresser une liste de proscription; il condamnait à mort la reine, madame de Polignac,

le comte d'Artois, le prévôt des marchands ; mais à prendre la Bastille, il n'y songeait pas.

Qui pouvait songer à prendre la Bastille ? Une seule puissance, le peuple, c'est-à-dire un élément.

Il n'y eut point de plan, il y eut un cri ; ce ne fut point une action de guerre, ce fut une action de foi.

A peine une voix eut-elle crié : *A la Bastille !* que toutes les voix crièrent : *A la Bastille !* A peine une voix eut-elle dit : *Prenons la Bastille !* que tous les cœurs répondirent : *Nous la prendrons !*

Aussi sur les quais, par les rues, par les boulevards, par les faubourgs, tout le monde se rua-t-il sur la Bastille. On courait là comme à un cirque, où chacun devait être acteur et spectateur ; on courait là comme à une fête terrible, et chacun criait en traînant après soi tous ceux qui entendaient ce cri : *A la Bastille !*

Et au-dessus de toutes ces voix humaines, vibrait la voix de bronze du tocsin ; elle planait sur tout ce peuple , prêt à combattre , prêt à vaincre , prêt à mourir , et elle criait à elle seule plus haut que tout le monde : *A la Bastille!... à la Bastille!...*

Déjà, vers minuit, première déclaration de guerre : sept coups de fusil avaient été tirés sur la Bastille.

Le gouverneur, alors, était monté sur la plate-forme avec son état-major. Il n'avait rien vu de bien menaçant, sinon cet incendie des barrières, et encore allait-il s'éteignant.

Il écouta longtemps, la tête penchée en dehors des créneaux, et il lui sembla que la ville s'endormait comme d'habitude ; alors, il redescendit.

A huit heures un quart, les députés de l'hôtel de ville lui arrivent ; ils viennent le prier humblement de retirer ses ca-

nons, et ils promettent qu'on n'attaquera pas.

Dans un autre moment, cette promesse que faisaient les électeurs à la Bastille de ne point l'attaquer eût bien fait rire le gouverneur.

Mais, cette fois, il y avait un pressentiment fatal dans le cœur de M. de Launay : il ne rit pas ; il promet de tirer ses canons en arrière, et retint les députés à déjeuner avec lui. Tant qu'ils étaient là, il se sentait tranquille.

Au moment où ils sortaient, un homme entra. Cet homme qui entraient était envoyé par son district, le district de Saint-Louis-la-Culture. Cet homme se nommait Thuriot de la Rozière. Il ne venait déjà plus traiter avec la Bastille ; il venait la sommer de se rendre.

C'était, dit Michelet, le poétique chroniqueur, le profond historien, c'était un dogue de la race de Danton, qui portait en lui le génie colérique de la révolution. Aussi le

retrouvons-nous deux fois : une fois au commencement, une fois à la fin ; et à ces deux fois, sa parole est mortelle.

A la première fois, il tue la Bastille ; à la seconde fois, il tue Robespierre.

Le gouverneur est prévenu : il ordonne que Thuriot ne passe pas le pont ; mais Thuriot l'a passé.

Il ordonne que Thuriot ne franchisse pas la seconde cour ; mais Thuriot l'a franchie.

A la seconde cour, on va l'arrêter : Thuriot passe. Restent les fossés. On lèvera le pont-levis ; le pont-levis se lève trop tard : Thuriot est de l'autre côté du pont-levis.

Là, il se trouve en face de la grille qui donne dans la dernière cour, dans la cour intérieure, dans celle qui sert de promenade aux prisonniers.

Elle est gardée par ses huit tours, c'est-à-dire par huit géants.

Derrière la grille est le gouverneur.

Sur un mot du gouverneur, quatre pièces de canon en batterie peuvent vomir la mitraille.

— Monsieur, dit Thuriot en montrant cette artillerie comme il eût fait de jouets d'enfant, retirez vos canons, et rendez la Bastille; le peuple le veut!

C'était la première fois que la volonté du peuple pénétrait, même par ambassadeur, dans la forteresse royale.

Aussi ces paroles : *Le peuple le veut!* durent-elles bien étonner les échos de la sombre prison.

Les de Launay étaient comme les Château-neuf, les la Vrillière et les Saint-Florentin. Ils avaient la Bastille de père en fils. Ce de Launay-là ne devait pas être un vrai soldat, car s'il eût été un vrai soldat, il eût mis lui-même le feu à un canon et eût foudroyé Thuriot.

D'ailleurs, les places de la Bastille s'ache-

taient : ce n'était pas le ministre de la guerre qui nommait là, c'était le lieutenant de police. Le gouverneur de la Bastille était un concierge en grand, un gargotier à épau-
lettes, qui ajoutait à ses soixante mille francs d'appointement soixante mille francs d'ex-
torsions et de rapines. C'était en somme un
misérable qui méritait d'être pendu par un
jugement, et non d'être décapité par la
foule.

A l'abri de ses murailles, entouré de sa
garnison, il eut peur d'un homme seul ; il
est vrai que cet homme n'avait pas peur, lui,
et le regardait en face.

Il obéit. Il fit reculer les canons, jura et
fit jurer à la garnison qu'elle n'attaquerait
point si elle n'était point attaquée.

Ce serment fait, il croit être débarrassé de
Thuriot. Erreur ! il y a des canons sur les
tours ; Thuriot veut s'assurer que, comme
ceux d'en bas, ils sont retirés.

Le gouverneur monte avec lui : on dirait un hôte complaisant, qui fait à un illustre visiteur les honneurs de son château.

Arrivés sur les tours, Thuriot et le gouverneur dominant tout Paris ; Paris plein d'hommes armés.

Vu ainsi de haut en bas, Paris était effrayant à voir, surtout lorsqu'on regardait du côté du faubourg Saint-Antoine.

De ce côté s'avançaient dix mille ouvriers aux intentions desquels il n'y avait point à se tromper ; autant du côté du faubourg Saint-Marcel ; le double du côté des boulevards.

Le gouverneur pâlit et s'appuie au bras de Thuriot.

— Vous avez cru que j'étais seul, lui dit Thuriot en riant ; vous voyez maintenant que vous vous étiez trompé.

Le gouverneur pouvait passer son épée au

travers du corps de Thuriot, qui était sans armes; il pouvait en descendant le pousser dans quelque oubliette.

Il en eut l'idée.

Thuriot lut son intention sur son visage, et comme le gouverneur ouvrait la bouche pour parler à la sentinelle :

— Un mot, un seul, lui dit Thuriot en lui saisissant le bras, et je vous jure qu'un de nous deux tombera dans le fossé.

Mais le gouverneur avait eu tort de compter sur la sentinelle.

Tout le monde tremblait, à la Bastille, excepté celui qui eût dû trembler.

La sentinelle posa son fusil sur le parapet et s'approcha de Thuriot.

— Que me voulez-vous? demanda celui-ci.

— De grâce, monsieur, montrez-vous! dit la sentinelle.

— Et pourquoi me montrerais-je?

— Parce que, ne vous voyant pas, ils vous croiront prisonnier, et que, vous croyant prisonnier, ils nous attaqueront.

Thuriot se montra.

Cent mille mains applaudirent. C'était Thuriot qui était le véritable gouverneur de la Bastille.

Thuriot descendit, traversa les fossés, la seconde cour, puis la première, puis le pont.

Il ne se doutait pas qu'il venait de faire une chose inouïe. Il est vrai qu'en sortant il faillit être tué : le peuple se figurait, après avoir vu Thuriot avec le gouverneur, que Thuriot allait lui ouvrir les portes de la Bastille.

Voyant que les portes demeurèrent fermées, il prit Thuriot pour un traître.

— Puisque le gouverneur n'ouvre pas les portes, disait le peuple, pourquoi n'a-t-il pas fait fusiller Thuriot ?

Et ce raisonnement était parfaitement logique.

Thuriot, pendant ce temps, s'acheminait vers l'hôtel de ville, où il allait faire son rapport.

En écoutant le récit du terrible ambassadeur, en apprenant que le peuple, de tous côtés, marche sur la forteresse, en entendant retentir les premiers coups de canon, le comité s'épouvante des malheurs qui peuvent arriver, et rend l'arrêté suivant :

« Le comité permanent de la milice parisienne, considérant qu'il ne doit y avoir à Paris aucune force militaire qui ne soit sous la main de la ville, charge les députés qu'il envoie à M. le marquis de Launay, gouverneur de la Bastille, de lui demander s'il est disposé à recevoir dans cette place les troupes de la milice parisienne, qui la garderont de concert avec les troupes qui s'y trouvent

actuellement et qui seront aux ordres de la ville.

« Fait à l'hôtel de ville, ce 14 juillet 1789.

« *Signé*, DE FLESSELLES,

« Prévôt des marchands et président du comité.

« DELAVIGNE,

« Président des électeurs. »

L'arrêté fut remis à l'abbé Fauchet, et à MM. Delavigne et Chignard.

Au moment où ils allaient partir, on amena trois invalides pris en dehors de la Bastille, et accusés d'avoir tiré sur le peuple; l'un d'eux haussait dédaigneusement et froidement les épaules :

— *Comment puis-je avoir tiré sur vous, demandait-il, puisque je n'ai point d'armes?*

Le peuple les poursuivait et demandait leur mort : les électeurs s'en emparèrent, affec-

tant de les traiter en coupables ; mais à peine furent-ils hors de la vue du peuple, qu'on leur expliqua que la prison où on les conduisait n'était qu'un abri.

Un instant après on entendit crier que le gouverneur de la Bastille était pris, et l'on vit aux mains de la foule un homme au visage ensanglanté et aux vêtements en désordre. Il avait été battu, maltraité, il était couvert de contusions. M. de Saudray et M. de la Salle, au péril de leur vie, sauvèrent la sienne.

Cet homme, c'était non pas M. de Launay, commandant de la Bastille : c'était M. Clouet, régisseur des poudres.

Au milieu de ce tumulte, la seconde députation s'était éloignée, mais laissant derrière elle les germes d'un tumulte plus grand que celui qu'elle venait de voir s'apaiser.

Deux lettres venaient d'être saisies, toutes deux signées Bezenval, adressées l'une à

M. du Puget , major de la Bastille , l'autre à M. de Launay.

Voici ces deux lettres ou plutôt ces deux billets :

« Je vous envoie, mon cher M. du Puget, l'ordre que vous croyez nécessaire : vous le remettrez.

« BEZENVAL.

« Paris, ce 14 juillet 1789. »

« M. de Launay tiendra jusqu'à la dernière extrémité. Je lui ai envoyé des forces suffisantes.

« BEZENVAL.

« Ce 14 juillet 1789. »

Déjà deux fois la vengeance populaire avait été trompée.

Les trois invalides avaient été sauvés.

Le régisseur des poudres avait été sauvé.

La Bastille allait tenir, les lettres de Bezenval en faisaient foi.

Si M. de Launay tenait, c'est qu'il était sûr d'avoir des appuis au dehors.

Quel devait être un de ces appuis, et même des plus puissants ?

Le prévôt des marchands Flesselles, qui tant de fois avait trompé le peuple : tantôt en lui faisant ouvrir pour des caisses d'artillerie des caisses contenant de vieux linges ; tantôt en l'envoyant, avec un ordre de lui, prendre aux Célestins et aux Chartreux des armes qui n'y existaient pas.

Une sourde colère s'amassait donc contre lui, et à son aspect le mot *trahison* circulait dans les groupes.

Aux premiers murmures que Flesselles entendit autour de lui, il voulut quitter la place : on sait qu'il était président du comité.

— Que faites-vous? lui demanda-t-on.

— Puisque je suis suspect à mes concitoyens, répondit-il, il est indispensable que je me retire.

A ces mots, il voulut descendre de son estrade; mais on l'en empêcha.

A ce premier obstacle opposé à sa volonté, le prévôt pâlit et comprit qu'il y avait un danger sur lui.

Au même instant un homme s'approcha, qui lui redemanda impérieusement les clefs du magasin de la ville. Quelques voix alors proposèrent de le conduire au Châtelet; mais la majorité s'y opposa, et proposa de le mener au Palais-Royal, pour y être jugé. Cet avis étant devenu général, le prévôt n'essaya pas même de faire résistance.

— Soit, messieurs, dit-il d'une voix assez calme. J'y consens. Allons au Palais-Royal.

Et à ces mots il descendit de l'estrade et traversa la salle. A la porte de l'hôtel de ville,

la foule, le reconnaissant, se précipita sur lui, mais par curiosité plutôt que par menace. Il traversa la place suivi, entouré même par cette multitude. Mais en arrivant au coin du quai Pelletier, un inconnu s'élança et lui tira à bout portant un coup de pistolet qui lui fit sauter la cervelle.

Cet inconnu pour l'histoire, M. Naigcon, dans ses notes sur les *Mémoires* de Bailly, nous révèle son nom. C'était, assure-t-il, un des frères Morin de Charleville, marchand de bijoux, demeurant cloître Saint-Germain-l'Auxerrois.

Au premier moment, on revint dire à l'hôtel de ville que Flesselles avait été massacré par le peuple, et cette nouvelle produisit une profonde sensation.

On apprit ensuite qu'il avait été assassiné, ce qui était bien différent.

Cependant la députation s'acheminait vers la Bastille.

Mais il était déjà trop tard, la Bastille était attaquée.

Disons quels étaient ses moyens de défense.

La Bastille avait quinze pièces de canon sur ses terrasses et trois pièces de campagne dans sa grande cour, en face de sa porte d'entrée. Elle avait quatre cents biscaïens, quatorze coffrets de boulets sabotés, quinze cents cartouches, une grande quantité de boulets de calibre, et deux cent cinquante barils de poudre, pesant cent vingt-cinq livres chacun.

Cette poudre avait été transportée, de l'Arsenal à la Bastille, par les Suisses de Salis-Chamade, dans la nuit du 12 au 13 juin.

En outre, dès le 10, M. de Launay avait fait monter sur ses tours six voitures de pavés, de ferrements et de boulets qui n'étaient pas de calibre : le tout destiné à défendre les approches du pont, au cas où les assaillants

s'approcheraient trop pour qu'on pût employer le canon contre eux.

Ce n'était pas le tout. Les garde-fous avaient été détruits, et les ponts une fois levés rendaient plus difficile le passage du fossé. Douze fusils de rempart, appelés les *amusettes du comte de Saxe*, avaient été mis en batterie et protégeaient l'entrée de son appartement à lui, dans lequel des meurtrières cachées par des jalousies avaient été préparées.

Quatre-vingt-deux invalides et trente-deux Suisses du régiment de Salis-Chamade, commandés par M. Louis de Flue, composaient la garnison, qui, au reste, n'avait pour se nourrir, et c'était là le côté faible de la place, que deux sacs de farine et un peu de riz.

Dès le 13, c'est-à-dire le lundi, M. de Launay avait fait prendre les armes à la garnison et fait fermer les portes du quartier. La compagnie y avait laissé tous ses effets.

Deux soldats invalides , sans armes , avaient été chargés de veiller à l'ouverture et à la fermeture des portes donnant sur l'Arsenal et sur la rue Saint-Antoine. On avait établi des factionnaires à tous les postes , et douze hommes avaient été placés sur les tours pour observer ce qui se passait au dehors.

C'est sur ces douze hommes qu'avaient été tirés , pendant la nuit du 13 au 14 , les sept coups de fusil dont nous avons déjà parlé.

Le matin nous avons vu entrer la première députation chez le commandant , puis nous avons suivi M. de Launay dans sa promenade avec Thuriot.

Dix minutes après la sortie de Thuriot de la Bastille , deux ou trois cents citoyens se présentèrent devant l'entrée principale , demandant des armes et des munitions.

Dans tous les grands mouvements révolutionnaires qui ont eu lieu jusqu'aujourd'hui,

et dans lesquels le peuple s'est trouvé en lutte avec son souverain, il y a toujours un moment où un nuage passe sur les deux camps, qu'il plonge dans l'obscurité; puis de ce nuage jaillit un éclair, précurseur des grandes catastrophes.

Voici où passe le nuage; voici, par conséquent, où les historiens ne sont pas d'accord, attendu que leurs yeux ne sauraient percevoir l'obscurité.

Alors chaque parti accuse l'autre ou d'avoir rompu la trêve, ou d'avoir commencé les hostilités; et de même que chacun accuse chacun, tous sont accusés.

Qui peut dire, au 10 août, qui a tiré le premier coup de fusil, des Suisses ou des citoyens?

Qui peut dire, au 27 juillet, qui a fait luire le premier éclair, de la garde royale ou des bourgeois de Paris?

Qui peut dire, au 23 février, d'où vint le

coup de pistolet auquel le 14^e de ligne prétend avoir répondu par la fusillade du boulevard des Capucines ?

Voici le fait tel que le raconte Prudhomme, tel que l'affirment les auteurs de la *Révolution de France*.

L'un était contemporain ; les autres étaient témoins oculaires. Seulement les uns et les autres sont ennemis de la cour.

Deux ou trois cents citoyens se seraient donc présentés à la porte de la Bastille pour demander des armes et des munitions. Les voyant sans défense, M. de Launay les aurait accueillis ; le pont-levis se serait baissé devant eux ; ils seraient entrés dans la première cour ; le pont se serait relevé derrière eux, et alors un massacre effroyable aurait commencé.

Aux cris que poussent ceux qu'on égorge, une grande rumeur court par cette foule qui ondule un instant avec une apparente hési-

tation, puis, montant tout à coup comme une marée, se précipite vers le château en criant :

— *A bas la troupe ! à bas la Bastille !*

A bas la Bastille ! Étrange confiance qu'avait ce peuple. Il comprenait qu'il allait se hâter et prendre la Bastille d'un coup de main.

Si l'on eût proposé la chose à Condé, à Turenne ou au maréchal de Saxe, comme ils se fussent mis à rire en grands capitaines !

Mais le peuple ne riait pas ; il rêvait les moyens les plus étranges, les inventions les plus fantastiques.

On appela d'abord les pompiers, pour qu'ils mouillassent les lumières des canons et éteignissent les mèches.

La pompe la plus forte n'allait pas au tiers de la hauteur des murailles.

Il y avait un gros brasseur qui offrait de

mettre le feu à la Bastille, en l'inondant d'huile et en mettant le feu à cette huile avec du phosphore.

Cette proposition fut faite par l'illustre Santerre, et elle est consignée au procès-verbal des électeurs.

Pendant que les pompiers déclarent l'impossibilité où ils sont de noyer les pièces avec leurs pompes, tandis que Santerre péroré, deux hommes agissent.

L'un se nomme Louis Tournay : c'est un ancien soldat au régiment Dauphin.

L'autre se nomme Aubin Bonnemère : c'est un ancien soldat au régiment Royal-Comtois.

Tous deux montent sur le toit d'un petit corps de garde placé près du pont-levis. Tournay descend, pénètre dans le corps de garde pour y prendre les clefs, et, ne les trouvant pas, remonte sur le toit, demande une hache qu'on lui apporte, et avec cette

hache, au milieu d'une grêle de balles, brise les verrous et les serrures du pont-levis, tandis que de l'autre côté on travaille à enfoncer les portes. Enfin les chaînes se brisent ; le pont tombe, et en tombant écrase un homme et en blesse un autre.

Alors les boulevards, les faubourgs, la place de la Bastille prennent un aspect effrayant. Paris tout entier semble s'y précipiter par ces trois larges artères. Femmes, abbés, journaliers, artisans, soldats, la plupart de ces derniers sans autres armes que leurs sabres, encombrement les abords de la forteresse. Ceux qui ont des fusils font feu ; ceux qui n'en ont pas crient : « Courage ! » De Launay commence à comprendre qu'il usera sur cette masse compacte jusqu'à sa dernière charge de poudre et jusqu'à son dernier bicaïen sans en avoir abattu la dixième partie.

Cependant l'attaque la plus vive était aux

environs du pont-levis. Du haut des tours, on voyait la seconde députation, puis une troisième qui faisait ses efforts pour obtenir une trêve et accomplir sa mission pacificatrice. Enfin on entend du côté de l'Arsenal le bruit du tambour et de grands cris poussés; puis on voit entrer dans la cour de l'Orme, par la cour des poudres et salpêtres, un drapeau escorté par un grand nombre de citoyens armés. Une troupe considérable s'avance vers la cour du Gouvernement, et erie de suspendre le feu. Aussitôt le feu s'arrête, un drapeau blanc est arboré sur une des tours, les chapeaux voltigent au bout des mains en signe de trêve.

Alors MM. de Corny, de Francontay, Lafleury, Milly, de Beaubourg, Piquot de Sainte-Honorine, Boucheron, Coutans Six et de Jouannon, ce dernier précédé d'un tambour et portant le drapeau, se mettent en marche et pénètrent sous la voûte qui

conduit au pont de l'avancée. Au même moment, un homme du peuple qui veille sur eux leur fait remarquer une pièce de canon dont le cou s'allonge à travers l'embrasure des tours, et que l'on pointe sur la cour de l'Orme, où ils s'apprêtent à pénétrer.

A cette vue, retenus par le peuple, M. de Corny et ses collègues restent sous la voûte ; mais rien ne peut arrêter M. de Francontay. Seul, avec le tambour et le drapeau, il s'avance jusqu'au bord du fossé ; une dizaine d'hommes ne veulent pas l'abandonner et se précipitent à ses côtés en criant :

— Nous périrons avec vous ou nous mangerons tous ces b.....-là.

Au même instant la pièce de canon s'enflamme, deux hommes tombent à ses côtés ; et renonçant à un courage inutile, il va rejoindre la députation sous la voûte, et reprend avec elle le chemin de l'hôtel de ville.

Alors les assaillants comprennent qu'ils useront leurs forces contre ces terribles murailles, que le fer est impuissant et qu'ils doivent appeler le feu à leur secours. Ils amènent trois voitures de paille et mettent le feu au corps de garde, au Gouvernement et aux cuisines.

Au moment où l'incendie éclate dans toute sa force, arrivent un détachement de grenadiers de Ruffeville ; une trentaine de fusiliers de la compagnie de Lubersac, commandés par MM. Vargnier et Labarthe ; enfin une nombreuse troupe de bourgeois, commandés par un nommé Hullin.

Hullin a été nommé commandant de cette troupe d'une voix unanime ; c'est lui qui a décidé la marche des gardes françaises qui le suivent, et qui accourent armés de trois pièces de canon, qu'ils renforcent bientôt de deux autres, rencontrées près de l'Arsenal ; deux pièces de quatre, un canon plaqué

en argent venant du Garde-Meuble et un mortier, sont alors dressés en batterie et dirigés sur les embrasures de la forteresse, d'où les amusettes du comte de Saxe font un tel carnage qu'un seul homme tombe criblé de trente-deux balles.

Deux autres pièces sont placées près de la pompe et du passage de Lesdiguières. Peu à peu on les pousse jusqu'à la porte qui communique au jardin de l'Arsenal, et une fois là, malgré le feu des assiégés, on pénètre dans la dernière cour.

C'est alors que les charrettes dans lesquelles on a amené la paille se trouvent fermer l'entrée du fort et couper le passage aux assiégeants, et qu'Élie, dont ce grand jour devait illustrer le nom, s'avance résolument avec deux ou trois hommes, et, au milieu d'une grêle de balles, parvient à en écarter une : la seconde, plus lourde, résiste ; mais un vigoureux marchand mercier, nommé Réole,

s'attelle à cette voiture tout enflammée, et parvient à la tirer à l'écart, après avoir vu tomber à sa droite et à sa gauche ceux qui l'aident dans cette périlleuse besogne. Aussitôt la place libre, deux canons sont braqués en face du grand pont, et l'attaque recommence plus ardente que jamais ; en même temps, une autre colonne force l'hôtel de la régie des poudres et salpêtres, et s'empare d'une jeune fille que l'on prend pour la fille du gouverneur. Or, la rage contrè M. de Launay est telle, qu'on propose de brûler cette enfant, si le commandant ne rend pas la place. Vainement elle crie qu'on se trompe, qu'elle n'est point la fille du gouverneur, mais de M. de Monsigny. On apporte une paille enflammée, on va l'y jeter vivante, quand Aubin Bonnemère, ce brave escadreur de toits que nous avons déjà nommé, s'élance sur elle, l'arrache des mains de ses bourreaux, tandis que son père, qui voit du

haut de la plate-forme le danger qu'elle court, tend les bras, prêt à se précipiter du haut des tours, où deux balles l'atteignent en même temps, et le renversent deux fois blessé. La jeune fille voit tomber son père, jette un cri et s'évanouit dans les bras d'Aubin, qui l'emporte.

Quelque chose de plus terrible encore se passe à l'Arsenal ; un perruquier y a pénétré armé de deux tisons. L'arme est singulière, on en conviendra, pour prendre un magasin à poudre. Un homme nommé Humbert, qui deux heures plus tard devait avoir la gloire de monter le premier sur les tours de la Bastille, aperçoit l'insensé, le renverse d'un coup de crosse au milieu de la poitrine, au moment où il vient de jeter un de ses tisons dans un tonneau de salpêtre, qu'il éparpille à terre et qu'il éteint ; puis, laissant la garde de l'Arsenal à quelques citoyens plus calmes, il s'élance parmi les assiégeants, et disparaît dans leur foule.

Cependant il régnait un grand trouble dans la forteresse. M. de Launay, qui comprenait qu'il n'y avait point de quartier pour lui, poussait la garnison à une défense désespérée. L'officier des Suisses, Louis de Fluc, était décidé à le seconder de son mieux dans cette résolution.

— Ferez-vous feu sur les invalides, demanda-t-il à ses soldats, si les invalides refusent d'exécuter les ordres du gouvernement?

— Oui, répondirent laconiquement ceux-ci.

En effet, les invalides chancelaient. Ne pouvant, à cause de la herse, faire passer les canons par le grand pont-levis, les assiégés les avaient démontés et portés à bras par le petit. On était arrivé ainsi dans la cour du Gouvernement; on avait remonté les deux canons et on les avait traînés jusqu'au pont dormant de la forteresse. A quatre heures, cette manœuvre qui devait livrer la Bastille aux assiégeants était achevée.

Ce fut alors que ce qu'avait prévu M. de Fluc arriva, et que les invalides, sans refuser encore d'obéir, firent observer au gouverneur, par l'intermédiaire de leurs bas officiers, que toute résistance était inutile. Alors M. de Launay ordonne une distribution de vin aux soldats, et tandis qu'ils boivent, il saisit une mèche d'un canon et s'élance vers la sainte-barbe.

Heureusement un caporal nommé Ferrand était de garde à la porte ; il croise la baïonnette sur lui et le repousse.

Alors il descend vers les caves de la tour de la Liberté où a été déposée une partie des poudres apportées dans la nuit du 12 au 13 juin ; là encore il rencontre un invalide nommé Béquart, qui le force à se retirer.

Alors il demande par grâce un seul baril de poudre, qui lui est refusé.

Désespéré, M. de Launay remonte sur les remparts, convoque la garnison, lui déclare

que rien ne peut la sauver, et que, pour lui et pour elle, mieux vaut mourir en combattant que de se rendre et d'être égorgé sans se défendre.

Mais les soldats répondirent qu'ils étaient décidés à tout risquer plutôt que de prolonger une défense qui, légitime et glorieuse devant l'ennemi, devenait sacrilège du moment où Français se battaient contre Français.

— Que voulez-vous donc que je fasse alors ? s'écria M. de Launay.

— Faites monter un tambour sur la plateforme et arborer le drapeau blanc.

— Le drapeau blanc n'existe plus, répondit M. de Launay : il a déjà été arboré une fois, j'ai trouvé que c'était trop, et je l'ai brûlé.

— Eh bien ! votre mouchoir, dit l'invalides Roullard.

Et, leur jetant son mouchoir, il alla s'as-

seoir sur une borne dans un angle de la cour.

Les soldats appelèrent aussitôt un tambour que l'on fit monter sur la plate-forme pour battre la chamade ; un soldat l'accompagnait faisant flotter le mouchoir blanc à la baïonnette de son fusil.

Quand on vit flotter le mouchoir, quand on entendit le roulement du tambour, un grand cri de joie s'éleva de la foule.

Mais restait l'officier suisse et ses trente hommes, qui ne voulait pas, lui, se rendre ainsi sans condition ; aussi, voyant à la tête des assaillants un officier en uniforme, s'adressa-t-il directement à lui pour lui proposer une capitulation. Cet officier, c'était Élie.

La négociation s'entama à travers une espèce de créneau placé près du pont-levis.

M. Louis de Flue demanda que lui et ses

hommes pussent sortir avec les honneurs de la guerre.

Mais, à cette proposition, les assiégeants se révoltèrent et répondirent négativement : ils voulaient la victoire complète, le triomphe tout entier.

Alors M. de Flue écrivit quelques mots sur un papier qu'il passa par la même ouverture.

Ce n'était pas chose commode que de venir prendre ce papier d'un côté à l'autre du fossé.

Réole se dévoua.

Il fit jeter une longue planche d'un côté à l'autre du fossé, et se hasarda sur le pont tremblant.

Un homme qui le suivit tomba dans le fossé et se tua.

Mais Réole atteignit sans accident le pied des murailles ; il prit le papier et le rapporta à Élie, qui le lut tout haut.

Voici ce qu'il contenait.

« Nous avons vingt milliers de poudre : nous ferons sauter la garnison et tout le quartier, si vous nous refusez la capitulation que nous vous avons demandée. »

Élie montra le billet à ses voisins, et de proche en proche on se dit l'un à l'autre ce qu'il contenait.

Alors on se mit à crier de toute part :

— Abaissez vos ponts, et il ne vous arrivera rien.

— Acceptez-vous? répondit la voix du capitaine suisse, de l'intérieur de la forteresse.

— Oui, dit Élie, foi d'officier, nous acceptons.

Alors le gouverneur, sommé de donner la clef du petit pont-levis, la tira de sa poche, et la donna.

Cinq minutes après, le pont s'abaissait.

La porte ne fut pas plutôt ouverte que la foule se précipita.

Les premiers qui entrèrent furent Élie, cet officier au régiment de la Reine, qui avait reçu et lu la capitulation; Hullin, qui fut depuis lieutenant général et gouverneur de Paris, lors de la conspiration Malet; Maillard, fils d'un huissier à cheval, huissier ou procureur lui-même; Maillard, à qui les journées des 5 et 6 octobre, et celles des 2 et 3 septembre ont fait une si terrible célébrité, sur laquelle l'impartiale histoire commence à revenir; Tournay, qui avait enfoncé le toit du corps de garde; Réole, qui avait été chercher la capitulation, à l'aide de cette planche tremblante jetée sur les fossés; Louis Morin, garçon boulanger; Humbert, horloger; un nommé François; puis quelques gardes françaises; puis un flot de bourgeois.

Les premiers qui entrèrent songeaient bien à tenir la capitulation ; ils entraient bien plus en frères qu'en ennemis. Ils sautèrent au cou des officiers et de l'état-major en signe de paix et de réconciliation, et firent tout ce qui dépendait d'eux pour faire tenir les articles de la capitulation.

Mais il n'en fut pas de même de ceux qui suivirent.

Ceux qui entrent les premiers dans un retranchement, dans une ville, dans une forteresse, ce sont les plus braves et par conséquent les plus généreux ; on peut toujours compter sur ceux-là.

Les premiers entrés voulaient tout sauver, les autres voulaient tout tuer.

Ils se jetèrent sur les invalides, reconnaissables à leurs uniformes, et qui avaient déposé leurs armes le long du mur, à droite, en entrant.

Quant aux Suisses, ils échappèrent au pre-

mier mouvement, revêtus qu'ils étaient de sarraux de toile grise : on les prit pour des prisonniers; d'ailleurs, on ne les avait pas vus, ils n'étaient pas montés sur les tours, ils étaient restés dans les cours, d'où ils avaient fait un feu continu, tant par les créneaux que par les trous qu'ils avaient pratiqués dans les ponts-levis.

Il y en avait trente-deux, aucun ne fut tué pendant le combat; un seul le fut après. Le hasard voulut que ce fut celui-là même qui avait chargé et pointé le fusil de rempart qui avait fait tant de mal parmi les assiégeants. Il avait été embarqué et avait appris la manœuvre du canon sur les vaisseaux du roi. Plus coupable que ses camarades, dès que le pont fut baissé il voulut fuir; mais il fut blessé dans la cour du passage d'un coup de baïonnette, et la blessure se trouva mortelle.

Outre celui-là, un seul homme avait été

tué pendant le siège : c'était un invalide nommé Fortuné ; trois ou quatre de ses compagnons avaient été légèrement blessés.

Tout ce second flot de peuple qui arrivait était tellement furieux , qu'il se rua dans le logement des officiers de l'état-major , en brisa les meubles , les portes , les croisées. Pendant ce temps, ceux qui étaient dans les cours continuaient de tirer, par amusement, par forfanterie, par peur même. Réole raconte que, rencontrant un de ses amis au haut des tours, il se jeta dans ses bras. Au moment où cet ami plein de joie et d'enthousiasme ouvrait la bouche pour crier : *Vive la liberté!* une balle venant d'en bas lui entra dans la bouche, lui traversa le palais, et lui fit sauter la cervelle.

La méprise était dure : aussi fit-on monter un garde française sur un canon, afin que l'on reconnût les vainqueurs, et que l'on cessât le feu.

Quant aux invalides, ils furent moins heureux que les Suisses ; la foule les maltraita, en blessa plusieurs. La foule était ivre, elle s'en prenait à tout ce qu'elle trouvait ; elle brisa les deux enclaves qui soutenaient le cadran.

On emmena les invalides comme un trophée vivant ; le principal groupe, composé de vingt-deux, fut conduit à l'hôtel de ville. Ce ne fut pas dans ce trajet que les vainqueurs coururent le moindre péril : nous avons vu ceux qui arrivaient les premiers, bons et généreux ; ceux qui arrivaient les seconds, déjà plus portés à la destruction et au meurtre. Restaient ceux qui n'étaient pas arrivés du tout : ceux-là voulaient absolument avoir part à la victoire, ne fût-ce que par l'assassinat. Un des prisonniers fut tué à la rue de la Tournelle, un autre sur le quai. Des femmes échevelées, pleurant, venaient chercher leurs fils ou leurs maris parmi les

morts, et quand elles les avaient reconnus, elles quittaient les cadavres pour se retourner contre ceux qui les avaient faits ; une femme folle de colère suivait l'escorte en criant : *Un couteau ! un couteau !*

Arrivés à l'hôtel de ville, la première chose qu'aperçurent les invalides furent deux de leurs camarades que l'on venait de pendre : l'un d'eux était pendu à une branche de réverbère au-dessous duquel était le buste de Louis XIV. Étrange spectacle pour le révocateur de l'édit de Nantes, si par hasard il a pu voir ce qui se passait par les yeux de son buste !

En les apercevant, la rage de la foule redoubla. La pendaison de ces deux malheureux leur avait fait venir l'eau à la bouche et le sang aux yeux. Quand la foule voit rouge, malheur à tout ce qu'elle voit ! C'est comme le taureau, il faut qu'il déchire et tue.

C'était une jolie tucrie, vingt-deux invalides et onze petits Suisses.

Aussi la foule criait-elle à tue-tête aux gardes françaises :

— Donnez-les-nous, donnez-les-nous, que nous les tuions !

Mais ces gardes françaises, braves gens s'il en fut, étaient commandés par un brave homme nommé Marqué ; il fit tant, lui et ses compagnons, pérora si bien au nom de l'humanité et de la nation, qu'il obtint la grâce de ses trente et un ou trente-deux prisonniers.

A peine la foule eut-elle fait grâce, qu'elle battit des mains. Chose insaisissable que la foule !

Seulement, elle voulait qu'on promenât les invalides et les Suisses par les rues et surtout qu'on les conduisit au Palais-Royal. Marqué comprit le danger, il refusa net, et conduisit les prisonniers à la caserne de la

Nouvelle-France, où il leur donna à souper et où ils passèrent la nuit tranquillement.

Le lendemain matin ils furent reconduits à l'hôtel.

Quant à M. de Launay, il était, ainsi que nous l'avons dit, sur une borne, dans la cour de la Bastille, vêtu d'une redingote grise, portant le simple ruban de Saint-Louis, sans la croix. La foule le cherchait, car c'était à lui qu'elle en voulait particulièrement.

D'abord elle prit pour lui le lieutenant du roi, du Puget, qui était en uniforme, et se jetant sur lui, faillit le mettre en pièces.

Du Puget, pour se débarrasser de ceux qui l'entouraient, se hâta d'indiquer le gouverneur. Aussitôt un nommé Cholat, natif de Grenoble, marchand de vin, rue des Noyers-Saint-Jacques, se jeta sur lui. Deux gardes françaises suivirent cet exemple, mais eux dans le but de le sauver.

Hullin vit ce groupe bouillant, il entendit les cris : *A mort le gouverneur de la Bastille! à mort!* et il s'élança pour prêter à de Launay sa force d'Hercule. Un autre homme, dont le nom n'est pas venu jusqu'à nous, avait aussi entrepris de conduire de Launay sain et sauf jusqu'à l'hôtel de ville, où l'on conduisait les prisonniers; mais au Petit-Saint-Antoine un tourbillonnement de la foule l'emporta. Hullin resta donc seul, luttant contre tous, tournant autour de de Launay, écartant, au risque d'en être frappé, sabres, épées, baïonnettes. De Launay avait la tête nue, ce qui le désignait aux coups. Hullin prit son propre chapeau et le mit sur la tête du prisonnier, afin que les coups tombassent sur lui.

On arriva ainsi à l'arcade Saint-Jean; si de Launay franchissait l'arcade, s'il montait les degrés, si Hullin parvenait à le pousser sous la voûte béante, il était sauvé. Il le

savait, et il redoubla d'efforts; mais le peuple s'en aperçut de son côté, ce peuple qui avait déjà dévoré Flesselles et les deux malheureux invalides : aussi donna-t-il un de ces furieux coups de queue de baleine à l'agonie qui renversent les vaisseaux. Hullin, comme Antée, perdit terre, fut lancé à quatre ou cinq pas de distance, tomba, se sentit perdu lui-même s'il restait sous les pieds de cette foule, se releva; mais il était déjà trop tard pour celui qu'il protégeait. Pendant cette demi-minute où il l'avait quitté, le meurtre s'était accompli; vingt sabres, vingt baïonnettes s'étaient plongés, altérés, dans la poitrine du gouverneur, et sa tête coupée s'élevait déjà au bout d'une pique.

Le massacre ne s'arrêta point là; de pareilles journées seraient trop resplendissantes dans l'histoire des peuples, si elles n'étaient pas souillées de quelques taches de sang.

Outre Flesselles assassiné sur le quai, outre les deux invalides Assclin et Béquart, pris pour des canonniers et pendus au réverbère, outre M. de Launay décapité à l'arcade Saint-Jean, le major M. Sorblay de Losmes fut tué à la Grève ; M. de Miray, aide-major, fut tué rue des Tournelles ; M. Person, lieutenant de la compagnie, fut tué sur le port aux blés ; le nommé Dumour, invalide, fut massacré dans le château ; enfin M. Caron, lieutenant, fut blessé en quatre endroits, et conduit à l'Hôtel-Dieu où il guérit de ses blessures.

Au milieu des noms de tous les morts, on a remarqué celui de Béquart. Béquart était l'invalidé qui avait arraché la mèche des mains de M. de Launay, et empêché le baril de sauter.

Pendant ce temps, l'intérieur de l'hôtel de ville n'était guère moins agité, moins tumultueux que ne l'était la place de Grève. Les électeurs, qui apprenaient à chaque instant

quelque nouvel assassinat, demeuraient dans la salle Saint-Jean, ne sachant eux-mêmes ce qui allait avenir d'eux : chacun criait, hurlait, proposait un avis, demandait une chose, menaçait si elle n'était point accordée ; puis de temps en temps, par les fenêtres, non pas ouvertes, mais brisées, on voyait tourbillonner un grand flot, puis du centre jaillir des cris et du sang, puis monter une tête pâle, sanglante, coupée, qui dominait toute cette multitude et à laquelle toute cette multitude battait des mains.

Tout à coup le cri retentit : *La Bastille est prise !* La dernière tête que l'on venait de voir apparaître était celle de de Launay.

Au même moment, dans cette salle où l'on aurait cru impossible de faire entrer dix personnes, mille personnes entrent poussées par dix mille ; les barrières craquent et sont jetées sur le bureau ; le bureau est poussé sur les électeurs, on se retourne, on regarde ;

on eût dit, aux armes de tous ces hommes empruntées aux divers musées de Paris, une invasion des siècles passés.

Un homme était porté sur les épaules, couronné de laurier, applaudi, triomphant, sans esclave derrière lui qui lui criât : *Souviens-toi que tu es mortel!* C'était Élie le vainqueur, celui qui, avec Hullin, méritait les honneurs de la journée. Quant à Hullin, on sait où il était : maltraité, broyé, foulé aux pieds pour avoir tenté de sauver son ennemi.

Devant Élie, marchait un homme portant les clefs de la Bastille, ces clefs forgées en 1585, clefs grossières, informes, rougies par la rouille, comme si les larmes des prisonniers avaient coulé sur elles pendant cinq siècles. C'était un prisonnier qui les portait ; il les remit à l'assemblée nationale, qui les plaça dans l'armoire de fer des archives de France, où elles sont encore.

A côté de celui qui portait les clefs, marchait un jeune homme portant au bout de sa baïonnette le règlement de la Bastille. Celui-là aussi, on le conserve comme une chose trois fois impie; il avait été trouvé dans le corps de garde intérieur du château, avait été en partie rédigé par Phelippeaux de Saint-Florentin, et avait été imprimé en 1761, pendant qu'il était ministre de Paris ¹.

¹ Voici ce règlement :

CONSIGNE DU CORPS DE GARDE AU CHATEAU.

I

Le commandant du poste ne laissera entrer l'épée au côté que le roi, monseigneur le Dauphin, les princes du sang et légitimés, les ministres de Sa Majesté qui sont secrétaires d'État, MM. les maréchaux de France, les capitaines des gardes du corps, les ducs, l'état-major, le directeur du génie ou ingénieur, l'officier d'artillerie et les gardes des archives.

II

On aura soin de faire entrer sans retard M. le commissaire de Rochebrune toutes les fois qu'il se présentera.

En ce moment même et au milieu de l'enthousiasme produit par cette nouvelle, on amène ou plutôt on apporte, car leurs pieds ne touchent pas la terre, M. de Montbarrey

III

Les bas officiers doivent s'appliquer à connaître la figure et le nom de tous les domestiques et autres personnes qui entrent et sortent journellement dans le château.

IV

Ils doivent aussi savoir le nom des tours pour pouvoir, quand ils sont de faction dans la nuit, dire ponctuellement dans laquelle ils auront remarqué quelque chose de nouveau.

V

La sentinelle de la porte de la cage du côté du corps de garde ouvre et ferme la porte. Il ne doit laisser entrer ni sortir personne qu'il ne connaisse parfaitement; il arrêtera tous ceux et celles qu'il ne connaîtra pas.

VI

La sentinelle de dedans la cage qui est dans la cour intérieure doit en user de même et surtout bien s'assurer

et sa femme. Ils ont été arrêtés à la barrière : on le croit encore ministre, tandis que depuis longtemps il ne l'est plus ; c'est ce qu'il explique, courbé sur le bureau, essayant de

des personnes qui sortent de l'intérieur, et, au moindre doute, arrêter ceux qui se présenteront et faire venir un officier de l'état-major pour lever la difficulté ; de plus, il sonnera l'heure à tous les quarts pendant la nuit depuis dix heures du soir jusqu'à six heures du matin, et trois coups de cloche seulement à chaque heure du jour depuis sept heures du matin jusqu'à neuf heures du soir. De plus, la sentinelle sonnera pour la messe, et après avoir sonné la messe, il se retirera au corps de garde, en fermera la fenêtre et attendra qu'on l'avertisse pour aller en faction à la porte du cabinet de la chapelle, où il demeurera jusqu'à ce que la messe soit finie.

. VII

Après la messe, il entrera dans le corps de garde jusqu'à ce qu'on l'avertisse pour retourner en faction à la porte du devant de ladite cage.

VIII

Il ne doit point perdre de vue les prisonniers qui se promènent dans la cour. Il faut qu'il ait une attention

résister à l'effort de douze hommes qui le tiennent plié en deux.

Quant à sa femme, elle est évanouie.

Le commandant de la Salle parle pour

continue à remarquer s'ils jettent ou laissent tomber papier, billet ou autres choses quelconques : il empêchera qu'ils n'écrivent sur les murailles et rendra compte de tout ce qu'il aura remarqué pendant sa faction.

IX

Il est expressément défendu aux sentinelles et à tous autres quels qu'ils puissent être, excepté les officiers de l'état-major et les porte-clefs, d'adresser la parole ni même de répondre aux prisonniers, sous quelque prétexte que ce soit.

X

Les corps de garde fourniront quatre fusiliers pour poser au bas des escaliers lorsqu'on servira les prisonniers à dîner à onze heures du matin et à souper à six heures du soir, de même que dans d'autres cas si on en a besoin.

XI

Les sentinelles, lorsque la nuit sera fermée, crieront :

18.

lui, le prend sous sa protection, explique son innocence ; puis, saisissant un instant où un incident nouveau attire les regards de la foule, il enlève M. de Montbarrey dans ses

Qui va là ? à tous ceux qui se présenteront, et ne laisseront passer personne sans l'avoir bien reconnu.

XII

Avant de faire lever les ponts pour la fermeture des portes, le commandant du poste fera avertir, dans le gouvernement, tous ceux qui doivent coucher dans l'intérieur; les ponts levés, il remettra les clefs à M. le lieutenant du roi et reviendra les chercher à l'arrivée des ordres du roi ou à l'ouverture des portes.

XIII

A l'arrivée d'un prisonnier, soit de jour, soit de nuit, le commandant du poste fera entrer toute sa troupe dans le corps de garde et aura attention qu'il ne soit vu de personne.

XIV

L'ouverture des portes aura lieu le matin à cinq heures en été et à six heures en hiver, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement.

bras, et l'emporte dans une autre chambre.

Au même moment, Élic, debout sur une table, la tête couverte d'un casque du moyen

XV

Lorsqu'il y aura des ouvriers qui travailleront dans l'intérieur, il faudra une sentinelle, et quelquefois plusieurs pour veiller sur ces personnes avec la même attention et vigilance que si on leur avait confié un prisonnier, pour qu'il ne puisse, contre le service du roi, approcher d'intelligence avec aucun prisonnier.

XVI

Lorsque le caporal de garde ou autre bas officier sera commandé pour aller au jardin ou sur les tours avec un prisonnier, il n'aura aucun entretien avec lui ; il le fera rentrer à l'heure ordonné, le remettra à l'officier d'état-major ou à un porte-clefs.

XVII

Lorsqu'il arrivera des ordres du roi pour la liberté d'un prisonnier, la sentinelle ne le laissera sortir qu'avec un officier de l'état-major ; il en sera de même pour les prisonniers qui auront la promenade du jardin, et s'il ne se trouve pas d'officier de l'état-major au château, les prisonniers ne se promèneront pas.

âge, tenant à la main son épée faussée en trois endroits, tout entouré d'ennemis qu'il a vaincus, pour lesquels il implore, Élie aperçoit au milieu des prisonniers les enfants de service à la Bastille.

— Grâce, crie-t-il, grâce pour les enfants !

Ce cri parti du cœur eut un écho dans tous les cœurs ; le cri de grâce, répété par mille voix à l'intérieur, fut répété par dix mille à l'extérieur, et pour ce jour-là, du moins, le massacre cessa.

On avait trouvé en tout sept prisonniers à la Bastille. C'étaient les nommés Béchade, Lacaurège, Laroche et Pujade ; le comte de Solages ; Tavernier ; un Irlandais, nommé de Wythe.

Les quatre premiers étaient des faussaires qui avaient contrefait les signatures de MM. Tourton et Ravel, et Gallet de Santerre, banquiers à Paris.

Le comte de Solages avait été arrêté en 1782, à Toulouse, sa patrie, d'après un ordre du ministre Amelot, et à la réquisition de son père, pour dérangement, pour égarement de jeunesse, comme il le dit lui-même; il avait d'abord été conduit à Vincennes, et de là transféré à la Bastille, lorsqu'en 1784 on évacua le donjon. Pendant les sept ans de captivité qu'il venait de subir, M. de Solages n'avait été soumis à aucun interrogatoire, n'avait pas reçu une seule lettre de sa famille et de ses amis. Il ignorait que M. Lenoir ne fût plus lieutenant de police, qu'il y eût une assemblée de notables, que les états généraux se tinssent à Versailles. Il ignorait tout, jusqu'à la mort de son père, qui avait oublié de le réclamer avant de mourir, et il fût probablement resté jusqu'à sa propre mort, sans l'événement qui le mit en liberté.

Aux premiers coups de fusil qu'il entendit, il demanda ce que c'était, et on lui dit que

le peuple était révolté à cause de la cherté du pain. Lorsqu'on entra à la Bastille, sa chambre était ouverte, et son porte-clefs Guyon s'était réfugié chez lui sous prétexte de lui porter son dîner, mais en réalité pour lui demander sa protection contre le peuple.

Tavernier était un fils naturel de Paris-Duverney et frère de Paris-Montmartel; nous avons fort parlé de tous ces Paris dans notre *Histoire de la Régence*. Celui-là était fou et ne voulait pas sortir de son cachot; les électeurs furent obligés de le faire conduire à Charenton.

De Wythe, celui-là était plus fou encore que le précédent, et il fut impossible d'en rien tirer. On le promena pendant plusieurs jours dans Paris, où on le montra comme une bête curieuse. Malgré toutes les recherches que l'on fit sur son origine, il fut impossible de rien découvrir de positif; chaque semaine il racontait une histoire nouvelle, et cette his-

toire variait. Il parlait parfaitement anglais ; seulement, à un léger accent, on pouvait croire qu'il était né en Irlande. Le porte-clefs Guyon prétendit qu'il était parent de M. de Sartines.

La Bastille prise, ce n'était pas le tout : il fallait réaliser la prophétie de Cagliostro, qui, en 1786, avait prédit qu'avant cinq ans on danserait sur l'emplacement de la forteresse.

Or, pour qu'on y dansât, il fallait la démolir. La démolition fut décrétée et confiée à l'architecte Palloy, l'un des vainqueurs du 14 juillet. Le pauvre Palloy avait déjà la tête un peu échauffée par sa victoire ; elle lui tourna tout à fait quand il sut la mission dont il était chargé. A partir de ce moment, cette mission fut convertie en sacerdoce. La révolution, comme les anciens mélodrames, a son niais, sa queue rouge : c'est Palloy. Palloy se fait faire un cachet avec les tours de la

Bastille; Palloy se fait faire une voiture avec les tours de la Bastille; Palloy fait faire, en plâtre, un bon creux d'une petite Bastille, et il vend des Bastilles sur le boulevard; il fait tailler les pierres de la forteresse, et il en fait des Bastilles qu'il envoie dans chaque département; il envoie des pierres aux frontières, et il en marque les limites du territoire de la liberté; il en sculpte des bustes de Mirabeau et de Rousseau. Enfin, du fer, du plomb, du cuivre, il fait frapper des médailles, quatre mille de fer seulement; du reste de la démolition, il voulait faire un pont de la Liberté. Il proposa d'élever une colonne de la Liberté, de planter un jardin de la Liberté; il fit même le plan de la colonne, qui, il faut le dire à sa louange, était aussi laide au moins que celle que nous y avons élevée après la révolution de 1830.

La démolition dura un an, c'est-à-dire du 15 juillet 1789, jour auquel elle commença,

jusqu'au 21 mai 1790. Palloy fit établir des cartes particulières pour les entrepreneurs, pour les inspecteurs et pour les employés. Les cartes des entrepreneurs étaient rouges, celles des inspecteurs étaient bleues, et celles des employés étaient blanches; les trois cartes réunies correspondaient, comme on le voit, aux trois couleurs nationales : Palloy était homme d'imagination.

A chaque fête populaire, Palloy plaçait à ses fenêtres un transparent éclairé avec les fourneaux de la Bastille, et sur lequel était écrit en découpures :

RÉVEIL DE LA LIBERTÉ.

Nous retrouverons Palloy rimeur, soldat, motionnaire, prisonnier lui-même, sous le poids de certaines accusations qui indiqueraient qu'il n'avait pas employé à faire des médailles tout le fer, tout le cuivre et tout

le plomb de la Bastille ; mais toujours patriote.

Palloy mourut à Sceaux-Penthièvre, le 19 janvier 1835.

V

Travaux de l'assemblée. — Effet du renvoi de Necker. —
M. de Broglie. — La reine. — Le roi. — Déclaration de
permanence. — Responsabilité des ministres. — Demande
de l'éloignement des troupes. — Nouvelle de la prise de
la Bastille. — Ignorance du roi. — *C'est donc une ré-
volte ? — Non, sire, c'est une révolution.* — M. le duc
de la Rochefoucauld. — Bailly. — Le comte d'Artois et le
duc d'Orléans. — Mirabeau. — La députation. — Le roi à
l'assemblée. — Une femme du peuple. — La musique des
Suisse. — Le roi à la chapelle. — Une alarme à Paris. —
Bailly, maire de Paris. — Retraite des troupes. — M. de
Lally-Tollendal. — Moreau de Saint-Méry. — Fuite du
comte d'Artois et de ses fils. — Commencement de
l'émigration. — Madame de Polignac. — Les adieux. —

Le roi à Paris. — Les canons et les bouquets. — La nouvelle cocarde. — Rappel de Necker. — Retour à Versailles.

Retournons à l'assemblée nationale, que nous avons perdue de vue, et voyons ce qu'elle a fait pendant les trois jours qui viennent de s'écouler.

Le dimanche 12, l'assemblée nationale n'a pas tenu séance; ses membres étaient dispersés dans Paris, Versailles et les environs. Chacun, dans ces grandes journées, allait comme un chien qui quête, le nez au vent, cherchant des nouvelles et attrapant au vol celles qui se croisaient pour ainsi dire dans l'air.

Vers le soir, sur la nouvelle du renvoi des ministres, et particulièrement de M. Necker, tous les députés qui se trouvaient à Versailles se rassemblèrent spontanément; mais comme la séance n'était point régulière, tout

se passa bien plutôt en causeries qu'en délibérations.

Tous les visages étaient sombres, tous les esprits étaient inquiets; on eût dit que le sort de la France entière reposait sur l'exil ou le rappel de M. Necker. Mirabeau lui-même, — et l'on sait qu'il était loin d'être l'ami de ce ministre, — Mirabeau lui-même disait tout haut qu'il ne mesurait qu'avec terreur l'abîme où le changement de ministère en un pareil moment pouvait entraîner la royauté.

En effet, le renvoi du ministère de M. Necker prouvait que la royauté était décidée à risquer un coup d'État; le roi, du reste, ne se cachait guère de cette intention. M. de Broglie avait dit à la reine :

— Donnez-moi cent mille hommes et cent millions, et je répons de tout.

— Vous les aurez, avait répondu la reine.

Et de fait il les avait : cent mille hommes

par la concentration des troupes sur Paris ; cent millions par les billets d'État que l'on venait de fabriquer.

Le 10, le roi avait dit :

« Il est nécessaire que je fasse usage des moyens qui sont en ma puissance pour remettre et maintenir l'ordre dans la capitale et les environs. »

Le 13, il avait ajouté :

« Je vous ai déjà fait connaître mes intentions sur les mesures que les désordres de Paris m'ont forcé de prendre. C'est à moi seul de juger de leur nécessité, et je ne puis à cet égard apporter aucun changement. »

Le roi persistait donc dans son dessein de compression.

Le 12 au soir, le bruit courait qu'une

séance royale devait avoir lieu le 13, et que l'intention bien arrêtée de la cour était de s'emparer de Paris dans la nuit du 14 au 15. Aussitôt Paris occupé, on eût dissous l'assemblée.

Le 13, l'assemblée ouvrit sa séance, sans se douter que cette séance devait durer soixante heures consécutives. Cependant, à tout hasard, elle commença par se déclarer en permanence, ce qui était une mesure toute révolutionnaire que l'on adoptait pour la première fois, et qui fut depuis adoptée à chaque révolution qui s'opéra.

Après une longue discussion sur le droit qu'avait le roi de garder ou de renvoyer ses ministres, l'assemblée décida qu'il serait envoyé une députation au roi pour lui représenter tous les dangers qui menaçaient la capitale et le royaume, la nécessité de renvoyer les troupes, dont la présence irritait le désespoir du peuple, et celle de confier la

garde de la ville à la milice bourgeoise.

Nous avons vu quelle avait été la réponse du roi ; il persistait dans ses projets d'hostilité et refusait de donner son consentement à la formation de la garde nationale.

Alors M. de la Fayette qui, le 11 , avait proclamé que l'insurrection était le plus saint des devoirs , proposa de décréter la responsabilité des ministres , et sur la conclusion des discours prononcés au commencement de la séance par MM. Morisset, Target et Lally-Tollendal , l'assemblée déclara :

« Que M. Necker , ainsi que les autres ministres , c'est-à-dire MM. de Montmorin, de la Luzerne et de Saint-Priest, emportaient avec eux son estime et ses regrets ; qu'effrayée des suites funestes que pouvait entraîner la réponse du roi , elle ne cesserait d'insister sur l'éloignement des troupes extraordinairement rassemblées près de Paris et de Ver-

sailles, et sur l'établissement des gardes bourgeoises ; qu'il ne pourrait exister d'intermédiaire entre le roi et l'assemblée nationale ; que les ministres et les agents civils et militaires de l'autorité royale étaient responsables de toute entreprise contraire aux droits de la nation et aux décrets de l'assemblée ; que les ministres actuels et les conseillers de Sa Majesté, de quelque rang et état qu'ils pussent être, ou quelques fonctions qu'ils pussent avoir, étaient personnellement responsables des malheurs présents et de tous ceux qui pourraient suivre ; que la dette publique ayant été mise sous la sauvegarde de l'honneur et de la loyauté française, et la nation ne refusant pas d'en payer les intérêts, nul pouvoir n'avait le droit de prononcer l'infâme mot de *banqueroute*, nul pouvoir n'avait le droit de manquer à la foi publique, sous quelque forme et dénomination que ce pût être. »

Cet arrêté pris, on nomma la Fayette président pour la nuit, en l'absence de M. l'archevêque de Vienne, à qui son grand âge ne permettait point de supporter une pareille fatigue.

Une centaine de députés gardèrent la salle des séances, et passèrent la nuit étendus sur les tables ou couchés sur les banquettes.

Le lendemain, l'archevêque de Vienne, qui avait communiqué la veille la délibération de l'assemblée au roi, passa au château ; mais, avec quelque insistance qu'il pressât le roi, il n'en put obtenir que ce mot :

— J'examinerai.

Il rapporta vers neuf heures du matin cette réponse à l'assemblée ; elle était loin de la satisfaire, comme on le pense bien. Alors on passa à autre chose : on s'occupa de la suite de la vérification des pouvoirs et de la formation d'un comité chargé de présenter les bases d'une constitution nouvelle.

Mais Mirabeau rappela l'assemblée à l'ardente question qui la tenait en ce moment ; il avait proposé la motion du renvoi des troupes, il revint sur cette motion et demanda qu'elle fût adoptée. La proposition fut repoussée, tant était grand encore le respect à la royauté ; mais pour la seconde fois on envoya au château le président et les membres qui avaient composé la députation du matin.

Sur ces entrefaites, le vicomte de Noailles, le baron de Wimpfen et deux électeurs de l'hôtel de ville informèrent l'assemblée du pillage de l'hôtel des Invalides, et de cette grande et terrible nouvelle si inattendue : la prise de la Bastille.

Quant au roi, on lui cachait tout. A neuf heures du soir, M. Berthier, intendant de Paris, se présenta au château ; il était impossible qu'il ne fût point informé de ce qui s'était passé, et cependant, lorsque le

roi, allant au-devant de lui, lui demanda :

— Eh bien ! M. Berthier, quelle nouvelle ? Que fait-on à Paris ? Où en sont les troubles ?

— Mais, sire, répondit-il, tout va assez bien. Il s'est manifesté quelques légers mouvements qu'on est bien vite parvenu à réprimer et qui n'ont pas eu de suites.

On sait quels étaient ces légers mouvements sans suites : la prise de la Bastille et l'assassinat d'une dizaine d'individus.

Celui qui cachait ainsi la vérité au roi était loin de se douter que lui aussi, comme Flesselles et comme de Launay, devait, avant huit jours, tomber assassiné.

Ce soin de tout cacher au roi était si bien un parti pris, que quoique les spectacles fussent fermés, on lui en envoyait tous les jours la feuille. Il avait, en conséquence, reçu la liste des pièces jouées le dimanche, le lundi et le mardi, quoique les pièces

n'eussent point été jouées. En outre, on faisait imprimer un cours des effets publics, où le roi pouvait, quoiqu'ils baissassent effroyablement, les voir augmenter tous les jours.

La première nouvelle de la prise de la Bastille fut regardée à Versailles comme une imposture. La Bastille prise, c'était chose impossible ! Et c'était vrai, la Bastille était véritablement imprenable ; aussi la Bastille s'était-elle rendue comme un criminel troublé par sa mauvaise conscience et qui se livre lui-même. Il fallut plusieurs courriers dépêchés les uns après les autres pour que l'assemblée se décidât à croire.

Et cependant M. de Noailles était venu dire :

— La Bastille est prise, je l'ai vu prendre.

M. de Wimpfen était venu dire :

— Le gouverneur est mort, je l'ai vu tuer.

A dix heures du soir on ignorait encore au château tous les événements de la journée; le roi s'était couché de bonne heure, selon son habitude.

M. de Liancourt arriva à Versailles.

Sa charge de grand maître de la garde-robe lui donnait accès à toute heure auprès de la personne du roi; il exigea que le roi fût éveillé.

Le roi se souleva sur son coude, et attendit.

M. de la Rochefoucauld entra, raconta au roi la défection totale de ses gardes, la prise de la Bastille, les massacres qui avaient eu lieu et le soulèvement de Paris tout entier, qui venait de jeter deux cent mille hommes armés dans ses rues et sur ses places.

— Mais, s'écria le roi après quelques instants d'un silence causé par la stupéfaction, c'est donc une révolte?

— Non, sire, répondit le duc, c'est une révolution.

Le roi donna l'ordre de la retraite des troupes.

Il y avait à Versailles deux princes qui tremblaient fort : l'un était le comte d'Artois, l'autre le duc d'Orléans.

Le premier tremblait à cause de son impopularité ; le second, au contraire, à cause de sa popularité.

Un député alla trouver le premier : c'était un de ses familiers, un de ses menins presque. Bailly, qui raconte l'anecdote, ne le nomme point ; nous le nommerons, nous : c'était M. de la Rochefoucauld-Liancourt. Il alla donc le trouver, et lui dit :

— Monseigneur, vous êtes inculpé, et fortement, dans le public : innocent comme je vous crois, vous devez vous justifier ; coupable, il est digne de vous de tout réparer. Un moyen remplit ces deux objets et rétablit la

paix dans le royaume : c'est d'engager le roi à aller demain à l'assemblée nationale et à se réunir à elle.

Le comte d'Artois accueillit l'avis, et courut chez le roi, promettant de l'amener à cette démarche.

Pendant ce temps, M. de la Rochefoucauld se rendit à l'assemblée nationale ; il y cherchait et il y trouva le bonhomme Bailly, son ami, qui, lui aussi, avait bien quelque peur, et qui se serait bien gardé, dans de telles circonstances, de se coucher et de dormir comme le roi.

Il lui raconta ce qu'il venait de faire, et l'engagement pris par M. le comte d'Artois et dont il devait le lendemain avoir la solution à sept heures et demie, c'est-à-dire au lever du prince. Puis :

— Écoutez, dit-il à Bailly, je voudrais demain en allant chez le prince lui indiquer quelles sont les choses qu'il conviendrait que

le roi dit à l'assemblée; et comme vous connaissez mieux que personne, continua-t-il, l'état des esprits, puisque vous avez présidé cette assemblée devant laquelle le roi va se présenter, je voudrais que nous arrétassions d'avance ce que le roi aura à lui dire.

— Alors, fit Bailly, c'est un projet de discours que vous me demandez?

— Eh bien, oui.

— Alors, venez.

Ils passèrent dans un cabinet, et dix minutes après, M. de la Rochefoucauld s'en alla avec son projet de discours.

Bailly ne nous dit pas si ce fut celui que le roi prononça effectivement le lendemain.

Quant au duc d'Orléans, nous l'avons dit, il tremblait par la raison opposée à celle du comte d'Artois. Le comte d'Artois craignait le peuple, le duc d'Orléans craignait la cour. Deux jours auparavant, son buste, on se le rappelle, avait été triomphalement porté

dans les rues de Paris avec celui de Necker. Le lendemain on avait parlé de la licutenance générale : il est vrai que la proposition était morte sans écho ; mais il n'en est pas moins vrai qu'il se regardait, et à juste raison, comme véritablement compromis. Aussi, après s'être engagé le 14 avec Mirabeau et quelques autres à s'offrir comme médiateur entre le roi et le peuple, se présenta-t-il le 15, non pour réclamer cette médiation, mais pour assurer le roi qu'il n'avait pas de plus loyal sujet que lui, et pour lui offrir de passer en Angleterre si les temps devenaient plus fâcheux. Mirabeau apprit cette démarche, et, furieux, lança contre lui cette fameuse boutade si sublime qu'elle cesse d'être obscène.

On sait que le comte d'Artois s'était engagé à faire venir le roi à l'assemblée. C'était une bonne démarche, et qui pouvait rallier à lui beaucoup de malveillants. Un homme son-

gea à lui ôter ce mérite en faisant adopter un projet d'adresse, dans lequel le roi était prié de venir à l'assemblée.

Cet homme, c'était l'âme damnée du duc d'Orléans, Sillery Genlis, lequel secondait de son mieux sa femme, qui envoyait, avec sa *Paméla*, un laquais rouge au milieu de l'émeute.

« Venez, lui disait-il, venez. Votre Majesté verra la consternation de l'assemblée ; mais en même temps elle sera peut-être étonnée de son calme. »

Le même projet d'adresse annonçait que les farines qui remontaient vers Paris avaient été arrêtées à Sèvres.

Ce discours insidieux exaspéra Mirabeau.

« Eh bien ! s'écria-t-il, s'adressant aux députés que l'on envoyait au château, dites au roi que ces hordes étrangères dont nous

sommes investis ont reçu hier la visite des princes et des princesses, des favoris et des favorites, et leurs caresses, et leurs exhortations, et leurs présents ; dites-lui que toute la nuit ces satellites étrangers, gorgés de vin et d'or, ont prédit dans leurs chants impies l'asservissement de la France, et que leurs vœux brutaux invoquaient la destruction de l'assemblée nationale ; dites-lui que, dans son palais même, les courtisans ont mêlé leur danse au son de cette musique barbare, et que telle fut l'avant-scène de la Saint-Barthélemy ; dites-lui, enfin, que ce Henri dont l'univers bénit la mémoire, celui de ses aïeux qu'il affectait de vouloir prendre pour modèle, faisait passer des vivres dans Paris révolté qu'il assiégeait en personne, et que ses féroces conseillers font rebrousser les farines que le commerce apportait dans Paris affamé et fidèle. »

Au moment où la députation sortait, le

roi arriva comme l'avait promis le comte d'Artois, sans gardes, et accompagné seulement de ses frères. Là, au nom de la monarchie forcée d'abaisser son front, après seize siècles de puissance, devant cette autorité d'un jour formée par l'autorité du prince, mais constituée d'elle-même, debout, découvert, sans cérémonial, sans faire usage même d'un fauteuil élevé sur une estrade, et qui à ses yeux peut-être figurait trop mal le trône pour qu'il daignât s'en servir, il prononça le discours suivant :

« Messieurs, je vous ai assemblés pour vous consulter sur les affaires les plus importantes de l'État. Il n'en est pas de plus instante et qui affecte le plus spécialement mon cœur que les désordres affreux qui règnent dans la capitale. Le chef de la nation vient avec confiance au milieu de ses représentants leur témoigner sa peine, et les inviter à trouver

les moyens de ramener l'ordre et le calme. Je sais qu'on vous a donné d'injustes préventions ; je sais qu'on a publié que vos personnes n'étaient point en sûreté. Serait-il donc nécessaire de vous rassurer sur des bruits aussi coupables, démentis d'avance par mon caractère connu ? Eh bien ! c'est moi, qui ne suis qu'un avec la nation, c'est moi qui me fie à vous : aidez-moi dans cette circonstance, à amener le bien de l'État. Je l'attends de l'assemblée nationale. Le zèle des représentants de mon peuple réunis pour le salut commun m'en est un sûr garant. Comptant sur l'amour et la fidélité de mes sujets, j'ai donné l'ordre aux troupes de s'éloigner de Versailles. Je vous autorise, je vous invite même à faire connaître mes dispositions à la capitale. »

L'assemblée, qui de son côté craignait peut-être tout autant que la cour, accueillit le discours du roi avec enthousiasme. D'ailleurs le

discours du roi, c'était la reconnaissance du droit national, c'était le premier triomphe moral du peuple sur la royauté : aussi chacun se précipita-t-il sur les pas de Louis XVI, et tous le reconduisirent-ils à pied jusqu'au château.

Au milieu du chemin, une femme se fait jour à travers les députés, dérange brusquement le comte d'Artois qui marchait devant le roi, et se jetant aux pieds de Louis XVI :

— Ah ! sire, s'écria-t-elle, ah ! mon roi, ce que vous venez de faire est-il bien sincère, et n'en sera-t-il point comme de ce que vous avez fait il y a quinze jours ?

— Oui, ma bonne, répondit le roi, oui, cela durera toujours, et jamais je ne changerai plus d'avis jusqu'à mon dernier soupir.

En traversant la place d'armes, la musique des Suisses joua l'air : *Où peut-on être mieux qu'au sein de sa famille ?* cet air qui commence les révolutions avec celui qui va s'en

aller, et qui les achève avec celui qui arrive.

En arrivant au château, les serviteurs empressés fermèrent les portes sur lui : il y a toujours, derrière les rois qui font une bonne chose, des laquais qui en font une mauvaise. Le roi daigna s'apercevoir qu'on laissait l'assemblée dehors ; il fit ouvrir les portes : seulement il s'excusa de recevoir.

Il devait aller à la chapelle avec sa famille *remercier Dieu de ce qui venait d'arriver.*

Voyez-vous Louis XVI remerciant Dieu de ce que le peuple a pris la Bastille, et de ce qu'il a été obligé de retirer ses troupes des environs de Paris !

Quant à la reine, elle parut au balcon avec ses enfants et ceux du comte d'Artois ; seulement elle n'osa ou ne voulut point dire, elle, qu'elle rendit grâces à Dieu de ce qui venait de se passer.

Le roi avait invité l'assemblée à faire connaître ses dispositions à Paris, et il avait eu

raison : Paris avait grand besoin de les connaître. Le soir même de la prise de la Bastille, Paris avait tressailli d'une chaude alarme.

A l'entrée de la nuit, le bruit s'était répandu que les ennemis — c'est ainsi qu'on appelait les soldats de la cour — se présentaient aux portes de Paris. Des gens effarés et courant par les rues, comme il y en a toujours en pareille circonstance, les avaient vus à la barrière d'Enfer.

Quinze cents bourgeois accoururent aussitôt à cette barrière, conduits par les gardes françaises et précédés de quelques pièces de canon. Aussitôt tous les premiers étages sont illuminés ; les femmes, les enfants et les vieillards s'arment et gardent les maisons. Tout ce qu'il y a d'hommes valides court aux corps de garde et se répand sur les quais et sur les places publiques.

Tout Paris veillera sur son enfant d'un jour, sur sa liberté au herceau.

A minuit un grand cri retentit par toute la ville. Qui poussa ce cri? Demandez aux matelots d'où viennent les voix qui hurlent dans les tempêtes. *Aux armes! l'ennemi est dans les faubourgs!* criait-on. En une demi-heure tout fut sur pied; le tocsin sonne sans interruption dans toutes les paroisses et n'est interrompu que par le roulement lugubre de l'artillerie qui passe et par le cri :

— Ne vous couchez pas! illuminez vos fenêtres! nous avons besoin de voir clair cette nuit.

En une heure les rues sont barricadées, des fossés profonds coupent les rues, et les pavés sont transportés aux troisième et quatrième étages des maisons.

Si *l'ennemi* entre, sa tombe est prête, on le poussera dans ces fossés profonds et on le couvrira de pavés.

Grâce à toutes ces précautions, à tout ce bruit qui témoignait que le géant veil-

lait, les troupes n'osèrent attaquer Paris.

Le matin arriva brillant comme la veille ; un véritable soleil de victoire se leva tout étonné de voir Paris levé avant lui. Par un reste de frénésie, de vengeance, ivres de sang, quelques misérables promenaient encore aux premières lueurs de l'aube ces têtes coupées de la veille. On en fit justice, on leur arracha ces débris humains et on les jeta dans la Seine.

Les électeurs étaient assemblés à l'hôtel de ville ; une chose était née, une chose était morte.

Cette chose qui était née, c'était la milice bourgeoise ; cette chose qui était morte, c'était la prévôté des marchands.

Il fallait enterrer l'une et consacrer l'autre.

Bailly fut élu maire de Paris ; la Fayette, commandant général de la garde nationale.

Il y avait beaucoup de joie, mais en même temps beaucoup de deuil sur la ville. On

criait victoire, mais on enterrait les morts. Presque tous ces martyrs appartenaient à des familles pauvres qu'ils laissaient sans ressources ; les camarades mettaient un chapeau près du cadavre, et à ceux qui passaient :

— Monsieur, disaient-ils, quelque chose pour la famille de ce pauvre diable qui s'est fait tuer pour la nation. — Madame, quelque chose pour ce pauvre diable qui s'est fait tuer pour la nation.

Et chacun donnait une humble et simple offrande à cette humble et simple oraison.

Il va sans dire que personne ne travaillait plus ; Paris se gardait et n'avait pas le temps de s'occuper d'autre chose. L'hôtel de ville disait hardiment qu'on avait des vivres pour quinze jours, et on n'en avait point pour trois. A chaque instant la nouvelle qu'on attaquait Paris courait par les rues ; le bruit s'était répandu qu'on avait voulu, pendant la nuit qui venait de s'écouler, reprendre

Paris par surprisc. Deux régiments de husards étaient venus reconnaître les barrières. A deux heures de l'après-midi, les électeurs autorisaient le peuple à dépaver Paris.

Tout à coup un homme arrive haletant, épuisé, en sueur : c'est le Grec de Marathon ; il a couru depuis Sèvres, où les troupes ont inutilement voulu l'arrêter. Peut-être mourrait-il de cette course insensée, mais n'importe : le premier il annoncera à Paris la grande nouvelle.

Tout est fini, la révolution est terminée, l'avenir est sûr, magnifique, splendide ; le roi est venu trouver les députés et leur a dit : *Je me fie à vous.*

On ne voulait pas le croire, c'était trop de joie, trop de bonheur, trop de triomphe. Deux autres nouvelles succèdent à celle-là qui la confirment.

Les troupes campées au Champ-de-Mars se sont retirées pendant la nuit, laissant

leurs tentes et la plus grande partie de leurs bagages.

Quatre-vingts députés s'avancent vers Paris au milieu d'une haie de citoyens qui s'est étendue de Paris à Versailles, renforcée par des espèces de députations envoyées par tous les villages voisins. Ils sont venus en toute hâte; Bailly le dit dans ses *Mémoires*, « il n'a pas pris le temps de dîner. »

Les électeurs courent au-devant d'eux, comme ils sont, c'est-à-dire tout en désordre, tout débraillés de trois nuits passées à l'hôtel de ville, sans repos, sans sommeil. Ils les rencontrent à la barrière, ils vont leur faire les honneurs de Paris.

Paris est bien beau, bien étrange, bien grandiose dans les jours de fêtes révolutionnaires : nous l'avons vu le 29 juillet; ce devait être quelque chose de pareil, tout un peuple armé de faux, de piques, de haches, de croissants, de sabres, de fusils à peine,

avec ses bras et ses lèvres encore noirs de poudre ; toutes les fenêtres vivantes, laissant passer des têtes joyeuses, des bras agités, des cris, des rumeurs, des applaudissements, la vie, la liberté !

Aussi ces députés, précédés des gardes françaises, des gardes nationales, des Suisses, accompagnés des électeurs, tous ces députés pleuraient de joie, de bonheur, d'espérance ; ils baisaient les drapeaux des gardes françaises.

— Drapeaux de la patrie, drapeaux de la liberté, s'écriaient-ils, soyez bénis !

On ne sait trop ce qu'on dit dans de pareils moments ; mais aussi, dans de pareils moments, le désordre c'est l'éloquence.

On descendit la barrière de la Conférence ; on arriva, à pied, à l'hôtel de ville ; on fit des discours, et l'on décerna des couronnes. La Fayette discourut, et fut couronné. Bailly, l'archevêque de Paris et M. de la Rochefou-

cauld discoururent et furent aussi couronnés. Clermont-Tonnerre et Lally-Tollendal eurent des palmes.

Voyez cette révolution qui commence, et remarquez comme la noblesse y joue le rôle principal. De toutes ces couronnes, de toutes ces palmes, il n'y a que celle donnée à Bailly qui soit donnée au tiers état.

Veut-on un échantillon de cette éloquence qui soulevait des cris, des pleurs, des applaudissements, qui faisait décerner des couronnes et des palmes ? Voici le discours de la Fayette :

« Messieurs , voici enfin le moment le plus désiré par l'assemblée nationale. Le roi était trompé, et il ne l'est plus. Il est venu aujourd'hui au milieu de nous, sans cet appareil imposant dont les princes s'environnent, et qui est si inutile aux bons rois. Il nous a dit qu'il avait donné ordre aux trou-

pes de se retirer ; oublions nos malheurs, ou plutôt ne nous les rappelons que pour en éviter à jamais de pareils. »

Puis voici le discours de Lally-Tollendal. Nous l'avons connu personnellement : c'était un gros homme, gros outre mesure, toujours prêt à pleurer. Madame de Staël l'appelait *le plus gras des hommes sensibles*.

« Messieurs, ce sont vos concitoyens, vos amis, vos frères, vos représentants qui viennent vous donner la paix. Dans les circonstances désastreuses qui viennent de s'effacer, nous n'avons pas cessé de partager vos douleurs ; mais nous avons partagé votre ressentiment : il était juste. Si quelque chose nous console au milieu de l'affliction publique, c'est l'espérance de vous préserver des malheurs qui nous menacent.

« On avait séduit notre bon roi, on avait

empoisonné son cœur du venin de la calomnie ; on lui avait fait redouter cette nation qu'il a l'honneur et le bonheur de commander.

« Nous sommes allés lui dévoiler la vérité, son cœur a gémi ; il est venu se jeter au milieu de nous, il s'est fié à nous, c'est-à-dire à vous. Il nous a demandé des conseils, c'est-à-dire les vôtres ; nous l'avons porté en triomphe, et il le méritait. Il nous a dit que les troupes étrangères allaient se retirer, et nous avons eu le plaisir inexprimable de les voir s'éloigner. Le peuple a fait entendre sa voix pour combler le roi de bénédictions ; toutes les rues retentissent de cris d'allégresse. Il nous reste une prière à vous adresser : nous venons vous apporter la paix de la part du roi et de l'assemblée nationale. Vous êtes généreux, vous êtes Français ; vous aimez vos femmes, vos enfants, la patrie ; il n'y a plus de mauvais citoyens parmi vous : tout est calme, tout est paisible. Nous avons ad-

miré l'ordre de votre police, de vos distributions, le plan de votre défense ; mais maintenant la paix doit renaître parmi vous, et je finis en vous adressant, au nom de l'assemblée nationale, les paroles de confiance que le souverain a déposées dans le sein de l'assemblée : *Je me fie à vous !* C'est là notre vœu ; il exprime tout ce que nous sentons. »

Moreau de Saint-Méry, un des électeurs qui depuis trois jours avait eu le plus de part aux délibérations prises, répondit :

— Dites au roi, au nom de la ville, qu'il acquiert aujourd'hui le titre de père de ses sujets ; que ceux qui lui ont inspiré des terreurs l'ont trompé ; dites-lui que nous sommes prêts à tomber à ses pieds ; enfin, que le premier roi du monde est celui qui a l'honneur de régner sur des Français.

Puis on se rendit à Notre-Dame, où l'archevêque de Paris chanta un *Te Deum*.

L'archevêque de Paris chantant un *Te Deum* pour la prise de la Bastille !... Ne vous semblent-ils pas bien peu sincères ces remerciements à Dieu de la monarchie et du clergé ?

Et la preuve, c'est que, dans son discours à l'hôtel de ville, un mot naïf avait échappé à M. de Liancourt :

« Le roi *pardonne* volontiers, » avait-il dit aux gardes françaises.

Alors ceux-ci, qui n'avaient que faire du pardon du roi, comme Valère de la bénédiction d'Harpagon, ceux-ci, ceux du moins qui étaient présents, s'étaient avancés, et avaient dit :

— Nous n'avons pas besoin de ce pardon que le roi nous offre si généreusement. En servant la nation, nous servons le roi ; les intentions qu'il manifeste aujourd'hui prouvent assez que nous seuls peut-être avons été fidèles au roi et à la patrie.

C'était déjà beaucoup que cette démarche

du roi à l'assemblée nationale; mais on en permettait une autre bien plus importante, bien plus décisive : c'était une visite du roi à Paris. Le peuple ne pouvait croire à cette visite; il supposait à la cour quelque mauvais dessein, quelque noir complot; il ne pouvait comprendre que, vaincue, elle acceptât cette défaite, et en l'honneur de cette défaite fit chanter des *Te Deum*. Ce qui n'était qu'un bruit à l'endroit de la Bastille s'était confirmé. Un sergent des gardes, à la tête de deux compagnies, s'était présenté à la porte de la forteresse, presumant qu'il n'y avait qu'à se présenter pour entrer, et qu'à entrer pour la reprendre. Mais l'officier bourgeois qui commandait le château fit croiser la baïonnette sur lui et ses hommes, et il avait été forcé de se retirer. Dès lors, sous le nom de volontaires de la Bastille, un corps de citoyens se voua à la garde de cette forteresse.

L'ordre avait été donné aux troupes de se

retirer. Elles s'étaient retirées, en effet, mais ne s'éloignaient pas. M. de Falkenheim commandait à Saint-Denis, et ne quittait pas Saint-Denis, disant qu'il n'avait pas d'ordres. On avait arrêté à la barrière deux de ses officiers, envoyés en observation. Pourquoi eussent-ils observé, si les troupes du roi n'eussent pas eu l'intention de rentrer dans Paris?

On avait annoncé le roi pour le 13. Le roi, venant le 13, attirait à lui toutes ces passions encore flottantes, et de ce reste d'émotion et de tempête se faisait une auréole d'enthousiasme et de popularité. Toujours indécis, toujours craintif, le roi ne vint pas le 13, et, comme d'habitude, remit au lendemain ce qu'il eût dû faire le jour même.

Pendant ce temps, on apprenait que le lieutenant de police, M. Lenoir, avait donné sa démission; que l'intendant Berthier avait fui, et avec lui tous les préposés de l'administration des subsistances.

Le roi ne pouvait venir le 15 en effet. Le 15, après sa visite à l'assemblée, il était enfermé avec ses ministres, et délibérait. La reine voulait fuir, voulait à l'instant même jeter à la guerre civile un terrible appel de ce qui s'était passé. On l'eût fait, si on eût été sûr de l'armée comme on était sûr des mercenaires ; mais les gardes françaises avaient donné un méchant exemple. Qu'arriverait-il si l'armée se mettait du côté du peuple ? Et c'était probable.

On décida ce que l'on décide quand on ne sait que décider, c'est-à-dire que l'on attendrait, que l'on amuserait le peuple, que l'on prendrait conseil des événements.

Les événements étaient graves, moins peut-être encore par la prise de la Bastille, qui n'était, à tout prendre, qu'un coup de main, que par l'organisation immédiate que la révolte s'était donnée.

Bailly, maire ; la Fayette, commandant de

la milice citoyenne, donnant à cette milice citoyenne le nom de garde nationale, que lui avait déjà donné Sieyès, et étendant cette organisation à toutes les communes de France : il y avait de quoi faire réfléchir.

Le peuple, de son côté, avait, outre les raisons que nous avons déjà dites, mille autres raisons de douter encore de la cour. On avait surpris des amas d'armes enfouies dans la paille de deux chariots ; des grands seigneurs avaient été arrêtés rôdant déguisés en gens du peuple ; de prétendues laitières, emportant de Paris des vases à lait remplis d'or, avaient été retenues aux barrières ; des dragons et des hussards, enfin, s'étaient introduits dans Paris sous des habits de paysans, prêts à revêtir des uniformes de gardes françaises, dont on avait découvert une fabrique. Le jeudi matin, on attendait le roi : le roi ne vint pas ; on l'attendit toute la journée, et le soir arriva sans que le roi fût venu. Pendant

la nuit, on apprend que ce sera pour le lendemain vendredi ; mais cette fois on n'en croit rien. Seulement, dans les districts, les bourgeois se dirent froidement entre eux :

— C'est bien : si le roi ne vient pas demain, nous n'avons qu'un parti à prendre, c'est de nous former en quatre corps de vingt mille hommes chacun, et de marcher droit à Versailles ; nous prendrons le roi, nous lui ferons un rempart de notre corps, nous chasserons cette troupe d'aristocrates qui le trompe et qui s'enrichit de nos dépouilles ; et pour qu'il n'y puisse retourner, nous ne laisserons pas pierre sur pierre au château de Versailles.

Aussi les districts, invités à joindre leurs députés aux députés de l'hôtel de ville qui devaient aller remercier le roi, répondirent-ils qu'il n'y avait point lieu à le remercier encore.

Le 16 au soir seulement, Bailly vit le médecin de la reine, Vicq d'Azyr ; il lui dit

positions de Paris ; comment le roi y attendu , et ce que comptaient faire les siens si le roi ne venait pas. Alors seulement il fut décidé que le roi rappellerait Necker, et irait à Paris le 17.

A deux heures du matin , une députation de l'assemblée , annonçant cette décision , arriva à l'hôtel de ville. Elle y fut reçue avec les cris de joie. A trois heures , les ordres étaient donnés dans tous les districts. A sept heures du matin , plus de cent cinquante mille citoyens étaient sous les armes.

Pendant ce temps , le roi renvoyait ses ministres , et l'émigration commençait.

Le comte d'Artois était le plus exposé , et la haine contre lui était grande. Tout au contraire de Monsieur , qui avait paru adopter les idées nouvelles , il s'était déclaré , lui , le défenseur des anciennes lois de l'État et des prérogatives de la noblesse. Malgré cela , il avait offert à Louis XVI de se rendre à Paris

à sa place , ou tout au moins de l'y accompagner ; mais le roi, qui n'ignorait point que dans les journées précédentes la tête du comte d'Artois avait été mise à prix, le roi fut le premier à conseiller, à ordonner même à son frère de quitter la France, et d'aller attendre à l'étranger les événements qu'il allait affronter en restant.

En conséquence, dans la soirée du 16, et comme la seconde députation partait, annonçant pour le lendemain l'arrivée du roi à Paris, M. le comte d'Artois et MM. les ducs d'Angoulême et de Berry, ses deux fils, M. le duc de Bourbon, M. le duc d'Enghien et M. le prince de Conti prirent congé du roi pour sortir du royaume.

Ce n'était déjà plus chose facile, tant l'éveil était donné aux populations par l'instinct du danger. Il fallut prendre les plus minutieuses précautions pour que le comte d'Artois pût sortir de Versailles : on craignait quelque

assassinat. Ce ne fut qu'au point du jour qu'il y parvint, lorsque la ville, fatiguée, commença de s'endormir. Un régiment tout entier escorta ses voitures, qui furent en outre accompagnées de deux pièces de canon.

Quant au prince de Condé, il partit de Chantilly ; mais, son départ ayant été connu, les paysans se précipitèrent vers Pont-Saint-Maxence, avec l'intention bien arrêtée de le jeter à la Seine. Heureusement, lorsqu'ils arrivèrent, les voitures du prince étaient déjà passées depuis dix minutes.

Le même soir, partirent aussi le maréchal de Broglie et le maréchal de Castries.

Mais la fuite qui fit le plus d'effet lorsqu'elle fut connue fut celle de la duchesse de Polignac. Instruite de toutes les motions qui avaient été faites contre elle, le 16 juillet, à huit heures du soir, la reine l'avait envoyé chercher ainsi que le duc son mari.

Elle les conjura de partir dans la nuit même.

Madame de Polignac, il faut lui rendre cette justice , refusa d'abord ; elle ne voulait abandonner ni la reine ni les enfants royaux, dont elle avait l'éducation ; mais la reine fut inébranlable dans son insistance.

— Le roi, lui dit-elle, va demain à Paris ; peut-être lui demandera-t-on votre exil : n'attendez pas ; je crains tout. Au nom de notre amitié, partez !

En ce moment, le roi entra.

— Venez, sire, lui dit la reine, venez persuader à ces honnêtes gens, à ces fidèles amis qu'ils doivent nous quitter.

Alors le roi s'approcha du duc et de la duchesse de Polignac :

— Mon cruel destin, leur dit-il, me force d'éloigner de moi tous ceux que j'estime et que j'aime. Je viens d'ordonner au comte d'Artois de partir ; je vous donne le même

ordre : plaignez-moi ; mais ne perdez pas un seul moment. Emmenez votre famille ; comptez sur moi dans tous les temps : je vous conserve vos charges.

On se sépara en pleurant , et à minuit la duchesse de Polignac reçut ce dernier billet de la reine :

« Adieu, la plus tendre des amies, adieu ! Que ce mot est affreux ! mais il est nécessaire. Adieu, je n'ai que la force de vous embrasser. »

Ce billet reçu, M. et madame de Polignac, la comtesse Diane de Polignac, et madame la duchesse de Guiche, leur fille, prirent la route de Bâle, où ils arrivèrent au bout de trois jours. Ils y trouvèrent M. Necker, qui s'y était rendu de Bruxelles, et qui ignorait encore les événements de Paris.

Ce fut par eux que l'ex-ministre en connut la première nouvelle.

Vers huit heures du matin, le roi partit pour Paris. Ses gardes du corps l'accompagnaient, ainsi que MM. de Beauveau, de Villeroy, de Villequier et d'Estaing. A la barrière de la Conférence, il fut forcé de renvoyer son escorte, et de se fier aux gardes françaises et aux gardes nationales.

Le corps électoral, représenté par une nombreuse députation, attendait le roi à la barrière; et comme les habitants de Versailles qui l'avaient accompagné ne le voyaient se livrer qu'avec crainte à leur nouvelle escorte, cette députation, dit l'Autrichien Weber, que cette proposition indigne, cette députation *eut l'insolence* de faire proposer aux habitants de Versailles de leur donner huit bourgeois de Paris pour otages, comme si, ajoute-t-il, le roi n'avait appartenu qu'à Versailles, et comme si huit bourgeois inconnus pouvaient représenter le chef de la nation.

Les premiers pas que fit le cortège furent signalés par un douloureux accident : un fusil partit par maladresse, et tua une femme.

Le roi avait mis près de dix-sept heures à venir de Versailles à Paris. C'était être maladroit jusqu'au bout que de montrer si peu d'empressement : aussi les soupçons commençaient-ils à renaître et les mauvais bruits à circuler, lorsqu'un cavalier revint au grand galop, annonçant que le roi était au Point-du-Jour, qu'il l'avait vu.

A trois heures, un tourbillon de poussière annonçait son arrivée.

Nous avons dit ce qui s'était passé à la barrière.

A la barrière, le roi fut reçu par le corps municipal, ayant à sa tête le bonhomme Bailly, qui, pour cette circonstance, avait trouvé dans son cœur une phrase d'une éloquence suprême.

— Sire, dit-il en présentant à Louis XVI

les clefs de Paris sur un plat d'argent, j'apporte à Votre Majesté les clefs de sa bonne ville de Paris ; ce sont les mêmes qui ont été présentées à Henri IV ; il avait reconquis son peuple : ici, c'est le peuple qui a reconquis son roi.

Bailly eût dû se borner là, car c'est tout ce qui reste de son discours. Faisons comme l'histoire, rendons-lui le service d'en supprimer ce qui était inutile.

Après ce discours, on se mit en marche.

La garde à cheval marchait la première : trois mille cavaliers à peu près, Parisiens, jeunes gens de la bourgeoisie, noyau de ce qui fut depuis la garde nationale à cheval ; puis venaient les gardes françaises, précédés des drapeaux et des canons pris à la Bastille, c'est-à-dire des trophées conquis sur la royauté ; puis les députés défilant deux à deux sur une double colonne ; puis un corps nombreux d'infanterie bourgeoise marchant

après les députés ; puis venait M. de la Fayette, à qui tout obéissait, vrai roi de Paris depuis deux jours, s'avancant à cheval, l'épée nue à la main ; puis la garde de Paris ; puis la musique de la ville ; puis les dames de la halle, vêtues de blanc, couvertes de rubans tricolores, et portant dans leurs mains des fleurs et des branches de laurier.

Le roi venait après ; il n'avait que deux voitures à huit chevaux, y compris la sienne, qui marchait la première. Les quatre cents gardes du corps qu'il avait amenés de Versailles avaient, comme nous l'avons dit, été consignés à la barrière.

Le roi était pâle, triste, presque sombre ; il répugnait fort à ce commencement de Fourches Caudines. La musique avait beau jouer à tout rompre le fameux air : *Où peut-on être mieux*, il sentait au fond du cœur que, ennemi à toute cette population, cette population lui deviendrait un jour ennemie.

En traversant le Pont-Neuf, le roi trouva sur son passage une nombreuse artillerie : seulement chaque canon tenait à sa gueule un bouquet de fleurs ; mais on sentait que les fleurs étaient là pour la décoration seulement, qu'en un jour les fleurs seraient fanées, et que les canons resteraient.

Le roi parcourait une haie de cent cinquante mille citoyens armés. C'était la première fois qu'un roi de France voyait un pareil spectacle ; tout cela avec des armes différentes, des habits divers, mais avec le même cœur, mais poussant le même cri : *Vive la nation !*

Tous les honneurs de la journée étaient à la Fayette et à Bailly ; seulement la Fayette, jeune et beau, caracolait sur le fameux cheval blanc déjà sorti de ses écuries ; tandis que Bailly, vieux et pâle, marchait à pied au milieu des gardes, et, avec son sourire triste, disait :

— En vérité, je me fais l'effet d'un criminel que l'on mène en prison.

A l'hôtel de ville, le roi descendit. Bailly lui présenta la nouvelle cocarde nationale, devenue celle de la France.

Le roi la prit et la mit à son chapeau.

Puis il s'engouffra seul, séparé de sa suite, sous la sombre voûte de l'hôtel de ville, où les épées croisées au-dessus de sa tête lui firent un berceau d'acier.

Au reste, rien de tout cela n'était fait à mauvaise intention ; tout au contraire, chacun pleurait d'attendrissement. Quand le roi entra dans la grande salle et monta sur le trône qui lui était préparé, tous ceux qui, dans la foule, avaient eu la chance de tenir les premiers rangs, se mirent à genoux pour ne point empêcher ceux qui étaient derrière eux de voir.

Seulement, ce n'était point abaissement devant le roi, c'était complaisance pour leurs concitoyens.

Lorsque le roi fut monté sur le trône, de grandes acclamations se firent entendre.

Puis on fit lecture du procès-verbal des délibérations de la ville, contenant la création de la garde bourgeoise de Paris, la nomination de la Fayette au commandement général, et celle de Bailly comme maire.

Puis vinrent les discours, auxquels le roi ne répondit rien ou peu de chose. Après celui de Lally-Tollendal, il s'attendrit cependant, et laissa tomber ces mots :

— *Mon peuple peut toujours compter sur mon amour.*

Le roi confirma la création de la garde nationale, la nomination de la Fayette et de Bailly, promit de rappeler la *vertu exilée*, comme avait dit M. Moreau de Saint-Méry, et qui n'était autre que Necker.

Puis il sortit de l'hôtel de ville.

Mais cette fois, tant il fallait peu de chose à ce bon peuple pour revenir à lui, son

départ fut un véritable triomphe; les Parisiens étaient ivres d'amour. Il trouva sa voiture entourée de citoyens; ils avaient profité de l'absence des gardes pour se rapprocher de lui autant qu'il avait été possible; il y en avait derrière, sur l'impériale, sur le siège du cocher, et jusque sur les marchepieds. Les députés de l'assemblée nationale l'accompagnaient, disant au peuple :

— Chérissez-le, ce bon roi, qui a dit que ses sujets pouvaient toujours compter sur son amour.

D'autres venaient, et disaient :

— Prenez confiance dans notre bon prince, qui nous rend M. Necker : nous avons vu nous-mêmes la lettre qu'il lui écrit.

Et le peuple répondait en criant de toutes ses forces : « Vive le roi ! Vive la nation ! Vive la liberté ! Vive M. Necker ! Vive Louis, notre ami, notre père ! »

Et lui souriait à tout le monde, car peut-